



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Sous-direction des affaires immobilières du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés

Bureau des achats immobiliers et prestations

MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE PORTANT SUR LA REALISATION-EXPLOITATIONMAINTENANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE UNIVERSEINE

Pièce CAND_F : Projet de C.C.A.P

(Projet de Cahier des clauses administratives particulières)

Nota : Le présent document constitue un projet de CCAP provisoire. Celui-ci est susceptible d'être modifié, diminué ou augmenté. Une version aboutie sera transmise aux candidats retenus pour la phase offre.

Par ailleurs :

- l'acte d'engagement dont il est fait mention dans le présent projet de CCAP sera transmis en version projet pour la phase offre,
- les dérogations aux articles du CCAG Travaux et Exploitation-Maintenance de 2021 seront mis à jour pour la phase offre,

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	9
1.1. REPRESENTANT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	9
1.2. OBJET DU MARCHÉ	9
1.3. NATURE ET MODALITES DE PASSATION DU MARCHÉ.....	10
1.4. PERSONNES CONCERNÉES PAR L'OPÉRATION SANS ÊTRE PARTIES AU MARCHÉ.....	10
1.4.1. MAITRISE D'ŒUVRE.....	10
1.4.2. COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS)	14
1.4.3. CONTRÔLEUR TECHNIQUE (CT).....	16
1.4.4. VILLE DE SAINT-DENIS & l'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune	16
1.4.5. CONCESSIONNAIRES	17
1.5. ORGANISATION DES COMITES ET REUNIONS.....	17
1.5.1. Réunions spécifiques à la phase Travaux d'aménagement.....	18
1.5.2. Réunions spécifiques à la phase Exploitation-Maintenance	19
1.6. ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE	19
1.7. CONDUITE DES PRESTATIONS.....	19
1.8. CLAUSE SOCIALE	20
1.8.1. Les publics visés	20
1.8.2. Objectif d'insertion	21
1.8.3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	21
1.8.4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	22
1.8.5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	22
1.8.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	23
1.9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	24
1.10. AUTORISATION ADMINISTRATIVE – CONDITION SUSPENSIVE.....	24
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	25
2.1. PIECES PARTICULIERES	26
2.2. PIECES GENERALES.....	27
2.3. Pièces communiquées à titre indicatif et à caractère non contractuel	28
ARTICLE 3. CLAUSES DE REEXAMEN.....	28
3.1. Clause n°1 – Modification du « micro-zoning » (implantation des locaux dans les bâtiments)	28
3.1.1. Prix.....	28
3.1.2. Délais.....	28
3.1.3. Contrôle des commandes et des stocks	29
3.2. Clause n°2 « Murs de protection au niveau du quai de livraison »	29
3.3. Clause n°3 « Forme du groupement et Mandataire »	30
3.4. Clause n°4 « mise en œuvre de complexes séparatifs dans les porches de la halle Maxwell ».....	33
3.5. Clause n°5 « Révision des prestations et des prix de la phase exploitation-maintenance dans le cadre de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde »	34
ARTICLE 4. DELAIS.....	34

4.1. Délai global d'exécution	34
4.2. Calendrier détaillé d'exécution des études et travaux	35
4.3. Jalons et délais partiels.....	36
4.3.1. Ajustements du micro-zoning, du mur séparatif du quai de livraison et des ouvrages de sécurisation dans les porches et les halls de la « Halle Maxwell » et dossiers de demandes d'autorisation afférents.....	36
4.3.2. Présentation des échantillons, prototypes & témoins de bureaux et délais de validation au plus tard	36
4.3.3. Livraison de la VEFA par le promoteur	36
4.3.4. Réception des ouvrages de travaux d'aménagements	37
4.3.5. Levée des réserves des ouvrages de travaux d'aménagements.....	37
4.3.6. Réalisation des locaux vestiaires provisoires dans le local vélo du B1A	37
4.3.7. Modification du micro-zoning pendant la phase des travaux d'aménagements et pendant la phase exploitation-maintenance	37
4.3.8. MAD des différents espaces pour intervention des tiers.....	38
Dates de mises à disposition des différents espaces du site au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et ce, dans les conditions indiquées à l'article 14 du présent CCAP. Ces mises à dispositions devront permettre les interventions des tiers en vue notamment de :.....	38
- La pose du mobilier,	38
- L'installation des équipements audiovisuel (salles de réunions, tablettes de réservation de salles, etc),	38
- L'installation des réseaux VDI divers de la DTNUM,	38
- Les travaux et installations des prestataires de restauration,	38
- Mise en œuvre de l'installation de brouillard d'eau dans le parking,	38
- Réalisation de la crèche dans le bâtiment B1B et autres espaces nécessitant des interventions,.....	38
- Finalisation des clôtures périmétriques du site,	38
- Etc.	38
4.4. Prolongation des délais – intempéries.....	38
4.5. Prolongation des délais - Causes légitimes et force majeure.....	39
ARTICLE 5. PENALITES.....	40
ARTICLE 6. MESURES DE PENALISATION EN CAS DE NON-SATISFACTION DES ENGAGEMENTS DE PERFORMANCE	40
ARTICLE 7. PHASE DE REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT	41
7.1. Préparation de chantier	41
7.1.1. Ajustement du dossier d'autorisations et déclarations administratives à déposer par la MOA	41
7.1.2. Ajustements du micro-zoning transmis pendant la phase préparatoire	41
7.1.3. Phase préparatoire aux travaux d'aménagements - divers.....	42
7.2. Études d'exécution et de synthèse.....	43
7.2.1. Autres documents d'études	44
7.2.2. Modalités de remise et d'examen des documents d'exécution.....	44
7.3. Coordination et pilotage des travaux dont intervenants tiers	45
7.3.1. ORDONNEMENT ET PLANIFICATION	46
7.3.2. COORDINATION.....	46
7.3.3. PILOTAGE.....	46
7.3.4. OBLIGATIONS GENERALES	46
7.3.5. GESTION DES RELATIONS ET DOCUMENTATION RELATIVES AUX CSPS, CSSI ET BUREAUX DE CONTROLE	46
7.3.6. SYNTHESE DES OUVRAGES TIERS ENTRE EUX ET VIS-A-VIS DU TITULAIRE	47
7.3.7. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION	47
7.3.8. EXIGENCES PARTICULIERES	48
7.3.9. Opérations préalables à la restitution des MAD.....	51

ARTICLE 8. PHASE D'EXPLOITATION-MAINTENANCE	52
8.1. Préparation de la prise en main du site en vue de l'exploitation-maintenance	53
8.2. Modification du micro-zoning postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagement.....	53
8.2.1. Délais.....	54
8.2.2. Prix.....	54
8.2.3. Contrôle des commandes et des stocks	54
8.2.4. Responsabilité du Titulaire postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagements	54
8.3. Coordination et/ou pilotage des divers intervenants (tiers ou non),.....	55
8.3.1. Mission pendant la période de parfait achèvement et de bon fonctionnement.....	55
8.3.2. Mission d'aménagement et de mise en service	56
ARTICLE 9. SUIVI MENSUEL	56
ARTICLE 10. PRECISIONS SUR LES ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHÈSE 58	
10.1. Présentation des documents	58
10.2. DOE	58
10.3. Gestion Électronique des Documents	58
10.4. Outil interactif de suivi des OPR	59
10.5. BIM	59
ARTICLE 11. IMPLANTATION DES OUVRAGES- ORGANISATION DU CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE	59
11.1. Piquetage général	59
11.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	59
11.3. DT/DICT.....	60
11.3.1. PHASE DE PRÉPARATION DU CHANTIER.....	60
11.3.2. PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX.....	60
11.4. Organisation du chantier	61
11.4.1. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	61
11.4.2. DÉPENSES D'ENTRETIEN	62
11.4.3. DÉPENSES DE CONSOMMATION.....	63
11.5. Installations de chantier	63
11.5.1. LOCAUX MIS À DISPOSITION DU MAÎTRE D'OUVRAGE	63
11.5.2. LOCAUX POUR LE PERSONNEL.....	63
11.6. Hygiène et sécurité du chantier	64
11.6.1. HYGIENE DU CHANTIER.....	64
11.6.2. SIGNALISATION DU CHANTIER	65
11.6.3. NUISANCES LIÉES AU CHANTIER.....	65
11.7. Horaires de travail.....	65
ARTICLE 12. PROVENANCE – QUALITE – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	65
12.1. Provenance des matériaux, matériels et produits	65
12.2. Caractéristiques – qualités – vérifications —essais - épreuves.....	66
12.2.1. VÉRIFICATIONS SUR CHANTIER.....	66
12.2.2. VÉRIFICATIONS EN USINE	67

12.2.3.	ESSAIS ET VÉRIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES	67
12.2.4.	ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	67
12.2.5.	COMMANDES DE MATÉRIELS - MATÉRIAUX – FOURNITURES.....	68
12.2.6.	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ (PAQ).....	69
ARTICLE 13.	RECEPTION DES TRAVAUX.....	69
13.1.	Définition	69
13.2.	Demande de réception.....	70
13.3.	Opérations préalables à la réception	70
13.4.	Proposition au Maître d'Ouvrage	70
13.5.	Décision du Maître d'Ouvrage	71
13.6.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	71
13.7.	Évacuation du chantier.....	71
13.8.	Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	71
13.9.	Délai de levée de réserves.....	72
ARTICLE 14.	MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES – INTERVENTION DE TIERCES ENTREPRISES.....	73
14.1.	Objet.....	73
14.1.1.	Précisions sur la mise en œuvre du mobilier et le raccordement de celui-ci	73
14.1.2.	Précisions sur les travaux d'installations de la solution DAS, WIFI, IT, autres réseaux de communications de la DTNUM	74
14.1.3.	Précisions sur les travaux de la crèche, le brouillard d'eau et dans le parking et les clôtures périmétriques.....	74
14.2.	Modalités d'Intervention	75
14.3.	État des Lieux.....	75
ARTICLE 15.	ECONOMIE CIRCULAIRE.....	76
ARTICLE 16.	PRIX.....	76
16.1.	CARACTÈRE DES PRIX	76
16.2.	Modalités de passation des bons de commande.....	77
16.3.	CONTENU DES PRIX.....	77
16.3.1.	Prix relatifs à la phase travaux d'aménagement	77
16.3.2.	Prix relatifs à la phase exploitation maintenance	79
16.4.	Avance	80
16.5.	Règlement des comptes	81
16.5.1.	PROJETS DE DÉCOMPTES ET RÈGLEMENT DES COMPTES	81
16.5.2.	Païement pour solde et décompte général global du marché :.....	82
16.5.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	83
16.5.4.	MODALITES DE FACTURATION	84
ARTICLE 17.	TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES ET TRAVAUX MODIFICATIFS.....	86
17.1.	Modifications demandées par le Pouvoir Adjudicateur	86
17.2.	Modifications sollicitées par le Titulaire.....	87
17.3.	Modification des Prestations d'Exploitation	88
17.4.	Prestations similaires	88
17.5.	Clause de sauvegarde	89

ARTICLE 18. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	89
18.1. Forme juridique du Titulaire.....	89
18.2. Rôle et mission du mandataire	89
18.3. Représentant du Mandataire	90
18.4. Défaillance d'un membre du Groupement.....	90
18.4.1. Remplacement d'un membre défaillant.....	90
18.4.2. Remplacement du mandataire défaillant.....	91
18.5. Conséquences de la solidarité.....	91
18.6. Régime général en cas de sous-traitance	91
18.7. Modalités de paiement direct	92
ARTICLE 19. AMIANTE & PLOMB.....	93
ARTICLE 20. POLLUTION DES SOLS.....	94
ARTICLE 21. RETENUE DE GARANTIE.....	95
ARTICLE 22. GARANTIES	95
22.1. Garantie de parfait achèvement	95
22.2. Garantie de bon fonctionnement	95
22.3. Garantie décennale	95
ARTICLE 23. ASSURANCES – RESPONSABILITES.....	96
23.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	96
23.2. Assurance de responsabilité civile décennale.....	96
23.3. Attestations d'assurance.....	96
23.4. Généralités	97
23.5. Assurance de Responsabilité Civile	97
23.6. Assurance de Responsabilité civile décennale RCD et des risques annexes 98	
23.7. Assurance des équipements.....	99
23.8. Assurance des approvisionnements	100
23.9. Assurance de la base de vie.....	100
23.10. Modalités de transmission des attestations	100
23.11. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD).....	100
ARTICLE 24. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	100
24.1. Droits de la personne publique	100
24.2. Droits du Titulaire	101
24.3. Inventions, connaissances acquises, méthode, savoir-faire et brevets ..	101
24.4. Usage du BIM	102
ARTICLE 25. RESILIATION DU MARCHE.....	102
ARTICLE 26. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES	103
26.1. Modes alternatifs de règlement des litiges	103

26.2.	Procédure contentieuse	104
26.3.	Règlement des différends en cas d'entrepreneurs groupés	105
ARTICLE 27.	INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS	105
ARTICLE 28.	LANGUES ET MONNAIE.....	105
ARTICLE 29.	CLAUSES ADMINISTRATIVES ET CONFIDENTIALITÉ.....	105
ARTICLE 30.	HABILITATIONS D'ACCÈS AU SITE DE L'ADMINISTRATION..	106
ARTICLE 31.	TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ..	107
ARTICLE 32.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	112

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. REPRESENTANT DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

L'État, maître d'ouvrage au sens de l'article L.2410-1 du code de la commande publique est représenté par :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
DPRU – Direction de Projet Relocalisations et Universeine
Place Beauvau – immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

1.2. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'opération en réalisation-exploitation-maintenance en marché global de performance, relatif aux travaux d'aménagements d'un site de bureaux situé à Saint-Denis 93200 pour lequel le Ministère de l'Intérieur a signé un contrat de VEFA. Le marché comprend la réalisation des travaux d'aménagements devant intervenir à compter de la livraison du site par le promoteur et l'exploitation maintenance des bâtiments et des équipements techniques – tant ceux livrés par le promoteur que les adaptations et nouveaux équipements créés au titre des présentes - pour une durée d'environ 3 ans à compter de la livraison de la VEFA. Le marché prévoit des engagements de performance sur les aspects environnementaux, techniques et exploitation-entretien-maintenance.

Les missions du Titulaire sont :

- Le contenu de la phase réalisation des travaux d'aménagements comprendra notamment :
 - Préparation de chantier
 - Études d'exécution et de synthèse
 - Ordonnancement, coordination et pilotage des travaux dont intervenants tiers,
 - Travaux d'aménagements (compris levée des réserves)
 - Opérations de réception
- Le contenu de la phase exploitation et maintenance des bâtiments et installations techniques comprendra notamment :
 - Préparation de la prise en main du site en vue de l'exploitation-maintenance
 - Exploitation et Maintenance du site
 - Modifications du micro-zoning
 - Coordination et/ou pilotage des divers intervenants (tiers ou non)
 - Commissionnement

Ces missions sont à la charge du Titulaire et sont incluses dans le montant de son marché.

Il est précisé que ces missions ne se succèdent pas systématiquement dans le temps, mais peuvent se dérouler concomitamment.

Il est clairement précisé au Titulaire qu'il devra prendre en compte en tant que nécessaire l'ensemble des observations formulées par le Maître d'Ouvrage et ses spécialistes missionnés (ses

divers AMO, CSSI, MOE, CSPS, Contrôleur technique) dans des avis écrits. Toutefois, ces observations ne constitueront pas une immixtion dans les missions du Titulaire qui conserve l'entière responsabilité de la réalisation-exploitation-maintenance des ouvrages.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des études et autres données ou informations, y compris toutes celles afférentes aux existants, qui lui ont été communiquées par le Maître d'Ouvrage ou pour son compte préalablement à la date d'entrée en vigueur ou dont la connaissance est utile à l'exécution de ses obligations au titre des présentes. Le Titulaire reconnaît avoir vérifié ces documents sous sa seule et entière responsabilité et avoir effectué toutes diligences qu'il a jugées nécessaires ou utiles afin, le cas échéant, de les compléter. Ces stipulations s'appliquent mutatis mutandis à l'ensemble des études et autres données ou informations, y compris toutes celles afférentes au site, qui auront été communiquées au Titulaire au cours de la procédure de consultation.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir du caractère erroné ou incomplet de tout ou partie des études, données ou informations mentionnées ci-dessus pour s'exonérer de l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes ou engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur de ce chef. A cet effet, le Titulaire vérifie, contrôle, modifie et complète sous sa seule et entière responsabilité ces documents.

Le Titulaire fait ainsi son affaire des contraintes afférentes au site et ses avoisinants.

En outre, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des conditions dans lesquelles la conception technique et architecturale a été produite par la Maîtrise d'œuvre dans la mesure où ladite conception a été réalisée sur la base de la documentation disponible mise à disposition par le promoteur de l'opération de VEFA – celui-ci ayant finalisé ses études en même temps que la Maîtrise d'œuvre a conçu les ouvrages des travaux d'aménagement objet des présentes.

Ainsi, le Titulaire, en tant que professionnel du BTP, déclare avoir apprécié les aléas et les risques d'une telle conception au regard des ouvrages à réaliser et que ceux-ci sont bien compris dans le Prix.

1.3. NATURE ET MODALITES DE PASSATION DU MARCHÉ

Le marché est un marché global de performance défini à l'article L.2171-3 du Code de la Commande publique (CCP) qui intègre la réalisation, l'exploitation et la maintenance ; il est passé selon la procédure formalisée avec négociations conformément aux articles [•] du CCP.

1.4. PERSONNES CONCERNÉES PAR L'OPÉRATION SANS ÊTRE PARTIES AU MARCHÉ

1.4.1. MAITRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'œuvre – constituée en groupement - s'est vu attribuer les éléments de conception suivants au titre de son marché initial :

- Bureau d'études sur les lots suivants :
 - CFO, Cfa, (comprenant notamment les solutions GTB) et SSI,
 - VDI, audiovisuel & IT,
 - CSSI & Prévention,
 - Structure/VRD,
 - CVC & Désenfumage,
 - Plomberie,

- Architecte (DPLG ou DE+HMNOP) en mesure de pouvoir déposer les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement au besoin,
- Bureau d'études environnemental,
- Bureau d'étude acoustique,
- Économiste de la construction,
- Mission BIM (Building Information Modeling),

Initialement les missions ci-dessus concernaient un marché de travaux pour les phases suivantes :

APS, APD, PRO, DCE, ACT, VISA, DET, AOR, ainsi que les missions complémentaires suivantes: CSSI, BIM, Signalétique.

Puis la mission de la MOE a été modifiée afin d'intégrer – et ce à partir de la phase PRO – des prestations d'exploitation-maintenance et de définition des engagements de performances en vue de l'établissement d'un marché global de performance de réalisation-exploitation-maintenance.

Il est par ailleurs précisé, que l'étendue temporelle de la mission de la MOE est la suivante :

- Phase n°1 des Travaux d'aménagement : à la fin de la mission AOR (en ce compris la GPA) pour les ouvrages objets des réception partielles et finales des Travaux d'Aménagements. Ainsi et à titre d'exemple pour les ouvrages de cloisonnement qui seraient réalisés postérieurement à la réception, la MOE ne sera pas impliquée au titre de ses missions VISA, DET, AOR, GPA – charge alors au Titulaire de s'y substituer,
- Phase n°2 d'exploitation-maintenance : à la fin de la première année d'exploitation-maintenance, celle-ci démarrant à la prise de possession des lieux au moment de la livraison du site par le promoteur de la VEFA,

Pour les phases VISA, DET et AOR les missions de la MOE sont les suivantes :

1.4.1.1. Mission VISA de la MOE

Objet

Le maître d'œuvre s'assure que les documents d'exécution établis par le Titulaire respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le Titulaire ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par le Titulaire respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par le Titulaire. La délivrance du visa ne dégage pas le Titulaire de sa propre responsabilité.

Prestations principales

- examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par le Titulaire aux documents établis par la maîtrise d'œuvre ;
- examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux ;
- arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par le Titulaire ;
- examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par le Titulaire ;

- examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir le Titulaire ;

1.4.1.2. Mission DET de la MOE

Objet

La direction de l'exécution du marché a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le Titulaire, en application du marché, sont conformes aux dits marchés et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un professionnel de la maîtrise d'œuvre ;
- s'assurer que l'exécution des travaux et prestations est conforme aux prescriptions du marché, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du marché ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- systématiquement informer le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et prestations et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le Titulaire, et d'établir les états d'acomptes ;
- vérifier le projet de décompte établi par le Titulaire et établir le décompte général pour la phase n°1 correspondant aux travaux d'aménagements ;
- Vérifier l'avancement financier des prestations de la phase exploitation-maintenance pour la première année d'exploitation-maintenance ;
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par le Titulaire en cours d'exécution des travaux et prestations et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux et prestations du marché, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation du Titulaire.

Prestations principales à réaliser

i) Processus projet

- examen des documents complémentaires à produire par le Titulaire, en application de son marché ;
- synthèse des choix des matériaux, échantillons et coloris à valider par le maître d'ouvrage avant exécution ;
- conformité des ouvrages et prestations réalisés ou en cours de réalisation aux prescriptions du marché ;
- relevé des non-conformités constatées, consignées au compte-rendu de réunion de chantier.

ii) Processus économique

- vérification des décomptes mensuels et finaux ;
- établissement des états d'acompte ;
- examen des devis de travaux et prestations complémentaires ou modificatifs ;
- examen matériel, technique et économique des mémoires en réclamation présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
- établissement du décompte général de la phase n°1 (travaux d'aménagements) et intermédiaire de la phase n°2 (Exploitation-maintenance).

iii) Management de l'opération

- organisation et direction des réunions de chantier ;
- établissement et diffusion des comptes-rendus ;
- établissement des ordres de service ;
- état d'avancement général des travaux et prestations du marché à partir du planning général ;
- information du maître d'ouvrage sur :
 - L'avancement et les prévisions au regard du planning contractuel ;
 - Les éventuelles modifications à apporter au marché ;
 - la classification des éventuels travaux et prestations modificatifs ;
 - Les difficultés rencontrées et les solutions à envisager.

1.4.1.3. Mission AOR de la MOE

Objet

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par le Titulaire, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations principales confiées

i) Processus projet

Avant réception

- vérification de la bonne exécution des ouvrages réalisés et du fonctionnement des équipements selon les prescriptions du marché de travaux ;
- établissement de la liste des réserves
- proposition de réception au maître d'ouvrage ;
- établissement des documents administratifs nécessaires à la réception des travaux par le maître d'ouvrage notamment les procès-verbaux des opérations préalables et le document de décision de réception qui sera signé par le maître de l'ouvrage.

Après réception

- suivi et levées des réserves formulées dans la décision de réception ;
- établissement des procès-verbaux de levée des réserves ;
- examen des désordres postérieurs signalés par le maître d'ouvrage au cours de l'année de garantie de parfait achèvement ;
- lorsque les désordres sont mineurs, demande d'intervention au Titulaire ;
- lorsque les désordres nuisent à la destination de l'ouvrage ou s'ils mettent en péril sa solidité, examen sur place des désordres et engagements des actions et travaux de mise en conformité.

DOE entrepreneurs

Le maître d'œuvre collecte et vérifie :

- le dossier des ouvrages tels qu'exécutés par le Titulaire ;
- les notices de fonctionnement et de maintenance des éléments d'équipements.

ii) Processus administratif

Le cas échéant, le maître d'œuvre assiste à la commission de sécurité sollicitée par le maître d'ouvrage et sur sa demande fait engager les travaux correctifs.

Le cas échéant, l'architecte, sur demande du maître d'ouvrage certifie la conformité de l'ouvrage aux autorisations administratives déposées (DP, PC, AT...), conformément à l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme.

1.4.1.4. Mission Exploitation-maintenance de la MOE

Cette mission consiste lors de la phase exploitation-maintenance pour la première année à piloter les actions suivantes :

- S'assurer des moyens et méthodes mis en œuvre par le Titulaire dans le cadre de la prestation d'exploitation et maintenance des ouvrages,
- S'assurer de la préparation diligente de la transition VEFA et de la prise en charge du site par l'entreprise,
- Assistance à l'organisation et suivi des tests et essais,
- Formaliser les process des sujets GPA auprès de la MOA,
- S'assurer et vérifier de l'organisation par le Titulaire des méthodes relatives à la mise à disposition des espaces aux entreprises travaux tierces et à leur restitution,
- Définir les process de réception des travaux,
- Suivi mensuel et audit des processus et atteinte des performances,
- Préparer la passation en phase exploitation,

1.4.2. COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS)

Le Maître de l'Ouvrage a confié une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de 1^{ère} catégorie au sens de l'article L.4532-2 du code du travail, phases " conception " et " réalisation ".

Le Coordonnateur (CSPS) exercera sa mission conformément aux dispositions du titre III du livre V de la quatrième partie (partie réglementaire) du Code du travail. Il préside le CISSCT auquel le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de participer.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire du présent marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désignés sous le nom de coordonnateur SPS.

Le Titulaire est tenu de visiter le site et les bâtiments avant tout travaux et de rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Le Titulaire s'engage ainsi à ce que la réalisation des ouvrages réponde aux exigences de l'article L.4531-1 du Code du travail, en particulier celle de « faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. » Ainsi, les techniques dites « d'accès difficile » sont interdites pour les opérations de maintenance/entretien.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le ou les PPSPS devant être remis au plus tard 2 semaines avant le démarrage des ouvrages s'y référant ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste nominative tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier conformément à l'article 31.5.2 du CCAG-Travaux ;
- la carte d'identification professionnelle de l'ensemble des ouvriers ou le document qui en tient lieu selon l'arrêté du 20 mars 2017 ;
- dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ;
- la copie des déclarations d'accident du travail sous 24h.

De plus, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et s'oblige à tenir à la disposition du coordonnateur SPS lesdits contrats.

Le Titulaire est tenu d'informer le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire prendra l'initiative d'inviter le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé aux réunions spécifiques le nécessitant :

- liées aux interventions ultérieures sur l'ouvrage (objectif de facilitation) ;
- liées aux phases de Co activité du chantier (objectif d'harmonisation des interventions).

Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Une réunion hebdomadaire est organisée entre le coordonnateur et les Entreprises en activité sur le chantier.

En cas de danger grave menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement etc.) le coordonnateur SPS peut prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier jusqu'à ce que toutes les mesures s'imposant soient prises.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le Titulaire est soumis sans délais au Maître de l'Ouvrage.

Selon nécessité, le Maître de l'Ouvrage contractera des missions complémentaires, notamment en ce qui concernent (sans que cela soit exhaustif) la mission de coordination des différents Coordonnateur SPS (notamment si travaux tiers) cas échéant.

1.4.3. CONTRÔLEUR TECHNIQUE (CT)

Le Maître de l'Ouvrage a confié une mission de contrôle technique.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- L, solidité des ouvrages
- LE solidité des existants conservés
- S (STI & SEI), sécurité des personnes
- HYSa, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...
- HAND, accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- P1, solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Brd : Brancards
- GTB : mission relative à la GTB
- PH : acoustique + Etablissement en fin de travaux de l'attestation de conformité prévue à l'arrêté du 27 novembre 2012 incluant les essais prévus à l'article R. 111-4-4 du CCH

Mission après travaux :

- HAND ATT, attestation accessibilité des constructions pour les personnes handicapées,
- VIEL, Vérification Initiale des Installations Électriques

Selon nécessité, le Maître de l'Ouvrage contractera des missions complémentaires, notamment en ce qui concernent (sans que cela soit exhaustif) :

- mission de coordination des différents contrôleurs techniques de l'opération (notamment si travaux tiers) cas échéant,
- missions complémentaires que le Maître de l'Ouvrage jugerait utile.

Sans préjudice de sa responsabilité de réaliser les ouvrages conformément à la réglementation, les règles de l'art, les DTU, etc, le Titulaire devra respecter les éventuels avis du contrôleur technique pour ces missions complémentaires cas échéant.

1.4.4. VILLE DE SAINT-DENIS & l'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune

Le Titulaire est averti de la nécessaire coordination avec les services de la Ville de Saint-Denis & l'établissement public territorial Plaine Commune, en particulier au regard :

- des opérations susceptibles de se dérouler à proximité immédiate,
- des itinéraires de transports et livraisons,
- problématiques liées aux voiries et abords du chantier,
- problématiques liées au voisinage et riverains,

Il conviendra à cet effet dans le cadre du forfait d'organiser une coordination harmonieuse avec ces projets, notamment sur le plan de la sécurité des travailleurs et des riverains.

Par ailleurs, le projet est issu d'un lot (lot B1) de la ZAC du Village Olympique et Paralympique, porté par Vinci Immobilier Aménagement, promoteur de l'opération et vendeur du site acquis par l'État dans le cadre de la VEFA. Ainsi des prescriptions particulières – pour celles qui seraient toujours susceptibles d'être applicable à la suite de la livraison de la VEFA - devront être observées, celle-ci découlant notamment des documents de la ZAC suivants :

- la fiche de lot correspondante ;
- le cahier des limites de prestations techniques (CLPT) ;
- Le règlement d'organisation des chantiers de la ZAC (ROC) ;
- La charte de communication de chantier propre à la ZAC.

1.4.5. CONCESSIONNAIRES

Durant toute la durée du projet, que ce soit lors des travaux ou lors de l'exploitation-maintenance, les concessionnaires pourraient imposer d'éventuelles exigences au réalisateur-exploitant-mainteneur concernant des dispositions spécifiques relatives aux locaux, réseaux enterrés, canalisations, regards, terminaux, branchements et raccordements ou pour les délais d'exécution des antennes réseaux, des branchements et raccordements, consignations ou de mise en service.

Pour que soient prises en compte ces exigences, il sera demandé au Titulaire, à tout moment du marché, de prendre auprès des concessionnaires toute attache et de recueillir toute information technique ou temporelle pouvant avoir un impact sur le projet.

La responsabilité de la démarche et de la maîtrise des délais incombe au Titulaire.

Pour la phase d'exploitation-maintenance, il préparera, complètera, amendera les avenants aux abonnements existants et/ou abonnements rendus nécessaires par le projet qui seront souscrits et payés par le Maître d'Ouvrage pour les énergies et fluides détaillés dans l'Acte d'Engagement.

La prise en charge des consommations par le Titulaire est décrite au document « Note d'organisation de chantier » du Marché.

1.5. ORGANISATION DES COMITES ET REUNIONS

Tout au long du marché, le Titulaire devra se présenter à et/ou provoquer l'ensemble des réunions et comités rendus nécessaires. Par ailleurs, sont notamment prévus *a minima* les réunions et comités suivants :

- Réunions de chantier hebdomadaires en présence notamment de la MOE et éventuellement le MOA et ses conseils et prestataires,
- Comités de pilotage mensuels en présence notamment de la MOE et de la MOA et ses conseils et prestataires,
- Réunions hebdomadaires d'ajustements micro-zoning/clauses de réexamens et mise en service exploitation-maintenance pendant la phase préparatoire en présence notamment de la MOE et éventuellement le MOA et ses conseils et prestataires,
- Réunions de coordination notamment pour la mise en œuvre du mobilier, raccordements des postes, interventions tiers (DTNum, exploitant restauration, etc.) en présence notamment de la MOE et de la MOA et ses conseils et prestataires,
- Réunions spécifiques techniques et architecturales en présence de la MOE selon nécessité,
- Réunion avec les concessionnaires selon nécessité,

Lors de ces réunions et comités, un ou des responsables capables d'engager la responsabilité du Titulaire devront être obligatoirement présents.

Au-delà de la diffusion du compte rendu, le Titulaire a le devoir d'alerter le Maître de l'Ouvrage en cas de survenance d'un problème particulier.

En particulier, sont précisées ci-dessous certaines prescriptions particulières (non exhaustives) :

1.5.1. Réunions spécifiques à la phase Travaux d'aménagement

1.5.1.1. RÉUNIONS D'AJUSTEMENTS TECHNIQUES ET ARCHITECTURALES

Une réunion technique, MOE - Titulaire, aura lieu à jour fixe chaque semaine. Le Titulaire devra être représenté par des intervenants qualifiés et par un représentant du Mandataire ayant pouvoir de décision.

Ces réunions ont notamment pour objectifs d'ajuster :

- Le micro-zoning,
 - Les éléments objet des autorisations administratives à déposer par le Maître de l'Ouvrage,
- Les CT et CSPS pourront participer à cette réunion.

A l'issue de chacune de ces réunions, le compte-rendu sera rédigé par le Titulaire dans un délai maximal de 48h. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les dix (10) jours ouvrés qui suivent la réunion relatée.

1.5.1.2. RÉUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier sont internes au groupement réalisateur-exploitant-mainteneur. Ces réunions se feront en présence du représentant de la maîtrise d'œuvre et tous intervenants que cette dernière jugera nécessaire d'inviter. La MOE devra viser les procès-verbaux de réunion, conformément aux dispositions de l'article D.2171-13 du CCP.

1.5.1.3. RÉUNIONS INTER-CHANTIERS

Réunions de coordination interchantiers entre le Titulaire et les entreprises et prestataires tiers du Maître de l'Ouvrage.

1.5.1.4. AUTRES REUNIONS

Le Titulaire est tenu d'avertir la MOE de toutes réunions afférentes aux études et aux travaux, afin que celui-ci puisse y participer et le cas échéant s'y faire représenter.

Par ailleurs, le Titulaire doit assister à toutes les réunions auxquelles la MOE -ou le Maître de l'Ouvrage - jugera sa présence nécessaire. Les réunions publiques provoquées par la maîtrise d'ouvrage pourront également requérir la présence du Titulaire.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par le Maître d'Ouvrage ou la MOE. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés qui suivent la réunion relatée.

Les modifications de programme, les fiches modificatives de travaux, et les modifications de marché devront toutes être validées expressément par le Maître de l'Ouvrage.

1.5.2. Réunions spécifiques à la phase Exploitation-Maintenance

1.5.2.1. Réunion hebdomadaire de suivi et coordination

Réunions de coordination et de suivi entre le Titulaire, le Maître de l'Ouvrage et les entreprises et prestataires tiers du Maître de l'Ouvrage pendant la phase exploitation-maintenance, éventuellement mutualisée avec la réunion inter-chantiers de l'article 1.5.1.1.3 des présentes en phase Travaux d'Aménagement.

1.6. ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur le site et à l'aune des documents de la consultation de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées aux site et bâtiments existants voisins, à la nature des constructions livrées en VEFA (bâtiments neufs, ancienne halle électrique réhabilitée, etc), aux contraintes d'accès, aux équipements et installations existants.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement, à la remise de son offre qui est forfaitaire, d'une connaissance insuffisante du site, de l'implantation des ouvrages, de l'état des constructions existantes (ex : positionnement exact des réseaux techniques, etc.) et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, contraintes d'accès, contraintes de chantier, conditions climatiques, nature du sous-sol, etc.

En outre, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des conditions dans lesquelles la conception technique et architecturale a été produite par la Maîtrise d'œuvre dans la mesure où ladite conception a été réalisée sur la base de la documentation disponible mise à disposition par le promoteur de l'opération de VEFA – celui-ci ayant finalisé ses études en même temps que la Maîtrise d'œuvre a conçu les ouvrages des travaux d'aménagement objet des présentes.

Ainsi, le Titulaire, en tant que professionnel du BTP, déclare avoir apprécié les aléas et les risques d'une telle conception au regard des ouvrages à réaliser et que ceux-ci sont bien compris dans le Prix.

1.7. CONDUITE DES PRESTATIONS

Il est expressément convenu que les personnes nommément désignées à l'article [•] de l'acte d'engagement participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En cas de changement des personnes ci-avant désignées, le Titulaire doit :

- en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 5 du présent CCAP.
- Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

En cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement des personnes désignées. Le Maître d'Ouvrage n'a pas à motiver sa décision. Le Titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 5 du présent CCAP, par jour de non-remplacement au-delà de 15 jours.

Celui-ci est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 30 jours.

En cas d'indisponibilité d'une personne désignée pendant une période continue supérieure à 15 jours, la personne publique se réserve le droit :

- d'appliquer une pénalité définie à l'article 5 du présent CCAP, par jour de non-remplacement au-delà de 15 jours,
- d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le Titulaire ; celui-ci est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 30 jours.

1.8. CLAUSE SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.8.1. Les publics visés

Les publics visés

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité*
- *les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi*
- *les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)*
- *les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »*

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

1.8.2. Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser durant la durée d'exécution du marché:
Lot unique	17 000 (dix-sept mille)

1.8.3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire

d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.8.4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Finoana ANDRIANARIVelo
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
finoana.andrianarivelo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[07 48 72 69 42](tel:0748726942)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.8.5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :
kelly.manette@epec.paris
Copie finoana.andrianarivelo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.8.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire devra respecter l'ensemble des prescriptions et prestations environnementales décrites dans les différentes pièces de son Marché.

Par ailleurs, les dispositions ci-dessous devront également être respectées :

Conformément à l'article 20.2 du CCAG travaux, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions présentes dans son offre, relatives :

- à la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- aux actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- à la prévention de la production de déchets et leur orientation vers les filières de valorisation le cas échéant.

En outre le Titulaire devra respecter la « Charte Chantier Propre » figurant aux documents du marché (Pièce n° [•]).

1.10. AUTORISATION ADMINISTRATIVE – CONDITION SUSPENSIVE

Il est porté à la connaissance du Titulaire, qu'une ou plusieurs demandes d'autorisations administratives seront déposés par le Maître de l'Ouvrage avec le concours de la Maîtrise d'œuvre.

Le dépôt de ces demandes d'autorisations est prévu au moment de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Livraison de la VEFA par le promoteur,
- Capacité administrative et juridique à déposer lesdites demandes d'autorisation.

Certains ouvrages objet de ces demandes d'autorisations font partie du Marché du Titulaire. A ce titre il est notamment prévu :

- Un délai incompressible à compter de la date de livraison de la VEFA correspondant aux délais de dépôt, d'instruction, d'affichage et de « purge » desdites autorisations administratives. Ce délai est porté forfaitairement à 9 mois, période pendant laquelle les travaux de réalisation de l'ouvrage ne pourront pas débuter, et ce, sans remettre en cause la date de réception des travaux d'aménagement objet de l'article 4.3.4. Toutefois, les études d'exécution, éventuelles campagne de tests, sondages ou autres prestations

nécessaires pourront débiter avant si le Titulaire le souhaite : dans ce cas les frais occasionnés ne seront réglés uniquement si l'autorisation purgée est entérinée ;

- Une période d'ajustements des ouvrages avec le MOE en phase préparatoire et antérieurement au dépôt des demandes d'autorisations, Le Titulaire apportera au besoin son concours dans la production des pièces du dossier de demande d'autorisation.

Le Titulaire sera alors tenu de respecter les exigences des demandes d'autorisation administratives ainsi que les éventuels avis, et ce, sans pouvoir prétendre à un quelconque dédommagement, supplément de prix ou de délais – pour les ouvrages qui le concerne.

Il est expressément précisé que l'affichage du permis sur le site ainsi que les constats d'huissier (début, milieu et fin des délais minima) sont à la charge du Titulaire – qui se rapprochera en temps opportuns du MOA et du MOE pour recueillir les informations nécessaires.

Nota : Si lesdites autorisations étaient obtenues et purgées avant la période des 9 mois, alors le MOE ou le MOA en informera le Titulaire qui pourra alors débiter lesdits ouvrages s'il le souhaite.

A ce jour il est prévu le dépôt d'un permis de construire portant sur :

- La réalisation du mur séparatif (et sa porte d'accès) au niveau du quai de livraison (objet du Marché du Titulaire),
- La réalisation des éléments séparatif de sureté dans les porches de la halle Maxwell (objet du Marché du Titulaire),
- La transformation du local vélo du B1A en zone de vestiaires et la réaffectation des surfaces de vélos perdues ailleurs dans le projet (*a priori* : local vélo existant du B1B et zone couvertes des connecteurs/porches),

Il est enfin précisé que l'obtention des autorisations administratives, purgées de tous recours et retraits constitue une condition suspensive de réalisation des ouvrages afférents. La non levée de celle-ci ne donnera lieu à aucun paiement du ouvrages concernés, ni aucunes compensations ou dédommagement quelconque.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cet article déroge au CCAG Travaux.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Ainsi la pièce n°1 est prioritaire à la pièce n°2. De même, la pièce n°1.1 est prioritaire à la pièce n°1.2.

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées aux articles 2.1 et 2.2 du présent CCAP

Les Annexes du Marché font intégralement partie de celui-ci et auront la même valeur juridique.

En cas de contradiction au sein d'une pièce ou de deux pièces ayant la même valeur, seul le maître d'ouvrage pourra – après consultation éventuelle du maître d'œuvre – définir l'interprétation retenue des Travaux ou Prestations que le Titulaire devra réaliser dans le cadre de son prix global et forfaitaire et de son délai.

En cas de contradiction au sein des pièces annexées à une pièce principale, seul le maître d'ouvrage pourra – après consultation éventuelle du maître d'œuvre – définir l'interprétation retenue et les dispositions que le titulaire devra mettre en œuvre dans le cadre de son marché.

En cas de contradiction à l'intérieur du dossier projet, seul le maître d'œuvre pourra définir l'interprétation retenue des travaux que le titulaire devra réaliser dans le cadre de son prix global et forfaitaire et de son délai.

En cas de contradiction entre les pièces techniques et le projet architectural, ce sont les dispositions du projet architectural qui doivent être réalisées dans le respect de la qualité technique prévue par ailleurs.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre d'importance décroissante :

2.1. PIECES PARTICULIERES

• Pièce n° 1 : Acte d'Engagement et ses annexes

- Pièce 1.1 : l'acte d'engagement et ses annexes, notamment financières, dont celle relative aux engagements de performance dont les annexes suivantes :
 - Annexe 1 : engagements de performance
 - Annexe 2 : déclaration de sous-traitance
 - Annexe 3 : déclaration « clause d'insertion »
- Pièce 1.2 : La décomposition du prix global et forfaitaire, pour son prix global et forfaitaire, et pour les prix unitaires qui y figurent et qui seront utilisés pour le règlement des éventuels travaux non prévus – les quantités indiquées n'étant pas contractuelles* : La décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :
 - *le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;*
 - *les acomptes et autres paiements, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;*

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du Titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume d'heure, du type d'intervenant ou de l'étendue des prestations devant concourir à la parfaite réalisation de la mission, tel que défini au présent contrat. () En outre, au cas de marchés passés pour prestations similaires, les lignes de prix de cette DPGF serviront de base à la renégociation*
- Pièce 1.3 : le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux de l'opération fourni par le soumissionnaire à l'appui de son offre.
- Pièce 1.4 : le calendrier des jalons et délais partiels de l'opération fourni par le soumissionnaire à l'appui de son offre.

• Pièce n° 2 : Mise au point du marché

- Pièce 2.1 : Le document de mise au point du marché et ses annexes le cas échéant
- Pièce 2.2 : Les réponses aux demandes de précisions, clarifications, perfectionnements, compléments et confirmation sur l'offre finale.

• Pièce n° 3 : Cahiers des Clauses Administratives Particulières et ses annexes

- Pièce 3.1 : CCAP et ses annexes,
- Charte Chantier à Faible Nuisance,
- NOC,

• Pièces n°3 : Dossier d'autorisation administrative et avis des services instructeurs (sera communiqué a posteriori de la notification du Marché)

• Pièce n° 4 : Documents émanant du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS

- Pièce 4.1 : RICT du contrôleur technique et tous avis et attestations complémentaires,
- Pièce 4.2 : Documents établis par le coordonnateur SPS (PGC, DIUO, projet de règlement du CISSCT, projet de registre-journal, avis divers)

• Pièce n° 5 : Documents techniques et architecturaux

- cf. Pièce « CAND_C_07_liste prévisionnelle des pièces techniques DCE OFFRE »

• Pièce n° 6 : le dernier mémoire technique dont les dispositions ne pourront être applicables qu'au seul titulaire dont le dossier graphique (comprenant l'ensemble des plans, perspectives, coupes, schémas de principe) et le dossier technique remis par le Titulaire à l'appui de son offre,

2.2. PIECES GENERALES

Outre le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux) et le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fourniture Courante et Services (CCAG FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifiés, dans leurs états au moment du lancement de l'avis de marché, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, défini à l'article [•] de l'Acte d'Engagement :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fourniture Courante et Services (CCAG FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Les Eurocodes en ce qui concerne les calculs structurels tous matériaux ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Les DTU applicables ;
- En l'absence de norme européenne, les normes applicables sont les normes françaises homologuées ou autres normes étrangères reconnues équivalentes ;
- Les documents C.R.A.M (CARSAT), CRAMIF, C.N.A.M. et I.N.R.S. ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- La réglementation relative à l'accès du bâtiment aux handicapés physiques ;
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie ;
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F.B.) ;
- Les avis techniques et ATEX du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux faisant l'objet de tels avis ;
- Le Guide PACTE (ex-RAGE) et ses publications : recommandations professionnelles, guides, rapports, document de travail ;
- Et plus généralement, les documents constituant les règles de l'Art.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

2.3. Pièces communiquées à titre indicatif et à caractère non contractuel

Les pièces suivantes sont communiquées au Titulaire pour information :

- Les plans de voiries et de réseaux extérieur,
- Les cahiers des charges de la VEFA,
- Les DOE de la VEFA qui lui seront transmis selon nécessité lorsque le Maître de l'Ouvrage en aura possession,
- Les pièces techniques, architecturales ou documentation en tout genre émanant du promoteur de l'opération de VEFA dans leur état d'avancement et de véracité (ex : plans d'aménagements de la crèche, etc),
- Dossier des différents permis de construire et leur modificatifs de la VEFA (dont notice sécurité et accessibilité),

Le Titulaire déclare faire son affaire de leur interprétation, et ne pourra objecter une quelconque imprécision ou erreur émanant de celle-ci. Charge à lui de vérifier la conformité de ces dernières.

ARTICLE 3. CLAUSES DE REEXAMEN

L'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique prévoit que le marché « peut être modifié lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. »

3.1. Clause n°1 – Modification du « micro-zoning » (implantation des locaux dans les bâtiments)

Cette clause porte sur la modification de l'implantation des différents locaux sur le site et pourra être déclenchée à tout moment à la discrétion du Maître de l'Ouvrage.

Ces modifications visent notamment le déplacement, la modification, l'ajout, la suppression de locaux et postes suivants :

- Postes de travail au sein des différents espaces des plateaux de bureaux,
- Salles de réunions,
- Bureaux individuels,
- Espaces de coworking,
- Tisaneries d'étage,
- Bulles de réunion,
- Bulles téléphoniques (dont la fourniture et pose est hors marché mais dont les dispositions de raccordement doivent être prises par le Titulaire),
- Locaux de services et exploitation des différents services, base vie exploitation,
- Locaux archives et stockage,
- Les éléments de signalétique – telle que décrite notamment aux carnets de signalétique - afférentes aux espaces modifiés,

3.1.1. Prix

Les éventuelles plus ou moins-values seront calculées selon les valeurs indiquées dans la « DPGF ». Cas échéant le bordereau de référence distingue les coûts selon la phase durant laquelle est demandée la modification.

3.1.2. Délais

Toute demande de travaux modificatifs relatifs au micro-zoning et transmise au Titulaire avant [•] mois conformément aux délais partiels de l'article n° 4.3. des présentes devra être achevée dans

son intégralité au jour de la Date de Réception des Travaux d'Aménagements, telle que décrite à l'article n° 4.3.4 des présentes.

En cas de demande formulée postérieurement à la date visée dans le paragraphe ci-dessus, le Titulaire ne sera pas tenu d'achever les ouvrages pour la Date de Réception des Travaux d'Aménagements.

Il est par ailleurs précisé que si l'étendue des modifications le permet ces derniers devront être achevés pendant le délai partiel de Levée des Réserves décrit à l'article n°4.3.5 des présentes.

Si l'étendue des modifications ne permettaient pas d'achever les ouvrages dans les délais de Levée de Réserves, alors le Maître d'Ouvrage pourra – à sa discrétion décider :

- i) de proroger le délais de Réception des Travaux d'Aménagement selon proposition du Titulaire,
- ii) que lesdites modifications seront réalisées pendant la phase d'exploitation-maintenance postérieurement à la Réception des Travaux d'Aménagements et selon les modalités décrites à l'article n°8.2 des présentes.

Nota : pour les ouvrages et/ou prestations qui seraient à réaliser dans un délai ne correspondant pas à la date de réception prévu au marché le Titulaire devra faire en sorte que ces derniers ne viennent pas modifier ou compromettre la bonne réception des ouvrages dus au titre des Travaux d'aménagements. Exemple (non limitatif) : intervention sur les réseaux EF/EC alors que les tests et mises en services sont prévus pour la réception, etc.

3.1.3. Contrôle des commandes et des stocks

Dans la mise en œuvre de l'évolution de l'implantation des locaux le titulaire devra au titre de conditions essentielles des présentes l'optimisation matérielle et financière des matériaux ainsi que la minimisation des déchets. A ce titre, le Titulaire présentera un inventaire hebdomadaire des stocks, commandes et éléments effectivement posés.

Cet inventaire aura pour but pour but d'allouer les matériaux et matériels effectivement commandés, en stocks ou posés aux demandes de modification du micro-zoning demandé par le Maître d'Ouvrage dans la mesure du possible et ainsi éviter les commandes et stocks inutiles.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à ne pas facturer au titre des travaux supplémentaires et modificatifs les matériaux et les matériels dont celui-ci dispose – s'ils ne sont pas affectés à d'autres ouvrages prévus d'être réalisés au regard desdites modifications demandées - et qu'il peut réutiliser. Si toutefois, la réallocation desdits matériaux et matériels était de nature à remettre en cause les délais ainsi que la qualité et les garanties des ouvrages à réaliser, le Titulaire devra en informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sous 48 h afin que ces derniers puissent se prononcer.

Le Titulaire s'engage à produire toutes les preuves que lui demandera le maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre cas échéant.

En tout état de cause l'exécution desdits travaux de réaménagement ne doivent pas remettre en cause les engagements de performance souscrits par le Titulaire au moment de son offre.

3.2. Clause n°2 « Murs de protection au niveau du quai de livraison »

Cette clause porte sur la mise en place d'un bordereau de référence pour les « travaux de mise en œuvre d'un mur séparatif de protection et sa porte d'accès au niveau du quai de livraison » tels que décrits au CCTP chapitre n°3 – Article 2.2.1.

Il est précisé que ces ouvrages feront l'objet d'une demande d'autorisation administrative constituée par la MOE et déposée par le Maître de l'Ouvrage postérieurement à la livraison de la VEFA par le promoteur et pendant les délais du marché.

Cette clause vise en outre les conditions précises de réalisation, de prix et la détermination de délais de réalisation compatibles avec la procédure de dépôt d'autorisation administrative et la date de réception des travaux d'aménagements dus par le Titulaire.

Le bordereau de référence « travaux de mise en œuvre d'un mur séparatif de protection au niveau du quai de livraison » prend la forme d'un Détail Estimatif valant également BPU joint à la consultation et qui servirait le cas échéant de référence à une modification du marché. En tout état de cause l'exécution desdits travaux de réaménagement ne doivent pas remettre en cause les engagements de performance souscrits par le Titulaire au moment de son offre.

Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande pour autant que l'autorisation administrative soit obtenue et purgée du recours des tiers et ce dans un délai compatible avec l'opération.

En cas de non-obtention de l'autorisation administrative, les parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer les suites et conditions à donner au Marché quant aux ouvrages s'y référant.

Cette clause interviendra dans la mesure où les ouvrages qui y font référence venaient à être remis en cause significativement par :

- Les services instructeurs compétents - notamment en matière d'urbanisme – cette clause touchant notamment la remise en cause d'un quelconque ou plusieurs éléments de l'autorisation administrative déposée même si ceux-ci n'ont pas de lien direct avec l'ouvrage ;
- L'architecte d'origine de l'opération, à savoir le cabinet d'architecture Chaix & Morel et Associés,
- Les services de sûreté de la Police du Ministère de l'Intérieur,
- L'impossibilité ou des difficultés dans le système de mise en œuvre (accroches, fondations) qui rendraient excessivement onéreux l'ouvrage – étant rappelé que le Maître de l'Ouvrage ne dispose pas au moment où il conclue le marché avec le Titulaire des éléments techniques nécessaires pour pouvoir se prononcer sur la solution envisagée.

Ainsi si un de ces événements venait à se produire, le Maître de l'ouvrage pourra alors – à sa discrétion :

- Supprimer tout bonnement l'ouvrage qui viendra alors en réfaction du prix du Marché sans que le Titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à un quelconque dédommagement,
- Demander au Titulaire d'étudier de concert avec la MOE une nouvelle version de l'ouvrage dans des conditions – notamment de prix et de délais – qui seront alors à déterminer de bonne foi.

3.3. Clause n°3 « Forme du groupement et Mandataire »

Les caractéristiques et l'identité du Titulaire du marché sont précisées dans son offre et à l'acte d'engagement. Le Titulaire indique s'il est groupement d'entreprises et l'identité du mandataire solidaire.

Le mandataire du groupement a seule qualité pour recevoir les instructions du Maître d'ouvrage et pour lui transmettre les productions du groupement. Il représente l'ensemble des membres

(cotraitants) du groupement, à l'égard du Maître d'ouvrage, et il coordonne les prestations du groupement.

Les notifications se rapportant au marché seront faites seulement à l'adresse du mandataire du groupement.

Le mandataire devra indiquer au Maître d'ouvrage, dès la notification du marché, la ou les personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché, à condition d'un accord préalable et expresse du Maître d'ouvrage.

Le mandataire du groupement est solidaire, et seul interlocuteur du Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, notamment en cas d'inexécution ou défaillance ou retard et/ou en cas de non atteinte des objectifs de performance.

Si le Maître d'ouvrage et tous les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont dévolues.

Le changement de mandataire est acquis par avenant, et sans préjudice des responsabilités et obligations incombant au mandataire substitué et notamment la levée de l'ensemble des réserves à l'issue de la réception et à l'issue de la phase de garantie de parfait achèvement.

Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien mandataire dans tous ses droits et obligations. L'ancien mandataire demeure solidaire de chacun des membres du groupement, comme indiqué ci-après, pour tous les faits ayant une origine antérieure à la date de substitution.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, en cas d'indisponibilité définitive de l'interlocuteur désigné par le mandataire, la nouvelle personne physique désignée par le Titulaire doit être acceptée par le Maître d'ouvrage dans les conditions suivantes : le Titulaire doit aviser dans les 72 heures le Maître d'ouvrage de l'indisponibilité susmentionnée par LRAR, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au Maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de la LRAR. Le remplaçant est considéré comme accepté si le Maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le Maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le Maître d'ouvrage suivant les mêmes conditions que précédemment. Dans tous les cas, les délais d'exécution et les clauses contractuelles et financière du marché restent inchangés.

Conformément à l'article 20.6 du CCAG-Travaux, s'il incombe au Maître d'ouvrage de liquider le montant global des pénalités contractuelles dues par l'ensemble des entreprises membres du groupement, il appartient au seul mandataire de répartir entre les entreprises les pénalités dont il fait l'avance jusqu'à ce qu'il ait fourni au Maître d'ouvrage les indications nécessaires à leur répartition.

En cas d'inaction du mandataire, le Maître d'ouvrage lui imputera la totalité des pénalités : il ne pourra les imputer à une autre entreprise du groupement que s'il est dans l'impossibilité de

recouvrer effectivement le montant de ces pénalités sur le mandataire. Si le mandataire a fourni ces indications nécessaires à la répartition des pénalités entre les membres du groupement, le Maître d'ouvrage ne pourra modifier cette répartition et s'y conformera pour procéder à la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Le Titulaire assurera les missions de réalisation des travaux, de mise en œuvre des engagements de performances du présent marché global de performance ainsi que d'exploitation-maintenance.

Il appartient au Titulaire de s'organiser en conséquence, et de disposer de toutes les compétences et assurances adéquates.

Le groupement devra être un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Le mandataire désigné devra être l'entreprise chargée des opérations de travaux, sous réserve de la possibilité d'une substitution dans les conditions indiquées ci-avant.

Le Titulaire est tenu de notifier, sans délai, au représentant du Maître d'ouvrage, les modifications qui le concernent survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle le mandataire et les autres cotraitants exercent leur activité ;
- à la raison sociale ou à la dénomination des membres du groupement ;
- à leur adresse ou siège social ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement ;
- et de manière générale, à toutes les modifications de fonctionnement du groupement et de ses membres pouvant influencer sur le déroulement du marché, notamment en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaire ou de toute procédure équivalente.

En outre, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire d'un cotraitant (et tout jugement ou décision, intervenu en cours de procédure collective, susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché) devra être notifié immédiatement au Maître d'Ouvrage, par le cotraitant concerné mais aussi par le Mandataire du Groupement, ou leurs représentants légaux dans la procédure collective.

Si l'un des membres du groupement, ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service (OS), le Maître d'ouvrage met en demeure par écrit le mandataire pour remédier à ce manquement dans un délai déterminé et qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. S'il n'est pas remédié à ce manquement dans ce délai, le mandataire est alors tenu de se substituer (ou de substituer un autre cotraitant du groupement) au cotraitant défaillant pour l'exécution des prestations dans le délai d'un (1) mois qui suit l'expiration du délai imparti dans la mise en demeure.

Cette substitution devra être agréée expressément par le Maître d'ouvrage, qui pourra la refuser, notamment si l'entreprise proposée à la substitution ne présente pas les mêmes capacités que celles exigées lors de la mise en concurrence (capacités juridiques, techniques, professionnelles, financières). A défaut, et sans préjudice de la possibilité d'appliquer des pénalités de retard et/ou de résilier le marché pour faute et éventuellement aux frais et risques, la poursuite des travaux peut être ordonnée par le Maître d'ouvrage aux frais et risques du mandataire et des autres membres du groupement.

Si le mandataire du Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service (OS) et/ou ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé et qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit par le Maître d'ouvrage. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Maître

d'ouvrage invite les autres cotraitants à désigner un autre mandataire parmi eux, dans un délai maximum d'un (1) mois.

Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien, pour le passé, le présent et le futur, dans tous les droits et obligations du marché. A défaut de respecter ce délai d'un (1) mois, le Maître d'ouvrage peut appliquer des pénalités de retards à tous les autres cotraitants et/ou résilier le marché pour faute et éventuellement aux frais et risques.

Il est enfin précisé que le changement de mandataire ne pourra avoir qu'au moment de la réception des travaux d'aménagements objet du jalon partiel décrit à l'article n° 4.3.4 « Réception des ouvrages de travaux d'aménagements » des présentes.

3.4. Clause n°4 « mise en œuvre de complexes séparatifs dans les porches de la halle Maxwell »

Cette clause porte sur la mise en œuvre d'un complexe séparatif dans les porches de la halle Maxwell.

En effet, les prescriptions telles que décrites dans les documents architecturaux et techniques étant :

- i) Sensibles quant à la sureté du site,
- ii) Soumis à l'obtention d'une autorisation administrative,

L'implantation exacte des ouvrages est vouée à être décrite postérieurement à la notification du marché.

Il est précisé que ces ouvrages feront l'objet d'une demande d'autorisation administrative constituée par la MOE et déposée par le Maître de l'Ouvrage postérieurement à la livraison de la VEFA par le promoteur et pendant les délais du marché.

Cette clause vise en outre les conditions précises de réalisation, de prix et la détermination de délais de réalisation compatibles avec la procédure de dépôt d'autorisation administrative et la date de réception des travaux d'aménagements dus par le Titulaire.

Le bordereau de référence « mise en œuvre d'un complexe séparatif dans les porches de la halle Maxwell » prend la forme d'un Détail Estimatif valant également BPU joint à la consultation et qui servirait le cas échéant de référence à une modification du marché.

Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande pour les parties d'ouvrages soumises à autorisations administratives et pour autant que l'autorisation administrative soit obtenue et purgée du recours des tiers et ce dans un délai compatible avec l'opération.

En cas de non-obtention de l'autorisation administrative, les parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer les suites et conditions à donner au Marché quant aux ouvrages s'y référant.

Cette clause interviendra dans la mesure où les ouvrages qui y font référence venaient à être remis en cause significativement par :

- Les services instructeurs compétents - notamment en matière d'urbanisme – cette clause touchant notamment la remise en cause d'un quelconque ou plusieurs éléments de l'autorisation administrative déposée même si ceux-ci n'ont pas de lien direct avec l'ouvrage ;
- L'architecte d'origine de l'opération, à savoir le cabinet d'architecture Chaix & Morel et Associés,

- Les services de sécurité de la Police du Ministère de l'Intérieur,
- L'impossibilité ou des difficultés dans le système de mise en œuvre (accroches, fondations) qui rendraient excessivement onéreux l'ouvrage – étant rappelé que le Maître de l'Ouvrage ne dispose pas au moment où il conclue le marché avec le Titulaire des éléments techniques nécessaires pour pouvoir se prononcer sur la solution envisagée.

Ainsi si un de ces événements venait à se produire, le Maître de l'ouvrage pourra alors – à sa discrétion :

- Supprimer tout bonnement l'ouvrage qui viendra alors en réfaction du prix du Marché sans que le Titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à un quelconque dédommagement,
- Demander au Titulaire d'étudier de concert avec la MOE une nouvelle version de l'ouvrage dans des conditions – notamment de prix et de délais – qui seront alors à déterminer de bonne foi.

3.5. Clause n°5 « Révision des prestations et des prix de la phase exploitation-maintenance dans le cadre de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde »

Cette clause porte sur les ajustements nécessaires en termes de prix - autant pour la part globale et forfaitaire que pour les prix unitaires à bons de commande - et de prestations de l'étape Exploitation-Maintenance dans la mesure où la clause 17.5 des présentes serait appliquée.

Nota : si des éléments nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages objets des clauses de réexamen décrits ci-dessus n'étaient pas identifiés dans les bordereaux de référence afférents, alors leur coûts seraient estimés – lorsque cela est possible - par rapprochement avec ceux la DPGF de l'article n°2.1 – Pièce n°1.2 – L'offre contractuelle du présent CCAP.

ARTICLE 4. DELAIS

4.1. Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est le délai sur lequel s'est engagé le Titulaire pour la réalisation complète et entière de son marché incluant les périodes d'exploitation-maintenance postérieures à la réception des travaux d'aménagement.

Il est fixé dans les conditions définies à l'article [•] de l'Acte d'Engagement.

Le délai global d'exécution du marché comprend notamment les délais incompressibles suivants :

- En temps masqué, la constitution par la Maîtrise d'œuvre, le dépôt par le Maître de L'ouvrage et l'obtention de l'autorisation de construire et de purge du recours des tiers concernant notamment les ouvrages suivants (liste non exhaustive) :
 - Réalisation du mur séparatif de protection au niveau du quai de livraison,
 - Réalisation de complexes séparatifs dans les porches de la halle Maxwell,

Ce délai est compris dans le délai global d'exécution des Travaux d'Aménagements dès lors qu'il ne dépasse pas 9 mois à compter de la livraison du site par le promoteur.

L'offre de prix du Titulaire comprend cette éventuelle période de neutralisation (rappel : il est prévu des clauses de réexamen à cet effet). Le Titulaire ne pourra pas faire valoir de demande d'indemnisation pour cette période de neutralisation.

- les périodes de congés payés,
- 25 jours ouvrés d'intempéries (réputées prévisibles) du début des travaux d'aménagements (après période de préparation) pour les ouvrages réalisés en des endroits non couverts et dans la mesure où les intempéries ont de réels effets néfastes sur leur mise en œuvre,
- les délais et jalons partiels décrits ci-dessous,
- la réception des travaux d'aménagements fixé par le Titulaire du marché à l'article [•] de l'acte d'engagement (phase n° 1) comprenant les périodes de préparation de deux mois minimums, le délai de réalisation des travaux et le délai des opérations préalables à la réception hors GPA et levée des réserves,
- les arrêts de chantier décidés par le Coordonnateur SPS ou l'Inspection du Travail en cas de faute du Titulaire ou de ses sous-traitants,
- le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux.

4.2. Calendrier détaillé d'exécution des études et travaux

Le Titulaire établit un calendrier détaillé d'exécution des prestations lors de la remise de son offre (pièce 1.3 du marché). Il précisera notamment les délais de toutes les prestations d'études : études d'exécution, études de synthèse, remise des PPSPS, délais de la période de préparation de chantier, présentation des échantillons, présentation du témoin, délais des opérations préalables à la réception, et détaillera les interventions des entreprises de travaux par corps d'état.

Mises à jour des calendriers détaillés

Première mise à jour pendant la période de préparation

Une première mise à jour de ce calendrier détaillé sera remise au plus tard 4 semaines après la notification du marché, celle-ci comprendra en outre les éventuelles adaptations faisant suite à la l'application des clauses de réexamen citées plus haut (notamment la période de mise au point du micro-zoning, les ouvrages soumis à autorisation administrative) ; en outre cette mise à jour ne pourra modifier - sauf validation expresse du Maître de l'Ouvrage - les jalons et délais partiels décrits à l'article 4. du présent CCAP. Elle aura notamment pour objet d'affiner et proposer des optimisations qui n'auraient pu être déterminées au moment de la notification du marché.

Mises à jour mensuelles

Le calendrier d'exécution des études et travaux contractuel sera mis à jour et complété mensuellement à compter du démarrage de la période de préparation de la déconstruction et pour toute la durée des travaux d'aménagement, en outre ces mises à jour ne pourront modifier - sauf validation expresse du Maître de l'Ouvrage - les jalons et délais partiels décrits à l'article 4 du présent CCAP. Elles notamment ont pour objet de permettre la bonne coordination des divers intervenants à la fois du Titulaire et des intervenants tiers au fur et à mesure que leurs interventions se précisent. Par ailleurs ces mises à jour permettront également d'affiner et proposer au Maître de l'Ouvrage des optimisations identifiables au cours du projet.

Ces calendriers deviennent après validation de la Maîtrise d'œuvre et du Maître de l'ouvrage contractuels. Par ailleurs, ils ne pourront remettre en cause les délais globaux, délais partiels et jalons indiqués aux présentes et à l'acte d'engagement.

Planning des travaux

Par dérogation au CCAG Travaux :

Le planning des travaux est établi à l'échelle de la semaine. Il fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose chaque corps d'état. Ces tâches sont évaluées pour chaque zone et chaque niveau aménagé.

Il fera apparaître les délais partiels et jalons décrits à l'article 4 du présent CCAP, ainsi que les tâches prévisionnelles des intervenants tiers.

Le calendrier devra faire apparaître les enchaînements entre les tâches par le rattachement graphique à l'achèvement d'une tâche donnée au début de la tâche suivante qu'elle conditionne, ainsi que le (ou les) chemin(s) critique(s) de l'opération.

4.3. Jalons et délais partiels

Le Titulaire établit un calendrier global des prestations intégrant les jalons et délais partiels définis ci-dessous lors de la remise de son offre (pièce 1.4 du marché). Ce calendrier devra permettre une lecture claire de l'imbrication des jalons et délais partiels dans la lecture globale du projet.

Les jalons et délais partiels définis ici et dont les durées et dates sont définies à l'article [•] de l'acte d'engagement, constitue des obligations pour le Titulaire, faisant pour certains l'objet de pénalités décrites à l'article 5 Pénalités du présent CCAP.

4.3.1. Ajustements du micro-zoning, du mur séparatif du quai de livraison et des ouvrages de sécurisation dans les porches et les halls de la « Halle Maxwell » et dossiers de demandes d'autorisation afférents

Durée maximale (en mois ou semaines) de la période d'ajustements du micro-zoning du mur séparatif du quai de livraison et des séparatifs de sécurité dans les porches en phase préparation faisant suite :

- Aux modifications du « Micro-zoning »,
- Détails apportés aux ouvrages de sécurisation des halls et porches de la halle Maxwell,
- Détails apportés aux ouvrages de séparatifs au niveau du quai de livraison,

Et qui seront portés à la connaissance du Titulaire au moment de la notification du Marché - éventuellement objets des clauses de réexamen décrite à l'article 3.1 des présentes. Ainsi que des éventuels éléments nécessaires au dossier de demandes d'autorisation pour lesquels le concours du Titulaire seraient requis.

4.3.2. Présentation des échantillons, prototypes & témoins de bureaux et délais de validation au plus tard

Durée maximale (en mois ou semaines) de la période de présentation des échantillons, produits et prototypes pour validation du Maître de l'Ouvrage à partir de la notification du Marché.

Les dispositions de validation du Maître de l'Ouvrage et du MOE sont décrites au document « CCTC » du Marché.

4.3.3. Livraison de la VEFA par le promoteur

La date de livraison de la VEFA par le Promoteur de l'opération – à savoir VINCI IMMOBILIER AMENAGEMENT – au Ministère de l'Intérieur est prévue pour le 31 décembre 2025.

Il est précisé, à titre de condition essentielle des présentes, qu'un décalage dans la date de livraison de la VEFA décalera d'autant l'ensemble des délais et dates de l'opération y afférents sans que le Titulaire puisse prétendre à un quelconque complément de prix ou de quelconques dédommagements, et ce, sans préjudice des prescriptions et prestations du Marché devant être mises en œuvre au moment même de la livraison. Ainsi à titre d'exemple et sans que cela soit limitatif, le Titulaire fera son affaire :

- Des éventuelles commandes, livraisons, stockages à mettre en attente,
- Études et prestations intellectuelles débutées en phase préparatoires à mettre en suspens ou prolonger dans le temps jusqu'à la livraison,
- Mise en place effective des équipes (ex : gardiens, sécurité, agents d'exploitation ...) à la nouvelle date de livraison de manière à assurer une continuité de service du site,
- Etc.

4.3.4. Réception des ouvrages de travaux d'aménagements

Date de réception de l'ensemble des ouvrages dus au titre des Travaux d'aménagements (Phase n°1).

4.3.5. Levée des réserves des ouvrages de travaux d'aménagements

Date de levée des réserves de l'ensemble des ouvrages dus au titre des Travaux d'aménagements (Phase n°1).

4.3.6. Réalisation des locaux vestiaires provisoires dans le local vélo du B1A

Date au plus tard de réalisation des ouvrages relatifs aux vestiaires implantés dans le local vélo du bâtiment B1A à destination exclusive des équipes du Maître de l'Ouvrage et ses prestataires en charge notamment de la mise en œuvre du mobilier, des ouvrages spécifiques et du déménagement.

Nota : Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives afférentes, la reconversion de ces espaces vestiaires en local vélo sera à la charge du Maître de l'Ouvrage.

4.3.7. Modification du micro-zoning pendant la phase des travaux d'aménagements et pendant la phase exploitation-maintenance

Périodes (en mois ou semaine) pendant lesquelles le Titulaire s'engage à intégrer les demandes de modifications du micro-zoning sans décalage i) de la date de réception des Travaux d'aménagement pour la première et ii) le délai global du Marché pour l'autre.

4.3.8. MAD des différents espaces pour intervention des tiers

Dates de mises à disposition des différents espaces du site au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et ce, dans les conditions indiquées à l'article 14 du présent CCAP. Ces mises à dispositions devront permettre les interventions des tiers en vue notamment de :

- La pose du mobilier,
- L'installation des équipements audiovisuel (salles de réunions, tablettes de réservation de salles, etc),
- L'installation des réseaux VDI divers de la DTNUM,
- Les travaux et installations des prestataires de restauration,
- Mise en œuvre de l'installation de brouillard d'eau dans le parking,
- Réalisation de la crèche dans le bâtiment B1B et autres espaces nécessitant des interventions,
- Finalisation des clôtures périmétriques du site,
- Etc.

4.4. Prolongation des délais – intempéries

La prolongation du délai global d'exécution du marché s'effectue dans les conditions définies au CCAG Travaux.

Le Titulaire devra faire connaître, par écrit, à l'Ala MOE, au plus tard dans un délai de 8 jours de calendaires tout fait de nature à modifier les dates prévues aux divers calendriers.

En vue de l'application du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé 25 jours ouvrés pour la partie travaux d'aménagements. La durée du marché prend en compte ce délai.

Il est précisé que seront considérées limitativement comme cas de force majeure et/ou causes légitimes de prorogation du délai d'Achèvement les jours d'intempéries, au-delà de 25 jours d'intempéries, pour autant :

- qu'il soit acté de l'impossibilité technique à poursuivre les travaux et que le chantier soit effectivement arrêté, ainsi que cela est attesté par une attestation écrite du Maître d'Œuvre d'Exécution accompagnée du tableau mensuel publié par la Fédération Française du Bâtiment (FFB) Construction de Paris Ile de France sur la base des relevés de la station météorologique la plus proche : LE BOURGET.
- que le Maître d'Ouvrage soit informé dans les 12h par email de la survenance d'intempéries.

Le Titulaire fera constater l'impossibilité réelle et totale d'exécuter les travaux par le MOEX le jour même de l'intempérie, ce constat étant matérialisé par une attestation dont copie est immédiatement transmise au Maître d'Ouvrage.

A la survenance de l'intempérie, le Titulaire doit indiquer par email adressé à la MOA en copie MOEX et dans les 12h qui suivent :

- cause de l'arrêt des travaux
- date et heure de la survenance de la cause
- durée
- corps d'état concerné

- tout justificatif attestant de l'arrêt effectif des travaux (photo, ...)

Le constat d'intempérie sera mentionné au prochain compte rendu de chantier.

Le décompte final des jours ouvrés d'intempéries valant suspension de délai sera égal à la somme des durées horaires ainsi notifiées, ce dans la limite de 7h/j, divisées par 7 pour le convertir en jour, ce dans la limite des jours d'intempéries relevées à la station météo la plus proche du chantier et retenues par la Fédération Française du Bâtiment Construction de Paris Ile de France qui s'appliquent sur l'opération en fonction des tâches et de l'avancement des travaux.

Ce résultat sera arrondi au nombre entier de Jour Ouvrables le plus proche ; sur ce total sera appliquée une franchise de 25 jours.

Le décompte des jours d'intempéries devra être transmis au Maître d'Ouvrage au plus tard dans les 4 jours ouvrés suivant la diffusion par la Fédération Française du Bâtiment Construction du relevé météorologique mensuel.

Il est expressément convenu entre les Parties et accepté par le Titulaire que ne constitueront pas une Cause de Prorogation les vingt-cinq premiers jours d'intempéries, ces premiers jours d'intempéries devant être prises en compte par l'Entrepreneur dans l'établissement de l'Offre Définitive.

En vue de l'application du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène
Neige pour les prestations hors clos et couvert (hors VRD et terrassements)	10 cm	Entre 6h00 et 18h00
Pluie pour les prestations hors clos et couvert (hors VRD et terrassements)	15 mm	Entre 6h00 et 18h00
Vent pour les plateformes en façades et les grues	60 km/h	Entre 7h00 et 18h00, pendant 4 heures consécutives
Gel pour le gros-œuvre et la maçonnerie	-6° C	Si à 7h00 la température extérieure est de -6° C et qu'elle est encore de -2° C à 10h00
Gel, neige, pluie pour les VRD et les terrassements	Si rend le terrain inaccessible ou impraticable	Ininterrompus pendants 12h00

Aucune prolongation de délai due aux intempéries ne sera prise en compte pour les ouvrages dans les parties hors d'air et hors d'eau des bâtiments. Cela s'entend hors travaux de VRD et sur échafaudage/nacelle aux conditions évoquées ci-dessus.

4.5. Prolongation des délais - Causes légitimes et force majeure

Les dispositions des articles 18 et 53 du CCAG-Travaux relatifs respectivement à la prolongation des délais d'exécution et à l'ajournement et l'interruption des travaux s'appliquent.

La grève n'est pas considérée comme un cas de difficulté imprévisible ni une force majeure.

La grève générale autre que celle de la profession, ou la grève des transports, est constitutive d'une cause légitime de prolongation de délai. Le Titulaire devra avertir le Maître d'ouvrage et la

MOE dans les 48h de la survenance de l'évènement et apporter tous les justificatifs de l'impact sur le délai.

Quand le Titulaire invoque une cause légitime relative à un cas de force majeure ayant un impact direct sur le bon déroulement du chantier, il doit le notifier au maître d'ouvrage et de la MOE dans un délai de 3 jours à compter de la survenance d'une telle cause, par tout moyen permettant de donner date certaines.

La notification porte au minimum les mentions obligatoires suivantes :

- l'évènement dont la survenance est invoquée,
- les conséquences sur le déroulement de l'exécution de ses obligations par le Titulaire
- les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'évènement sur l'exécution de ses obligations au titre du Marché.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme un cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'Ouvrage à la suite de ce sinistre.

Sauf accord exprès du Maître d'Ouvrage notifié par ordre de service, les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une prolongation de délais ; en conséquence, le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté.

ARTICLE 5. PENALITES

Cf. Annexe 1 au CCAP.

Les pénalités ne sont pas libératoires et non plafonnées sauf mention expresse dans l'annexe par dérogation à l'article 19 du CCAG.

Les pénalités sont dues dès le premier euro par dérogation au CCAG.

ARTICLE 6. MESURES DE PENALISATION EN CAS DE NON-SATISFACTION DES ENGAGEMENTS DE PERFORMANCE

Le marché global de performance implique que « la rémunération des prestations d'exploitation ou de maintenance du marché global de performance est liée à l'atteinte des engagements de performances mesurables, fixées par le marché pour toute sa durée » (art. R.2171-2 CCP).

Le marché comporte des objectifs de performance à atteindre qui sont définis dans l'Annexe n° [•] à l'Acte d'engagement. Ceux-ci portent sur :

- Engagements relatifs à la qualité de construction ;
- Engagements relatifs à la qualité environnementale ;
- Engagements relatifs aux niveaux de service et de confort ;

- Engagements relatifs à l'entretien, la maintenance, et la disponibilité des espaces ;
- Engagements relatifs aux consommations réelles d'énergie en exploitation.

Pour les engagements relatifs (i) à la qualité de construction, (ii) aux niveaux de service et de confort et (iii) à l'entretien, la maintenance et la disponibilité des espaces, les pénalités sont définies dans l'Annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 7. PHASE DE REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Cette phase du Marché porte la réalisation des travaux d'aménagements et notamment les missions suivantes (non limitatives) :

- Préparation de chantier
- Études d'exécution et de synthèse
- Ordonnancement, coordination et pilotage des travaux dont intervenants tiers,
- Travaux d'aménagements (compris levée des réserves)
- Opérations de réception

Les modalités de remise et d'examen des documents sont précisées à l'article 10 du présent CCAP.

Par dérogation au CCAG Travaux, l'ordre de service de démarrage des travaux d'aménagements pourra intervenir au-delà du délai de 6 mois à compter de la notification du marché si d'aventure un retard était constaté à la livraison des ouvrages de la VEFA par le promoteur.

L'offre de prix intègre cet éventuel délai d'attente. Il n'est pas prévu d'indemnités d'attente.

Les missions décrites ci-dessus feront l'objet d'ordres de service spécifiques.

7.1. Préparation de chantier

La période de préparation de chantier est comprise dans le délai d'exécution des travaux et débute préalablement à la prise de possession des lieux, le site étant prévu d'être livré par le promoteur le **31/12/2025**. Son démarrage a lieu dès la notification du marché.

7.1.1. Ajustement du dossier d'autorisations et déclarations administratives à déposer par la MOA

Cette période concerne la mise au point du dossier d'autorisations et/ou déclarations administratives à déposer par la MOA et dont certains ouvrages y figurant sont intégrés au Marché du Titulaire - éventuellement objet des clauses de réexamen décrites à l'article 3 des présentes.

Au besoin, le Titulaire devra apporter son concours dans la constitution du dossier de demande produit par le MOE.

7.1.2. Ajustements du micro-zoning transmis pendant la phase préparatoire

Cette période concerne les ajustements du micro-zoning, ouvrages du mur séparatifs du quai de livraison, ouvrages de sécurisation des halls et porches - éventuellement objet des clauses de

réexamen décrite à l'article 3 des présentes et qui devront être réalisés dans un délai maximal tel que décrit à l'article 4.3.1. « Jalons et délais partiels » des présentes.

Ces ajustements devront notamment permettre de :

- vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- permettre l'établissement des éventuelles études de sécurité incendie ;
- préciser le planning détaillé d'exécution et de travaux ;
- recueillir la mise à jour des avis et documents du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS de l'opération ;

En outre, les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix seront exigibles au cours de cette phase sur simple demande de la MOE, et ce, dans un délai de 48h maximum.

« Le Cahier des Clauses Techniques Communes », pièce N° [•] du dossier marché, précise la teneur minimale des prestations à remettre lors de cette étape.

Les éléments précités seront soumis à l'examen et VISA de la MOE. La MOE vérifiera notamment la conformité de ces études avec les prescriptions figurant au marché. Les observations sur ces études seront transmises au Maître d'Ouvrage.

7.1.3. Phase préparatoire aux travaux d'aménagements - divers

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux et débute préalablement à la prise de possession des lieux, le site étant prévu d'être livré par le promoteur le **31/12/2025**. Son démarrage a lieu dès la notification du marché.

Il est procédé, au cours de cette période – selon que le site a été livré ou non - aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Participation après mise en cause officielle aux opérations du référé préventif et/ou aux constats d'huissiers d'état des lieux le jour de la livraison demandé par le maître d'ouvrage qui les prend financièrement à sa charge ;
- Mise à jour de l'échéancier prévisionnel de ses facturations mensuelles résultant du programme d'exécution des travaux ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier et clôtures provisoires, voiries et réseaux provisoires, terrassements, consignation des réseaux...) ;
- La prise de connaissance des installations et des ouvrages existants ;
- Participation aux réunions d'information avec les riverains.

Cas particulier du suivi des déchets : le Titulaire met en place la procédure de Bordereau de suivi de déchets (cas échéant plomb, amiante et autres) ; les quantités mentionnées dans les différents bordereaux.

Il est également procédé, au cours de cette période et selon l'avancement de la phase de mise au point citée plus haut ainsi que la date de livraison du site par le promoteur, aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Établissement et présentation à l'avis de la MOE du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu au CCAG Travaux et selon les modalités prévues au présent CCAP ;
- Établissement des plans d'exécution des équipements techniques, plan d'implantation des terminaux, de synthèse, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues au CCAG Travaux et au présent article du CCAP ;
- Participation aux réunions d'information avec les riverains.
- Constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès ou des locaux mis à disposition,
- Le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux conformément à l'article [•] du présent CCAP,
- Proposition de la liste et du mode de diffusion des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase EXE pour validation du pouvoir adjudicateur, dans les quatorze jours calendaires suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation conformément aux dispositions de l'Article 7 du présent CCAP,
- Établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) cité à l'article [•] du présent CCAP et remise au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. Il est expressément signalé que le visa du coordonnateur SPS sur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est impératif pour pouvoir démarrer les travaux.
- Élaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au pouvoir adjudicateur ou à son représentant pour avis, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Mise en œuvre sur site des installations de chantier conformément au projet ayant reçu le visa du CSPS,
- Exécution, soumise à l'accord du coordonnateur SPS, des voies et réseaux divers prévus à l'article R4533-6 du code du Travail R238-40 à R238-45 du code du Travail,
- Réalisation des panneaux de chantier (panneaux réglementaires et deux panneaux de communication) suivant le modèle défini par le pouvoir adjudicateur,
- Établissement et mise en œuvre du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents. Ce schéma sera intégré au PPSPS ci-dessus,
- Établissement de la clôture de chantier,
- Informer le pouvoir adjudicateur, 14 jours calendaires à l'avance, des demandes d'accès au site ou aux zones sanctuarisées,
- Proposition de trame de rapport mensuel dans les 14 jours calendaires suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation,
- Mise en place de l'outil interactif de suivi des VISA visé à l'article 10 du présent CCAP,

Nota : il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

7.2. Études d'exécution et de synthèse

Le Titulaire a à sa charge la réalisation de tous documents nécessaires à la réalisation de son projet et notamment :

- les spécifications techniques détaillées,
- les plans d'exécution des équipements techniques,
- les plans d'implantation des terminaux,

- Les notes de calcul et tout justificatifs appropriés,

Les études d'exécution devront être visées par la MOE au sein de laquelle est intégré le CSSI au sens de la NF S 61-932 pour la présente étape n°1. Elles devront recevoir l'avis du CT, du CSPS avant le démarrage des prestations ou le lancement des commandes correspondantes.

Le Titulaire doit au titre du marché l'animation de la cellule de synthèse et l'établissement des plans de synthèse dans le cadre de la gestion de projet. Il est rappelé que les plans de synthèse ont notamment pour objet :

- de résoudre les points singuliers éventuels,
- d'intégrer les différents besoins en matière de passages, gaines, trémies, grilles, socles, etc. et d'en établir les plans de synthèse, la coordination finale de ces réservations étant assurée par le Titulaire,
- de coordonner entre tous les ouvrages techniques et spécifiques, une synthèse commune de faisabilité globale (réseaux, passages de gaines, chemins de câbles, etc.), notamment par établissement de coupes transversales sur tous les plénums techniques en plafond de toutes les circulations,
- d'intégrer les remarques faites par la MOE, le CT, le CSPS,
- de consolider tous les besoins en énergie et fluides,
- de s'assurer des possibilités d'accès et d'implantation des équipements et matériels,
- d'établir les plans de calepinage des plafonds suspendus intégrant les luminaires, les grilles de ventilations et de désenfumage et autres équipements (détection incendie...).

Les études de synthèse devront être visées par la MOE et recevoir l'avis du CT, du CSPS avant le démarrage des prestations ou le lancement des commandes correspondantes.

Les prestations en phase « travaux » font l'objet d'avis de la part du Maître de l'Ouvrage, du CSPS et du CT qui ne valent ni validation ni approbation.

En effet, le titulaire est seul responsable du respect de son projet, et donc du respect du programme des besoins et des engagements souscrits au titre du présent marché.

7.2.1. Autres documents d'études

Tout autre document nécessaire à la réalisation du projet est à la charge du Titulaire.

7.2.2. Modalités de remise et d'examen des documents d'exécution

Les documents listés aux articles 10 du présent CCAP, mais aussi dans les différentes pièces du Marché et notamment au CCTC et CCTP, seront soumis à la MOE pour VISA et au CT, pour contrôle, avis et réserves éventuelles, au plus tard quatre semaines (28 jours calendaires) avant tout lancement en exécution (ou commande à un sous-traitant) en un lieu quelconque, temps nécessaire à l'examen des documents.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour apposer son VISA sur les documents produits.

Par ailleurs, les documents d'exécution seront également soumis à l'avis du contrôleur technique et du CSPS désignés par le pouvoir adjudicateur, qui disposeront d'un délai de 15 jours calendaires pour se prononcer.

Enfin, en cas d'observations émises par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le contrôleur technique ou le CSPS, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces observations et soumet les documents complétés ou modifiés, suivant la même procédure que ci-dessus, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations définis à l'article [•] de l'acte d'engagement.

Lors de chaque réunion hebdomadaire, le titulaire présentera la liste des plans, notes de calcul, descriptifs ou fiche produit qui devront faire l'objet d'un visa ou d'un avis (maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SSI, coordonnateur SPS...) dans les 2 semaines à venir.

Le titulaire devra établir et transmettre chaque semaine un récapitulatif des documents (descriptifs, plans d'exécution, note de calcul, etc.) bon pour exécution avec indication du numéro du document et de son indice, des dates des visas du maître d'œuvre ainsi que – pour les ouvrages et prestations qui les concerne - des avis du contrôleur technique, du CSPS.

Les documents ne sont pas à transmettre « au fil de l'eau » mais doivent former des ensembles cohérents permettant une compréhension aisée de la problématique.

Si le Titulaire omet de soumettre à la MOE, au CSPS, au CT les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de la prestation et sa démolition à ses frais.

Il sera également responsable du retard dans l'exécution du marché résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

7.3. Coordination et pilotage des travaux dont intervenants tiers

En sus de l'ordonnancement, la coordination et le pilotage de ses propres équipes et entreprises, le Titulaire devra au titre de son Marché, la coordination des chantiers tiers du Maître de l'Ouvrage.

Ceux-ci sont précisés dans les pièces du marché et notamment dans le CCTC et la Note d'organisation de chantier et ses annexes (liste non limitative). Ils concernent notamment :

- Travaux de réalisation d'une crèche,
- Travaux de mise en œuvre du brouillard d'eau dans le parking,
- Travaux de mise en œuvre des clôtures périphériques définitives,
- Travaux d'installations des entreprises en charge de l'exploitation-maintenance (notamment restauration),
- Travaux de mise en œuvre du mobilier, raccordement mobilier aux nourrices, etc.
- Travaux d'installations de la solution DAS (couverture indoor), WIFI, IT, tablettes de réservations de salles, installations d'équipements multimédias, autres réseaux de communications de la DTNUM, et toutes sujétions,
- Installations de l'infrastructure de sûreté bâimentaire,
- Travaux de câblages VDI,
- Travaux d'aménagement des coques commerciales,
- Livraison et acheminement intra-site des matériels déménagés depuis "Le Lumière",

Ainsi la mission confiée par le maître d'ouvrage au Titulaire au titre des entreprises et prestataires tiers porte sur l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des chantiers tiers dans le cadre de mises à dispositions (MAD) que le Titulaire leurs consent, à savoir :

7.3.1. ORDONNEMENT ET PLANIFICATION

Il s'agit d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leurs éventuelles phases critiques, par des documents graphiques, et de proposer et mettre en place des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités.

On entend par « tâche » toute intervention à déterminer dans les délais fixés (en phase travaux, mais aussi les installations de chantier, études générales, spécifications techniques, fabrications, approvisionnements, livraisons, démarches, décisions, formalités, etc...), ayant ou pouvant avoir, directement ou indirectement, une influence sur le déroulement du chantier et sur la date de livraison des ouvrages.

7.3.2. COORDINATION

Il s'agit d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux.

7.3.3. PILOTAGE

Il s'agit de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, dans les délais impartis, les diverses mesures d'organisation arrêtées par le Titulaire au titre de l'ordonnement et de la coordination.

7.3.4. OBLIGATIONS GENERALES

Le titulaire rend compte de ses missions auprès du maître d'ouvrage. D'une manière générale, il exécute sa mission en liaison avec tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage (conducteur d'opérations, MOE, CSSI, SPS, contrôleur technique, entreprises de travaux...). Son intervention ne modifie en rien les missions découlant pour chaque intervenant de son statut et de ses obligations propres.

La mission du Titulaire ne porte pas sur les actions techniques – sauf pour les ouvrages objet de son Marché - dont la responsabilité incombe aux intervenants tiers. Mais il doit recenser ces actions et leurs liaisons, les situer dans le temps et l'espace et coordonner les opérations qui en découlent. Il fournit ainsi à chacun un cadre méthodique d'intervention.

Enfin, la mission du Titulaire comporte la mise en place d'outils adaptés, permettant une saisie facile et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer de l'avancement de l'opération auprès du maître d'ouvrage et des autres intervenants. Le Titulaire proposera ces outils, au maître d'ouvrage, pour les différentes phases de sa mission, conformément à ce qui est stipulé dans son offre technique.

7.3.5. GESTION DES RELATIONS ET DOCUMENTATION RELATIVES AUX CSPS, CSSI ET BUREAUX DE CONTROLE

Le Titulaire, au titre de cette mission, est le garant de la bonne gestion et circulation des informations. Il s'assure notamment :

- De la bonne diffusion aux bons interlocuteurs des documents techniques ou autres émanant des entreprises ou prestataires tiers nécessitant le VISA ou avis du ou des CSPS, CSSI, Bureaux de contrôle,
- VIC, PPSPS, PGC, DIUO,

- Coordonne, pilote les relations avec le CSSI et la MOE,

Le Titulaire assure sa mission avec diligence, il s'assure en temps opportuns que l'ensemble des dispositions légales sont bien remplies par les entreprises tierces afin de protéger le Maître de l'Ouvrage d'éventuels manquements, notamment concernant les obligations relatives :

- A l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- Contrôle des mises à jour et diffusion des documents relative à la mission du CSPS (visites d'inspection, communes, PPSPS, PGC, DIUO), etc. Le Titulaire devra notamment mettre en œuvre et sans délai les mesures d'hygiène et sécurité demandées par le CSPS.
- Au SSI et la mission que le Maître de l'Ouvrage a conclue avec le CSSI qu'il soit ou non intégré à la MOE,
- Contrôle des diffusions et avis du bureau de contrôle,

Au besoin, il est précisé que le Maître de l'Ouvrage contractualisera des missions complémentaires – avec le prestataire de son choix – concernant notamment :

- Mission de coordination des différents bureaux de contrôle cas échéant,
- Mission de coordination des différents Coordonnateur SPS cas échéant,
- Mission de coordination des différents Coordonnateur SSI cas échéant,

A ce titre le Titulaire, s'assurera que les missions passées ou en vue d'être passées par le Maître de l'Ouvrage couvrent bien l'ensemble des ouvrages des tiers et du Titulaire aux fins d'être conforme à la réglementation. Il fera également part des missions complémentaires non rendues obligatoires par la législation et qui pourraient apporter des améliorations dans la conduite du projet – le MOA restant seul décisionnaire de leurs contractualisations.

7.3.6. SYNTHÈSE DES OUVRAGES TIERS ENTRE EUX ET VIS-A-VIS DU TITULAIRE

Le Titulaire, au titre de cette mission, est le garant de la bonne gestion et circulation des informations. Il s'assure notamment :

- De la bonne synthèse entre les ouvrages des tiers en interface entre eux et vis-à-vis de ses propres ouvrages, ou qui sont nécessaire au bon fonctionnement des installations dans leur ensemble.
- De l'obtention et levée des éventuels avis et/ou prescription du CSSI,
- De l'obtention et levée des éventuels avis du bureau de contrôle pour les ouvrages en interface avec ceux du Titulaire ou bien nécessaires au bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire fera notamment part au MOE et au MOA des avis défavorables ou bien en suspens imputables des travaux tiers afin qu'ils puissent y remédier.

7.3.7. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Préalablement à l'entrée d'entreprise tierces sur le site, le Titulaire, le Maître d'Ouvrage et la ou les entreprises tierces signent une convention de mise à disposition dont un modèle est joint en annexe – celle-ci précisant notamment les conditions particulières d'interventions dans le site sous responsabilité du Titulaire (Pièces [•]).

Cette convention précise notamment (liste non exhaustive) :

- Participations aux frais de compte-prorata,
- Calendrier d'exécution,
- Relations du tiers vis-à-vis du CSSI, CSPS, bureau de contrôle,
- Pouvoir du Titulaire en cas de non-respect des avis du CSSI, CSPS, bureau de contrôle,

7.3.8. EXIGENCES PARTICULIERES

En outre le Titulaire assure les missions suivantes :

7.3.8.1. PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

Pendant la phase de préparation de chantier, la mission du Titulaire porte sur l'organisation générale, la coordination des études d'exécution et la planification des travaux des tiers.

7.3.8.1.1. Organisation générale

Le Titulaire recense le rôle et les missions des intervenants, met à jour l'organigramme fonctionnel et constitue le répertoire identifiant les intervenants.

Il met à jour, et prend en compte dans le planning, les contraintes techniques et les contraintes administratives liées à l'exécution de sa mission.

Il assure :

- L'accès au site selon les mêmes modalités de sureté défini aux pièces marché,
- Le pilotage et les convocations aux réunions de fonctionnement générales du chantier (de coactivités/interchantier, de santé et sécurité, de logistique et d'accès) et tout autre réunion provoquée par la MOA ou la MOE,
- La coordination et centralisation de la circulation des informations et actions au titre de la convention de coactivité (droit d'accès GED, centralisation des documents et transmission tel que nécessaire pour CSPS, BC, ...),
- Les convocations aux réunions de fonctionnement particulières du chantier : de planification (calendrier et zoning des travaux, intervention de consignations, ...), de chantier, techniques, ... selon nécessité,
- L'intégration des tâches des tiers dans son calendrier de travaux,
- La coordination des interventions des tiers au sein du site,
- La gestion de la logistique,
- Etc.

Il constitue la bibliothèque commune du chantier selon les conventions de MAD passées.

Il participe, en liaison avec le maître d'œuvre et le « coordonnateur SPS », à la mise au point définitive de l'organisation générale du chantier en effectuant :

- Le recensement des besoins des entreprises en matière d'installation de chantier,
- L'élaboration du plan coordonné relatif à l'organisation du chantier (accès, installation, alimentation, circulation, gardiennage...) et assure sa diffusion après validation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Il propose, dès le début de la période de préparation, un processus pour la diffusion des informations et la circulation des documents.

Livrables à produire :

- Organigramme fonctionnel et répertoire des intervenants ;
- La bibliothèque commune de chantier ;
- Plan coordonné.

7.3.8.1.2. Planification des travaux

Il procède à l'analyse de l'ensemble des documents et pièces utiles pour la mise au point de la planification des travaux.

A l'aide du calendrier prévisionnel d'exécution des intervenants tiers et en attente du calendrier détaillé d'exécution, il établit et propose un calendrier des premiers travaux, prenant en compte les impératifs d'achèvement des études d'exécution.

Il procède à l'enquête technique auprès des entreprises : enregistrement des méthodes et des moyens, détermination des contraintes et des enclenchements. Il assure le suivi de la mise au point des méthodes de chantier.

Il propose, en concertation avec les intervenants, l'ordonnancement le plus favorable, destiné à optimiser le déroulement de l'opération et à assurer de bonnes conditions de mise en œuvre des travaux, tenant compte des impératifs du développement durable.

Il élabore et édite le calendrier détaillé d'exécution des travaux tous corps d'état et, en tant que de besoins, des calendriers plus détaillés par zone et par phase. Ces calendriers font apparaître les marges et les points critiques.

Il établit les calendriers opérationnels à l'usage du chantier :

- Calendrier de détail par unité de chantier,
- Calendrier conditionné par les interventions des parties prenantes,
- Après prise en compte des indications données par les entreprises tierces, calendrier logistique comprenant notamment les approvisionnements, stockage, commandes, etc.
- Calendrier faisant apparaître l'imbrication des différentes tâches et leur niveau de détermination,

Sur ces calendriers, doivent figurer les délais relatifs :

- Aux études d'exécution jusqu'à leur visa, y compris synthèse pour les ouvrages en interface entre tiers ou avec ceux du Titulaire ou bien nécessaire au bon fonctionnement du site,
- A l'organisation de chantier propre à chacun des intervenants et des lots si le détail est nécessaire,
- A la mise en place et au repliement des moyens essentiels,
- Aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc.
- Aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier,
- A l'exécution détaillée des travaux pour chacun des lots si le détail est nécessaire,
- A la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques, aux opérations préalables à la réception des travaux et, le cas échéant, aux visites des commissions de sécurité.

7.3.8.2. PHASE D'EXECUTION DES TRAVAUX TIERS

Pendant cette phase, le Titulaire assure notamment les tâches suivantes (non limitatif) :

7.3.8.2.1. Organisation générale

Il assure le maintien d'une liaison générale entre tous les intervenants, y compris le maître d'ouvrage, afin d'optimiser le déroulement de l'opération et d'assurer de bonnes conditions de mise en œuvre des travaux, tenant compte des impératifs du développement durable.

Il assure et veille au suivi de l'organisation du chantier et des interactions entre entreprises.

Il veille à la réalisation à temps de toutes les prestations qui découleraient d'une obligation légale ou qui interférerait avec ses ouvrages, ou bien qui nuiraient au bon fonctionnement du site et de ses installations.

Il anime les réunions hebdomadaires de coordination, en établit les comptes-rendus et en assure la diffusion. Il tient à la disposition de l'ensemble des intervenants, la bibliothèque commune où figurent les documents intéressant le déroulement des travaux.

Livrables à produire :

- Comptes rendus de coordination des réunions interchantiers.
- La bibliothèque commune.

7.3.8.2.2. Contrôle des délais et planification complémentaire

Nota : les « ouvrages tiers » qui n'affecteraient pas les ouvrages sous la responsabilité du Titulaire ou bien le bon fonctionnement des installations du site ou bien les délais au Marché de ce dernier (le Titulaire) ne sont pas visés par le présent article.

En fonction de l'ordonnancement et avec le concours de la MOE, il veille et assiste à la prise des décisions importantes, relevant du maître d'ouvrage et celles incombant aux autres intervenants.

Il procède au déclenchement des phases d'interventions des entreprises.

Il confirme et adapte les dates de début et de fin de ses tâches prévues à son calendrier détaillé d'exécution au regard des tâches des tiers.

Lors des fins de mise à disposition (MAD), il organise, avec les parties concernées les visites de réception de support et de constat des dégradations en vue d'une éventuelle imputation à qui de droit.

Il procède au contrôle périodique des calendriers, au pointage hebdomadaire des différentes interventions, recense les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts et met en évidence les dérives potentielles.

Il propose les mesures correctives pour rattraper les retards de faible ampleur du fait des intervenants tiers.

Il élabore un rapport mensuel synthétique, intégrant si nécessaire des photos, dressant le bilan provisoire de l'avancement du projet, proposant des mesures à prendre, analysant l'évolution prévisible de l'opération.

En cas de retard qui peut avoir une incidence sur les délais de l'opération, l'organisation de l'opération, l'ordonnancement des tâches ou les aspects financiers :

- Il organise et anime les réunions ou parties de réunions « calendriers » au cours desquelles il commente l'évolution du projet, met en évidence les problèmes et les dérives potentielles, propose des mesures correctives qu'il étudie avec les intervenants concernés afin de maîtriser le calendrier de l'opération ;
- Il établit les comptes rendus correspondants et en assure la diffusion ;
- Il met à jour les calendriers, en tenant compte des écarts constatés et des dispositions arrêtées pour en limiter les effets.
- Suivant les tâches restant à exécuter et l'ordonnancement arrêté, il détermine les nouveaux points de vigilance.

Livrables à produire :

- constat des dégradations
- rapport mensuel d'avancement du projet
- comptes rendus
- calendrier détaillé d'exécution travaux mis à jour.

7.3.8.3. PHASE DE RESTITUTION DES ESPACES MIS A DISPOSITION DES TIERS

Il élabore le calendrier détaillé des opérations de restitution, en liaison avec le maître d'œuvre et le MOA, les entreprises, le contrôleur technique, le CSSI faisant apparaître :

- Les opérations préalables à la restitution,
- Les essais de mise en service et les vérifications techniques,
- Les tâches nécessaires au transfert de l'ouvrage lors de la réception (garde, remise des clés, relevés éventuels de compteurs, etc.)
- Les visites de commissions de sécurité éventuelles,
- La fourniture, avant la réception, des DOE qu'il intégrera dans le sien et du DIUO,
- Le repliement des installations de chantier,

7.3.9. Opérations préalables à la restitution des MAD

Il participe, en liaison avec le maître d'œuvre à l'organisation des opérations préalables à la restitution : calendrier des visites d' « OPRS-MAD » (opérations préalables à la restitution des MAD), élaboration du calendrier des travaux d'achèvement et de finitions.

Il participe aux visites des OPRS-MAD.

Il pointe le suivi de l'avancement de ces travaux dont l'achèvement conditionne les siens – ou bien le bon fonctionnement des installations dans leur ensemble - et procède aux relances éventuelles.

Il s'assure que les ouvrages des tiers en interface avec ses ouvrages ou bien participants d'installations nécessitant des vérifications, tests, VISA plus élargis que le seul périmètre de la

MAD du tiers sont parfaitement réalisés et notamment (liste non exhaustive) en conformité avec les VISA, avis du (ou des) :

- CSPS,
- CSSI,
- Bureau de contrôle,
- MOE cas échéant,

Il programme et suit la remise par les entreprises du dossier des ouvrages exécutés pour les intégrer au sien.

Nota : les « ouvrages tiers » qui n'affecteraient pas les ouvrages sous la responsabilité du Titulaire ou bien le bon fonctionnement des installations du site ou bien les délais au Marché de ce dernier (le Titulaire) ne sont pas visés par le présent article.

7.3.9.1. Décision de fin de MAD

Le maître d'ouvrage fixe la date de fin de MAD en fonction des conditions de la Convention de Mise à Disposition. Le Titulaire prend acte de cette décision pour piloter les tâches en vue de celle-ci.

7.3.9.2. Levées des réserves de MAD

Nota : les « ouvrages tiers » qui n'affecteraient pas les ouvrages sous la responsabilité du Titulaire ou bien le bon fonctionnement des installations du site ou bien les délais au Marché de ce dernier (le Titulaire) ne sont pas visés par le présent article.

Le Titulaire établit et diffuse le calendrier des levées des réserves de MAD.

Le Titulaire pointe l'avancement des levées de réserves de MAD et propose des mesures correctives en cas de retard.

Il suit, en liaison avec les autres intervenants notamment les entreprises tierces, les opérations de démontage des installations et de remise en état des lieux.

ARTICLE 8. PHASE D'EXPLOITATION-MAINTENANCE

Cette phase correspond à l'exploitation technique et la maintenance du site. Celle-ci débute à la notification du Marché par une période de préparation hors site en vue d'une prise en main effective de ce dernier au moment de la livraison de la VEFA par le promoteur.

Cette phase comprend notamment (liste non limitative) les missions suivantes :

- Préparation de la prise en main du site en vue de l'exploitation-maintenance
- Exploitation et Maintenance
- Modification du micro-zoning
- Coordination et/ou pilotage des divers intervenants (tiers ou non),
- Commissionnement,

Durant cette période, le Titulaire rend compte au Maître d'Ouvrage (liste non limitative) :

- du suivi des performances
- du suivi technique des prestations d'entretien et de maintenance
- du suivi de la bonne exécution de ses prestations et du respect des prescriptions contractuelles rappelées au programme des besoins.

A ce titre, le Titulaire, conformément aux pièces du Marché, notamment :

- Constate la mise en service des différents équipements avec le niveau de performance demandé
- Garantit le respect des engagements souscrits
- S'assure de la bonne mise en place de l'équipe et de l'organisation prévue
- Établit et remet au Maître d'Ouvrage le rapport annuel d'exploitation conformément au format prévu au programme, sans exclusive de la remise de rapports intermédiaires
- Effectue l'ensemble des opérations d'essais, d'analyse et de contrôle des installations
- Vérifie dans les conditions du marché le respect de l'ensemble des indicateurs de performance et leur suivi
- Fait part au Maître d'Ouvrage des propositions d'amélioration des installations

Causes exonératoires de responsabilité en phase exploitation-maintenance :

- Le fait ou le manquement d'un tiers ou d'un usager, en particulier les dégradations ou actes de vandalisme (étant rappelé que le Titulaire doit la réparation des dégradations, dans la limite de la provision annuelle détaillée au [•]),
- Le fait ou le manquement du Maître d'Ouvrage empêchant le Titulaire de respecter ses engagements contractuels ;
- Les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter les prestations prévues par le Marché pour une cause non imputable au Titulaire ;
- Les cas de Force Majeure, telles que les ruptures d'approvisionnement en énergie ou fluides par les concessionnaires, la grève générale ou particulière touchant les secteurs des transports ou du bâtiment, à l'exception des cas de grève affectant le personnel du Titulaire ou de ses prestataires.

Est réputée "être tiers", toute personne autre que le maître d'ouvrage, le titulaire et ses cocontractants directs ou indirects.

En outre le Titulaire devra répondre aux exigences des documents du Marché et notamment le CCTP Exploitation-Maintenance.

Par ailleurs le Titulaire assurera les précisions de missions décrites ci-dessous (liste non limitative ni exhaustive):

8.1. Préparation de la prise en main du site en vue de l'exploitation-maintenance

Sans préjudice des éléments décrits au Marché et notamment le CCTP Exploitation-Maintenance, le Titulaire devra permettre une prise en main effective du site au moment même de la livraison de la VEFA. Charge à lui de s'enquérir en temps opportuns des informations dont il a besoin, et ce, quand bien même ladite livraison de VEFA serait décalée dans le temps.

8.2. Modification du micro-zoning postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagement

Pendant la phase d'exploitation-maintenance - postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagement - le Titulaire devra intégrer les modifications de micro-zoning selon les modalités décrites ci-dessous :

La formalisation des demandes objet du présent article se feront selon via la formalisation de bons de commandes.

8.2.1. Délais

Toute demande de travaux modificatifs relatifs au micro-zoning et transmise au Titulaire avant [•] mois conformément aux délais partiels de l'article n° 4 des présentes devra être achevée dans son intégralité selon les délais décrits dans le Tableau des engagements de Performances en annexe n° [•] à l'Acte d'Engagement.

En cas de demande formulée postérieurement à la date visée dans le paragraphe ci-dessus, le Titulaire ne sera pas tenu d'achever les ouvrages pour la Date de Réception des Travaux d'Aménagements.

8.2.2. Prix

Conformément au BPU.

8.2.3. Contrôle des commandes et des stocks

Dans la mise en œuvre de l'évolution de l'implantation des locaux le titulaire devra au titre de conditions essentielles des présentes l'optimisation matérielle et financière des matériaux ainsi que la minimisation des déchets. A ce titre, le Titulaire présentera un inventaire hebdomadaire des stocks, commandes et éléments effectivement posés.

Cet inventaire aura pour but pour but d'allouer les matériaux et matériels effectivement commandés, en stocks ou posés aux demandes de modification du micro-zoning demandé par le Maître d'Ouvrage dans la mesure du possible et ainsi éviter les commandes et stocks inutiles.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à ne pas facturer au titre des travaux supplémentaires et modificatifs les matériaux et les matériels dont celui-ci dispose – s'ils ne sont pas affectés à d'autres ouvrages prévus d'être réalisés au regard desdites modifications demandées - et qu'il peut réutiliser. Si toutefois, la réallocation desdits matériaux et matériels était de nature à remettre en cause les délais ainsi que la qualité et les garanties des ouvrages à réaliser, le Titulaire devra en informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sous 48 h afin que ces derniers puissent se prononcer.

Le Titulaire s'engage à produire toutes les preuves que lui demandera le maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre cas échéant.

8.2.4. Responsabilité du Titulaire postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagements

Il est rappelé que postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagements du présent Marché, la Maîtrise d'œuvre ne réalisera plus les missions DET, VISA et AOR ; le Titulaire sera alors seul responsable des ouvrages qu'il réalisera.

Le Titulaire aura alors également les missions suivantes :

- Études de faisabilité de la demande émanant du Maître d'Ouvrage,
- Réalisation des études techniques nécessaires,

A cet effet, le Titulaire désignera un référent compétent en la matière en charge des missions mentionnées qui sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pour les ouvrages qui le concerne.

Il est également rappelé que le Titulaire reste tout au long du marché – et ce même postérieurement à la réception des Travaux d'Aménagement – en charge des études de synthèse et d'exécution.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une réception en bonne et due forme avec PV de réception consignant notamment les rapports d'essais nécessaires.

Nota concernant l'ensemble de l'Article 8.2 : Les modifications du micro-zoning s'entendent tout corps d'état et sujétions comprises (cloisons, blocs portes, CVCD, SSI, CFO/CFa, GTB, sols & plafonds, revêtements acoustiques, vitrophanie, signalétique, mise à jour des DOE, de la maquette BIM, reprise des éventuels percements etc).

8.3. Coordination et/ou pilotage des divers intervenants (tiers ou non),

Le Titulaire devra pendant toute la durée de son Marché se coordonner avec les différentes parties prenantes du projet.

Il s'assure notamment des consignations de réseaux demandées par les différents intervenants notamment tiers pour leurs travaux en vue de garantir une parfaite sécurité des personnes.

En particulier et sans préjudice des autres pièces du Marché, le Titulaire assure les missions particulières suivantes (non limitative ni exhaustive) :

8.3.1. Mission pendant la période de parfait achèvement et de bon fonctionnement

8.3.1.1. Pendant la période de garanties des ouvrages de la VEFA

Au cours de l'année de parfait achèvement, le Titulaire remplit les tâches suivantes :

- Il planifie, sur demande du maître d'ouvrage ou du MOE, les interventions nécessaires à la levée des désordres de parfait achèvement des entreprises du promoteur,
- Il organise la gestion des levées de désordres signalés pendant la période de parfait achèvement.
- Il pointe l'avancement des corrections des désordres de parfait achèvement et, en cas de retard, relance les entreprises et propose des mesures correctives en termes de délais.

En outre, il s'assure, et ce, avec diligence de mener toutes les investigations nécessaires et en temps opportuns en vue de ne pas rendre caduques les demandes de levées de désordres aux regards des délais des garanties visées.

8.3.1.1. Pendant la période de garanties des ouvrages de la Phase Travaux d'aménagement du Titulaire

Au cours de l'année de parfait achèvement, le Titulaire remplit les tâches suivantes :

- Il planifie, sur demande du maître d'ouvrage, les interventions nécessaires à la levée des désordres de parfait achèvement.

- Il organise la gestion des levées de désordres signalés pendant la période de parfait achèvement.
- Il pointe l'avancement des corrections des désordres de parfait achèvement et, en cas de retard, relance les entreprises et propose des mesures correctives en termes de délais.

En outre, il s'assure, et ce, avec diligence de mener toutes les investigations nécessaires et en temps opportuns en vue de ne pas rendre caduques les demandes de levées de désordres aux regards des délais des garanties visées.

8.3.2. Mission d'aménagement et de mise en service

Au cours de la mise en service de l'ouvrage, le Titulaire remplit notamment les tâches suivantes (non limitatives ni exhaustives) :

- Il recense les contraintes conditionnant la mise en exploitation de l'ouvrage.
- Il programme et organise les opérations précédant cette mise en exploitation des ouvrages.
- Il établit un calendrier détaillé de ces contraintes et en assure la diffusion.
- Il propose, le cas échéant, des actions correctives.

ARTICLE 9. SUIVI MENSUEL

Le Titulaire, devra fournir au minimum de façon mensuelle un état d'avancement technique, administratif et financier du projet. Celui-ci fera l'objet d'une vérification par la MOE.

L'état d'avancement mensuel précise les points suivants :

0. Synthèse de pilotage du contrat

- Délais (récapitulatif des étapes franchies ; jalons & délais partiels ; détail des étapes à venir à court terme ; projections sur les mois suivants) ;
- Coûts (tableau récapitulatif de la situation à date ; échéancier prévisionnel de facturation) ;
- Intempéries (tableau récapitulatif du dernier état des intempéries) ;
- Modifications (tableau de suivi des demandes de modifications ; synthèse des actions en cours).

1. Administratif

- État d'avancement par rapport au calendrier contractuel général (travaux par corps d'état, présentation d'échantillons, locaux témoins, essais) ;
- Liste des ordres de service ;
- Liste des sous-traitants quel que soient leur rang (agréés et en cours d'agrément) ;
- Assurances ;
- État de la part du marché confié à des PME ou artisans.

2. Financier

- Paiements (en mensuel et cumulé) ;
- État d'acompte mensuel (situation des travaux) ;

- Nantissements.

3. Études d'EXE

- État d'avancement de production des études d'exécution des équipements techniques (EXE), études de synthèse (SYNTH) et suivi de la maquette BIM (BIM) ;
- Liste de ces études avec le dernier indice de mise à jour ;
- Tableau de suivi des actions en cours avec échéance de fin.

4. Technique

- Liste des travaux modificatifs ou supplémentaires en cours ;
- Levée des observations de la MOE ;
- Relations concessionnaires ;
- Mesures prises pour réaliser les opérations préalables à la réception, les levées de réserves... ;
- Levée des observations du CT ;

5. Sécurité, protection de la santé, lutte contre le travail illégal

- Mesures prises pour répondre aux observations du CSPS ;
- Mesures prises pour répondre aux observations des instances en charge de la lutte contre le travail illégal ;
- Mesures prises pour répondre aux observations des instances en charge de l'insertion professionnelle.

6. Interfaces avec les opérations concomitantes et opérateurs tiers

- Mise à jour du planning de coordination des différents intervenants et notamment tiers.
- Mesures prises pour répondre aux problématiques de coordination, de logistique et de sécurité vis-à-vis des opérateurs tiers.
- Mesures prises pour répondre aux problématiques d'interventions des opérateurs tiers.
- Relevé des alertes réalisées vis-à-vis des opérateurs tiers (délais, sécurité, dégradations, etc).

7. Gardiennage et sûreté du site

- Relevé des incidents, infractions, pénétrations sur le site ;
- Relevé des personnes et des accès au site ;
- Mesures prises pour répondre aux problématiques liées à la sûreté du site.

8. Dossier photographique (qualité professionnelle) présentant l'avancement du chantier (5 photos minimum par semaine).

9. Annexes

- Suivi des actions ;
- Compte-rendu de réunions de chantier de la période.

NB : le modèle et le contenu détaillé du rapport mensuel d'avancement est arrêté dans les 3 mois suivant la notification du marché.

ARTICLE 10. PRECISIONS SUR LES ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE

10.1. Présentation des documents

Les documents dus par le Titulaire sont remis à la MOE, au CSPS, au CT pour analyse.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- soit la mention « documents provisoires », avec numéro d'ordre, indice, date de réalisation et de diffusion,
- soit la mention « documents définitifs », avec date de réalisation et de diffusion.

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

10.2. DOE

Le DOE sera remis en 2 exemplaires papier au Maître d'Ouvrage + trois sur support numérique (un pour la MOE) selon les dispositions du CCAG-Travaux. Les éléments nécessaires à la constitution par le CSPS du DIUO devront être transmis suffisamment tôt. La remise du DOE suffisamment précis conditionne la prononciation de la réception des ouvrages.

Tous les plans devront être numérisés sous format informatique à soumettre au Maître de l'Ouvrage.

10.3. Gestion Électronique des Documents

La maîtrise d'ouvrage demande que soit constituée une plateforme électronique de partage ou armoire à plans (Systèmes de type Dropbox « grand public » exclus) permettant la gestion électronique des documents (GED). Celle-ci devra être accessible en tant que de besoin, pour permettre les dépôts et les annotations. Elle devra être tenue à jour par le Titulaire. Elle ne remplacera en aucun cas les diffusions par mail, notamment pour le Contrôleur technique.

L'ensemble des documents d'exécution (plans, notes de calcul, fiches produit...) devront être déposés sur la plateforme, tout comme les plans de synthèse et les documents interchantiers (issus des entreprises tierces). Les fichiers seront systématiquement déposés au format PDF et au format natif (Word, Excel, AutoCad, IFC...). La plateforme permettra de déposer de nouveaux indices tout en conservant l'historique des versions précédentes par archivage.

La plateforme devra également intégrer comme fonctionnalité l'émission de visas par la maîtrise d'œuvre et d'avis par le contrôleur technique des documents d'exécution.

La plateforme permettra une extraction simple de l'état d'avancement des diffusions des documents d'exécution, des visas de la maîtrise d'œuvre et des avis du contrôleur technique.

La plateforme permettra d'accéder à l'historique des visas sur les versions précédentes par archivage.

Les documents déposés dans cette armoire à plan ne pourront en aucun cas être supprimés, ils devront être archivés dans des répertoires spécifiques.

« Le Cahier des Clauses Techniques Communes », pièce N°[•] du dossier marché, précise la teneur minimale des prestations que devra permettre la plateforme GED retenue.

10.4. Outil interactif de suivi des OPR

De préférence adossée à la GED, il est demandé au titulaire de mettre en place un outil interactif mobile de suivi des OPR.

Cet outil est à la disposition du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, ainsi que de l'ensemble des acteurs à l'acte de construire.

Cet outil doit permettre une saisie en temps réel de commentaires localisés sur plan, avec possibilité d'ajout de photographies, ainsi qu'une diffusion automatisée aux différents intervenants.

Il est enfin précisé que le titulaire met à disposition du maître d'ouvrage et des autres intervenants dans l'acte de construire les terminaux (tablette tactile,) nécessaires et équipés de la solution logicielle retenue.

10.5. BIM

Il sera mis à jour la maquette BIM VEFA au titre de DOE et pour utilisation en Exploitation-Maintenance selon les modalités du CCTP BIM.

ARTICLE 11. IMPLANTATION DES OUVRAGES- ORGANISATION DU CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE

11.1. Piquetage général

Par dérogation au CCAG Travaux.

Selon nécessité des ouvrages à réaliser le Titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité au piquetage général des ouvrages. Les frais engagés par le Titulaire à cette occasion sont explicitement compris dans le prix du marché.

11.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation au CCAG Travaux.

Selon nécessité des ouvrages à réaliser le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué dans les mêmes conditions que pour le piquetage général.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Par dérogation au CCAG Travaux, les sondages préalables nécessaires après notification du Marché sont effectués à la charge du Titulaire, et sous sa responsabilité.

Par dérogation dudit article, il revient au Titulaire de recueillir auprès des services concédés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Tous les résultats doivent être portés à la connaissance de la MOE.

Par dérogation du CCAG Travaux, les procès-verbaux de piquetage sont de la responsabilité du Titulaire, qui doit les communiquer à la MOE.

Compte tenu du type de consultation, le risque financier d'erreur dans l'implantation des réseaux est entièrement supporté par le Titulaire.

11.3. DT/DICT

11.3.1. PHASE DE PRÉPARATION DU CHANTIER

Selon nécessité des ouvrages à réaliser le Titulaire prend à sa charge l'ensemble des obligations qui incombent à « l'exécutant des travaux » visé aux articles R.554-24 et suivants du Code de l'environnement.

En particulier, pendant la phase de préparation du chantier, le Titulaire :

- Consulte le Guichet Unique
- Établit la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) et en conserve un exemplaire sur le chantier pendant toute la durée de celui-ci. Cette DICT est renouvelée en tant que de besoin en cas de différé des travaux, et au minimum tous les 3 mois
- Informe le Maître de l'Ouvrage et le responsable de projet en cas de non-réponse, après relance, par les exploitants de réseaux sensibles pour la sécurité

11.3.2. PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Selon nécessité des ouvrages à réaliser le Titulaire effectue par tout moyen approprié le marquage des réseaux indiqués par les exploitants.

Le Titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction, selon des moyens et modalités appropriés, de la localisation des réseaux qui ont été identifiés puis repérés. Il s'assure de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

En cas de découverte fortuite de réseaux, le Titulaire en informe par écrit le Maître de l'Ouvrage.

En cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes liées au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, le Titulaire sursoit aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître de l'Ouvrage, prise par un ordre écrit, sur les mesures à prendre.

11.4. Organisation du chantier

Les emplacements nécessaires situés dans l'emprise foncière mise à disposition par le Maître d'Ouvrage seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Titulaire fera son affaire des autorisations d'occupation de voiries en cas d'encombrement sur bas-côté et également de circulation de camions et de sorties sur la voie publique.

Sont à la charge du Titulaire et comprises dans le prix du marché les dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation suivantes :

11.4.1. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

- L'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans le respect du marché,
- Dès l'obtention de toute autorisations administrative (DP, PC, AT, etc) ou décision de non-opposition (ou à défaut, l'attestation du Titulaire de demande de la non-opposition), le Titulaire devra l'affichage sur le terrain suivant les dispositions du code de l'urbanisme et fourniture des éléments nécessaires par le Maître de l'Ouvrage et la MOE.
- Dès l'ouverture du chantier, le Titulaire doit fournir et mettre en place un panneau de chantier (dimensions minimales 3 m x 4 m) pour indiquer la description sommaire de l'opération, les noms, adresses et spécificités des intervenants, y compris cotraitants et sous-traitants, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, ainsi que – lorsque connu - le numéro des autorisations et décisions de non-opposition obtenues (permis de construire, ...).
- Il fournit et installe les éléments de communication destiné à l'information du public selon les indications données par le maître d'ouvrage dans les documents du Marché.
- les frais de tracé, d'implantation, de constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures, calibres, modèles, maquettes nécessaires, etc.,
- l'organisation de la base de vie et des installations d'hygiène (y compris raccordement, entretien et nettoyage), y compris leur adaptation éventuelle à l'évolution du chantier, y compris installation temporaires de l'encadrement (MOA, MOE, ...) selon les prescriptions du Marché et notamment le CCTC, le CCTP Installations de chantier et la Note d'Organisation de Chantier et ses annexes,
- l'installation de bureaux/salle de réunion précisés à l'article [•] du CCTC pour mise à disposition du Maître d'Ouvrage,
- tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des travailleurs du chantier : installation des dispositifs communs de sécurité sur le chantier (garde-corps, mains courantes, passerelles, éclairage, etc.) ainsi que leur entretien, leur remise en état et leur démontage,
- tous les ouvrages nécessaires à la sécurité du chantier (les clôtures périphériques de type compatible avec les exigences de la ville de Saint-Denis et des services instructeurs, leur entretien pendant la durée des travaux et leur démontage à la fin du chantier avec éclairage d'ambiance, leur déplacement éventuel en cours de chantier, les portails d'accès avec

serrure, les fermetures provisoires de bâtiments nécessaires pour interdire l'accès en dehors des heures de chantier),

- le gardiennage du chantier selon les prescriptions du Marché,
- l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires (eau, électricité, téléphone...),
- les frais d'installation et d'organisation du chantier, y compris leur adaptation (occupation temporaire de l'espace public, déplacement d'arrêt de bus...),
- les frais de raccordement des réseaux secs et humides des installations de chantier,
- les frais relatifs aux essais de fonctionnement et de performances des installations, notamment et sans caractère exhaustif :
 - réception des plateformes (essais à la plaque),
 - contrôle des niveaux d'éclairage,
 - acoustique du bâtiment en phase chantier (notamment sur le témoin) et en phase réception,
 - essais liés aux PAQ que le Titulaire met en œuvre sur les sujets sensibles du projet (éléments et revêtements de façade et de toiture, sols, câblages courants faibles, techniques particulières, incorporations, etc.),
 - Essais liés à la thermique du bâtiment (dont essais à la caméra infrarouge),
 - Passage caméra dans les réseaux sous dallage, enterré (assainissement),...
 - Essais AQC,
- la création et l'entretien des voies, chemins, passerelles, rampes et tout ouvrage nécessaires à la circulation dans le chantier,
- le nettoyage et remise en état des voies publiques et privées, réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, ayant subi des dommages provoqués par les engins de chantier,
- les frais de gros et petits matériels, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
- les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier.

11.4.2. DÉPENSES D'ENTRETIEN

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- les cotraitants et sous-traitants doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux ; le Titulaire fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets,
- les cotraitants et sous-traitants doivent procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées,

- les cotraitants et sous-traitants ont à leur charge l'enlèvement des déblais excédentaires et leur transport aux décharges publiques.

11.4.3. DÉPENSES DE CONSOMMATION

Selon les prescriptions du Marché et notamment le CCTC, le CCTP Installations de chantier et la Note d'Organisation de Chantier et ses annexes sont à la charge du Titulaire les dépenses suivantes :

- eau, électricité, téléphone,
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier (y compris liftier le cas échéant),
- climatisation des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais,
- préchauffage des locaux en zone travaux en cas de température trop basse pour les corps d'état,
- chauffage des locaux de base vie et d'encadrement,
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés.
- ...

11.5. **Installations de chantier**

Les installations de chantier ne devront gêner en rien l'avancement du chantier ni la livraison des ouvrages, ni les interventions des opérateurs tiers (ex : livraison mobilier, etc) ni le fonctionnement de l'établissement ainsi que l'accès des engins de secours et de sécurité (engins pompiers) ou de collecte des déchets.

En fin de travaux, le terrain hors site et les surfaces dans le site devront être remis net de toutes installations et complètement nettoyé.

Le Titulaire fera son affaire des moyens de levage et mise en œuvre nécessaires à l'exécution de ses prestations. Les emplacements nécessaires pour les installations de chantier de toutes les entreprises, les dépôts de matériaux et d'équipements, les voies d'accès aux constructions, les emplacements de parking de véhicules seront déterminés par le Titulaire sur l'emprise foncière mise à sa disposition par le Maître d'Ouvrage et seront définis dans le PPSPS.

11.5.1. LOCAUX MIS À DISPOSITION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les installations suivantes seront réalisées par le Titulaire selon les prescriptions du Marché et notamment le CCTC, le CCTP Installations de chantier et la Note d'Organisation de Chantier et ses annexes.

11.5.2. LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau,

d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

11.6. Hygiène et sécurité du chantier

11.6.1. HYGIENE DU CHANTIER

Le Titulaire devra respecter la recommandation n° T1-91 du Groupe permanent d'étude des marchés de travaux parue au BOCCRF du 22 février 1991 et selon les prescriptions du Marché et notamment le CCTC, le CCTP Installations de chantier et la Note d'Organisation de Chantier et ses annexes sont à la charge du Titulaire.

En particulier, le Titulaire s'engage à atteindre le niveau de propreté dit amélioré (PA) avec les compléments apportés par le maître d'ouvrage qui se traduit par :

- le nettoyage des véhicules : deux fois par semaine et à la sortie des véhicules,
- le nettoyage de la voirie empruntée : deux fois par semaine,
- la mise en place d'un dispositif de nettoyage complet des roues des camions de chantier devant emprunter la voirie publique,
- le bâchage systématique des camions transportant des déblais,
- les prestations concernant les clôtures : planches neuves, panneaux (de tôle, de plastique etc.) de réemploi en bon état, dispositif anti-affiche, grillage en métal déployé,
- installations de bureaux et d'hébergement du personnel : modules ou baraquements en bon état, fraîchement repeints,
- Désinfection hebdomadaire totale des locaux de chantier par une entreprise spécialisée (attestation hebdomadaire à remettre),
- Installations de poubelles à pédale,
- Installation de points d'eau à l'extérieur de la base-vie en cas de condamnation des sanitaires d'étages existants.

Les Entrepreneurs et les installateurs doivent, pendant les travaux, la protection, la surveillance et le propre nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravas afin de livrer les lieux, matériel et installations en parfait état de propreté. Le Titulaire devra mettre en œuvre la réglementation relative aux déchets de chantier et a à sa charge l'organisation du tri et l'évacuation de ceux-ci.

Si, malgré ces prescriptions, et après constat contradictoire, le site du chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisant pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état définitif de nettoyage souhaité, la MOE pourra ordonner, chaque fois qu'il jugera nécessaire, le nettoyage du chantier ; les frais correspondants seront imputés au Titulaire.

Dans le cas où, malgré les ordres de service, ce nettoyage n'aurait pas été réalisé de façon satisfaisante, le Maître d'Ouvrage pourra après mise en demeure faire appel à une Entreprise spécialisée de nettoyage, aux frais du Titulaire.

Les Entrepreneurs et installateurs amenés à intervenir sur le chantier prendront toutes dispositions pour protéger de façon efficace, pendant le cours des travaux, tous les matériaux, appareils, canalisations, revêtement, bâtiments existants et en cours de construction etc. Dans tous les cas, ils en feront leur affaire personnelle en relation avec les autres entreprises, et ce jusqu'à la réception des installations, en s'engageant en cas de besoin à garantir le Maître d'Ouvrage contre toute responsabilité à l'occasion de dégâts, détournements, etc.

11.6.2. SIGNALISATION DU CHANTIER

Le Titulaire doit tout balisage selon les besoins du code de la route et du PGC.

11.6.3. NUISANCES LIÉES AU CHANTIER

Le chantier devra être conduit de façon à causer un minimum de gêne aux riverains.

Le Titulaire garantit que les engins de chantier qu'il utilisera seront homologués, en matière d'émissions de bruits en particulier, lorsque cela est réglementaire.

Toute précaution sera prise pour éviter les nuisances sonores trop importantes de la part des engins de chantier.

L'activité du chantier, en période nocturne, ne devra entraîner aucune nuisance sonore, sauf conditions particulières et après accord du Maître d'Ouvrage.

Toute précaution sera prise pour limiter l'émission de poussières.

En outre, le Titulaire respecte les dispositions relatives à la charte environnementale d'organisation du chantier décrite dans la notice environnementale (PIECE n° [•] du Marché).

11.7. Horaires de travail

Le Titulaire garde la responsabilité de l'obtention selon le code du travail et le règlement de Ville des autorisations administratives nécessaires, selon la durée ou la période de travail de ses équipes de personnel.

ARTICLE 12. PROVENANCE – QUALITE – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

12.1. Provenance des matériaux, matériels et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G devra être soumis à la MOE.

Emploi de techniques non courante : dans le cas exceptionnel de mise en œuvre de techniques non courantes et après accord exprès du Maître d'Ouvrage, le Titulaire prendra à sa charge l'ensemble des compléments de police d'assurance MOTNC que les autres acteurs de l'opération

auront dû souscrire, ce qui inclut les surcouts des polices d'assurance de la maîtrise d'ouvrage (Domage-ouvrage + CCRD) et de ses prestataires intellectuels.

12.2. Caractéristiques – qualités – vérifications —essais - épreuves

Les travaux traditionnels sont soumis aux dispositions des Eurocodes, normes, lois, décrets, arrêtés, en vigueur.

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toute malfaçon et présenter toute la perfection nécessaire, sur les aspects techniques et esthétiques. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais du Titulaire.

Pendant l'exécution des travaux et pendant toutes les périodes de garantie, le Titulaire doit se soumettre à toute vérification qui serait demandée par la MOE, le CSPS, le CT, et se prêter à toutes opérations telles que déposes, sondages, le tout à ses frais avancés, risques et périls.

Au cas où le remplacement des matériaux ou la réfection des ouvrages seraient reconnus nécessaire par la MOE, le Titulaire supporterait les dépenses qu'entraînent ces réfections et réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice des indemnités mêmes locatives s'il y a lieu.

Dans le cas contraire, les dépenses d'investigations et de remises en état éventuelles seront à la charge du Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des fautes ou malfaçons commises par les entrepreneurs spécialisés dont il s'est assuré le concours, leurs agents ou leurs ouvriers.

En cas d'emploi de procédés ou d'appareils brevetés, en tout ou en partie, le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre toutes revendications des tiers et notamment des titulaires des brevets.

Toutes justifications, tous résultats d'analyses et d'essais seront donnés à la MOE, au CSPS, au CT suffisamment tôt pour permettre leur examen et éventuellement leur modification.

Le Titulaire est pleinement responsable de la précision de ses études, mesures, mises au point de travaux.

Il devra comparer et vérifier d'une façon continue toutes les dimensions et alignements.

12.2.1. VÉRIFICATIONS SUR CHANTIER

Les études du Titulaire définissent les compléments et dérogations éventuels à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG après accord de la MOE concernant les caractéristiques et qualités des éléments de l'installation, du matériel de base, des appareils, des matériaux et des produits.

Ils définissent également les modalités de vérification, essais et épreuves de ces caractéristiques et qualités, sur le chantier.

Ces vérifications, essais et épreuves, sont effectuées sous le contrôle de la MOE et du CT par le personnel du Titulaire, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs disposant des appareils de mesure nécessaires, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix du Marché.

Toutefois, ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'Ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.2.2. VÉRIFICATIONS EN USINE

Les études du Titulaire précisent quels matériaux et éléments de l'installation, matériel de base, appareils, font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins du Titulaire, de ses sous-traitants éventuels ou de ses fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications sont assurées sous le contrôle de la MOE par le personnel du constructeur ou fabricant, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix global forfaitaire du Marché.

Toutes ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'Ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.2.3. ESSAIS ET VÉRIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES

La MOE peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le Marché :

- s'ils sont effectués par le Titulaire par suite d'anomalies constatées, ils sont à la charge du Titulaire ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître d'Ouvrage, à moins qu'il ne s'agisse de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par l'Entreprise, et présentant des anomalies.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux.

12.2.4. ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES

Le Titulaire devra présenter un échantillonnage complet des matériels, matériaux et fournitures qu'il utilisera pour réaliser l'ouvrage en conformité au CCTP et Cahier d'Ambiance (Pièce N° [•]) présenté à l'offre.

A la suite de cette présentation, le Maître d'Ouvrage fixe son choix.

Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à proximité de la base vie du chantier et n'en sont retirés qu'après accord de la MOE.

Après choix et confirmation, les appareils devront être livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine et munis de leurs étiquettes d'origine.

Le Titulaire réalisera les témoins dans un calendrier de réalisation des travaux qui permet leur acceptation par le Pouvoir Adjudicateur.

Conformément au CCTC, aux prescriptions des CCTP et à la note Acoustique il devra être réalisé, au titre du Marché.

Les espaces témoins devront permettre la réalisation de tests acoustiques *in situ* représentatifs du site ; ainsi le Titulaire ne devra pas choisir d'implanter les locaux témoins dans des dispositions particulières propres à fausser le jugement des tests – il est par ailleurs rappeler que l'acoustique

est un engagement ferme dû par le Titulaire indépendamment des résultats obtenus sur les locaux témoins.

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution, les matériaux et fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé, de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'Art et de la bonne construction, à l'exception des produits en réemploi qui seront strictement limités aux suivants :

Matériaux fléchés dans la note Environnementale :

In situ, issu des travaux de réaménagements et des travaux de la crèche :

- Moquettes,
- Faux-plafonds,
- Luminaires,

Ex situ :

- Faux-plafonds,
- Ardoise pour jardinière,
- Platelage bois,

Et qui en tout état de cause devront répondre aux exigences décrites aux pièces du Marché et notamment au CCTP.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante, suivie et de bonne qualité.

Les appareils devront avoir une estampille ou un certificat de qualité, délivré par un Organisme Officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.

Les appareils devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.

Les appareils devront être agréés par les services publics ou par les sociétés concessionnaires, lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du Maître d'Ouvrage.

La MOE se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais du Titulaire, tout appareil, matériel ou matériau qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme aux spécifications contractuelles.

Tout matériel commandé avant l'acceptation des échantillons par le Maître d'Ouvrage pourra être refusé.

La constitution de prototypes pourra être demandée au Titulaire, dont les frais seront intégrés dans l'offre.

12.2.5. COMMANDES DE MATÉRIELS - MATÉRIAUX – FOURNITURES

Les commandes de matériels, matériaux, fournitures devront être conclues dès l'acceptation des échantillons par le Maître d'Ouvrage.

Lorsque le Titulaire propose une marque avec une équivalence, il s'expose à ce que le Maître de l'Ouvrage refuse l'équivalence et retienne la marque initialement proposée.

Elles tiendront compte des impératifs dus au planning des travaux. En particulier, elles ne devront pas permettre la rupture des stocks sur le chantier. Le montant de l'avance prend en compte la possibilité de commandes anticipées pour prévenir les risques de difficultés d'approvisionnement.

Sur simple demande, le Titulaire devra remettre à la MOE les attestations de ses fournisseurs garantissant l'exécution stricte des commandes.

Si le dossier marché impose au Titulaire de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, le Titulaire n'en devra pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

12.2.6. PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ (PAQ)

Les sujets sensibles du projet devront faire l'objet d'un PAQ, à mettre au point entre la maîtrise d'ouvrage, la MOE et le Titulaire. Ce ou ces PAQ porteront notamment sur :

- Incorporations et passages de câbles non apparents ;
- Toute technique particulière mise en œuvre.
- Adaptations acoustiques des cloisonnements au droit des façades et par cas particuliers (adaptions sur charpente métalliques, adaptations sur menuiseries extérieures, adaptations sur coffre de stores, ...)
- Mise en œuvre des cloisons et vitrages de performances sensibles (CR4, FB6, ...)
- Suspension des luminaires sur câbles restaurant
- Suspension sur câble des luminaires cafétéria et des tubes acoustique

ARTICLE 13. RECEPTION DES TRAVAUX

13.1. Définition

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies au C.C.A.G. travaux.

La réception des travaux s'effectue conformément aux stipulations prévues au CCAG-Travaux relatifs à la réception, aux réceptions partielles et à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions du C.C.A.G. Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation au CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

Sauf disposition figurant au sein des C.C.T.P., la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- Les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages pour les lots techniques ;
- Les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;

Sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

Conformément au CCAG Travaux, une période d'épreuve de 9 mois est prévue pour la vérification de l'ensemble des systèmes qui composent l'ouvrage dans le respect des objectifs programmatiques fonctionnels, techniques et de performance fixés (chauffage, ventilation, climatisation, rafraichissement, éclairage, système de sécurité incendie, sûreté, appareils élévateurs, GTB, ...).

13.2. Demande de réception

En fin d'opération, le Titulaire produit un constat d'achèvement des obligations contractuelles établi par la MOE.

Sur la base de ce constat d'achèvement validé par la MOE, le Titulaire est fondé à demander par écrit l'organisation des opérations préalables à la réception au Maître d'Ouvrage et à la MOE.

La MOE débute la procédure préalable à la réception des ouvrages (OPR) selon les modalités prévues ci-après dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la demande exprimée par le Titulaire. Par dérogation aux dispositions du CCAG Travaux.

13.3. Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception s'effectuent dans les conditions définies au CCAG Travaux. Le Titulaire met à dispositions du Maître d'Ouvrage et de la MOE l'ensemble des matériels permettant d'effectuer les contrôles.

La MOE est associée aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement. Elle participe ainsi :

- aux opérations préalables à la réception des travaux,
- au suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- à l'examen des désordres signalés par le Maître d'Ouvrage et la MOE,
- à la collecte et vérification du dossier des ouvrages exécutés, nécessaire à leur exploitation.

13.4. Proposition au Maître d'Ouvrage

Dans le délai de 5 jours suivant la date du procès-verbal des OPR, la MOE fait connaître au Titulaire s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

13.5. Décision du Maître d'Ouvrage

La réception est prononcée sous réserve après constat de l'exécution complète du marché, et des essais décrits aux attestations d'essais de fonctionnement (AEF) publiés par l'AQC (en remplacement des PV COPREC) concluants (à la charge du Titulaire), de la levée des avis suspendus et défavorables du CT, de la constitution du DOE.

Il est à noter que les constats de la bonne satisfaction de l'atteinte des performances de l'ouvrage feront l'objet de réserves s'ils n'ont pu être établis au moment des OPR.

13.6. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Si certaines parties des ouvrages devaient être mises à disposition du Maître de l'Ouvrage alors que les travaux ne sont pas tout à fait achevés, cela ne vaudrait pas prise de possession ni réception partielle tacite, le Titulaire conservant toutes ses responsabilités à cet égard.

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux. L'état des lieux sera dressé contradictoirement entre la MOE et le Titulaire.

Dans le cas où le délai global d'exécution se trouverait dépassé par la faute exclusive du Titulaire et plus particulièrement dans le cas où les travaux auraient fait l'objet d'un refus de réception, le Titulaire peut être contraint de mettre à disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore entièrement terminés ou réceptionnés.

Enfin, si cette occupation partielle nécessite la mise en route des équipements techniques avant la fin du délai contractuel, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant-mainteneur.

Sans préjudice de ce qui est décrit ci-dessus, des précisions concernant certaines mises à disposition sont décrites à l'article n° 14 des présentes.

13.7. Évacuation du chantier

Au terme des travaux, le Titulaire enlèvera à ses frais tous les matériaux non employés, les déchets de toutes espèces ainsi que les ouvrages provisoires. En cas de retard, il sera passible de la pénalité définie à l'annexe 1 du présent CCAP / « repliement des installations de chantier ».

En outre, le Titulaire procédera à la remise en état complète des lieux qui auraient fait l'objet de détériorations dûment constatées, par des installations et/ou engins de chantier, tant à l'intérieur du lieu des travaux qu'aux abords immédiats.

Si l'exécution n'était pas terminée dans le délai prescrit, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, 2 semaines (14 jours calendaires) après la mise en demeure, de procéder à l'enlèvement et faire transporter à la décharge publique, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais du Titulaire, et sans qu'il puisse faire réclamation, la pénalité précitée étant en outre appliquée.

13.8. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le Titulaire devra remettre dans les conditions du CCAG Travaux à la réception, tous les plans et documents conformes à l'exécution dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) tel que décrit

aux documents du Marché et notamment les CCTP par dérogation du CCAG Travaux. Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés feront l'objet d'un DOE unique à l'issue du recollement avec le DOE de la VEFA (mise jour par compléments ou substitutions de pièces, mise à jour des sommaires, ...), et, devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- d'exploiter le bâtiment,
- d'effectuer tous travaux neufs d'aménagement ou de renouvellement, dans les moindres détails.

Cette documentation, en français, devra comprendre notamment :

- le DOE de la VEFA mis à jour conformément à l'exécution,
- les pièces du dossier marché mises à jour conformément à l'exécution,
- les plans de récolement et les notes de calculs,
- les bordereaux de suivi de déchets,
- les plans des réseaux extérieurs dont le classement « A » est attesté par un géomètre-expert,
- toutes notices de fonctionnement, d'entretien et spécifications nécessaires au bon usage, au bon entretien et à la bonne exploitation des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans d'ensemble et de détails de l'installation et du matériel, conformes à l'exécution,
- les plans synoptiques de distribution des fluides,
- les notices de fonctionnement et d'entretien concernant l'installation et le matériel utilisé,
- la nomenclature détaillée des pièces de rechange avec désignation complète et précise,
- les procès-verbaux complets d'essais en usine du constructeur pour tout appareil installé (moteurs, transformateurs, ventilateurs, pompes, compresseurs, chaudières, etc.),
- mise à jour du calcul RT 2020(ou réglementation en vigueur) définitif d'EXE si concerné,
- la maquette BIM mise à jour,

13.9. Délai de levée de réserves

En application du CCAG-Travaux, s'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder **trois mois**. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, prévu au CCAG-Travaux.

ARTICLE 14. MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES – INTERVENTION DE TIERCES ENTREPRISES

14.1. Objet

L'Entrepreneur accepte que le Maître d'Ouvrage ou les futurs utilisateurs des locaux puissent effectuer divers travaux sous la surveillance du Titulaire, avant la réception des travaux d'aménagements (objet du jalon partiel de l'article 4.3.4 des présentes), en même temps que ces derniers, objet du Marché, dans le cadre de mise à disposition anticipée de zones qui ne vaudront pas transfert de la garde du chantier qui sera conservée par le Titulaire.

Il est précisé que les « entreprises tierces », « tiers » dans cet article concernent les entreprises missionnées directement par le Maître de l'Ouvrage - sont ainsi exclues les sous-traitants quel que soit leur degré de sous-traitance, les cotraitants, les membres du groupement titulaire, leurs fournisseurs, leurs fabricants, leurs prestataires quels qu'ils soient.

Une convention de mise à disposition fixant les conditions et modalités de celle-ci sera signée selon le modèle figurant en annexe [•] des présentes.

La rémunération du Titulaire sera dans ce cas incluse dans ses honoraires pour les travaux tiers suivants :

- Travaux de la crèche,
- Travaux de mise en œuvre du brouillard d'eau dans le parking,
- Travaux de mise en œuvre des clôtures périphériques définitives,
- Travaux d'installations des entreprises en charge de l'exploitation-maintenance (notamment restauration),
- Travaux de mise en œuvre du mobilier, raccordement mobilier aux nourrices, etc.
- Travaux d'installations de la solution DAS, WIFI, IT, tablettes de réservations de salles, autres réseaux de communications de la DTNUM,
- Travaux d'aménagement des coques commerciales,

Cette rémunération comprend notamment tous les frais du Titulaire (pilotage, études nécessaires, frais généraux, frais de chantier, gestion des zones logistiques, S.A.V., assurances, ...). Toutefois si l'entreprise tierce retenue utilise des moyens présents sur le chantier appartenant au Titulaire alors celle-ci participera de ce fait au compte prorata.

Ces zones et les dates de Mise à disposition anticipée sont celles visées des dates jalons et délais partiels identifiées à l'article n° 4.3.8 des présentes.

Si d'autres travaux tiers devaient avoir lieu, la rémunération du Titulaire sera dans ce cas égale à [•] % du montant HT des travaux confiés à l'entreprise tierce représentant tous les frais de l'Entrepreneur (pilotage, études, frais généraux, frais de chantier, S.A.V., assurances, ...). Ce coefficient sera de [•] % si l'entreprise tierce retenue utilise des moyens présents sur le chantier et participe de ce fait au compte prorata.

14.1.1. Précisions sur la mise en œuvre du mobilier et le raccordement de celui-ci

Selon le planning de validation du micro-zoning et calendrier de travaux il sera procédé aux étapes ci-après. L'entreprise assurera l'intégration des mesures conservatoires, s'assurera de la compatibilité d'intégration, et coordonnera les enchaînements de tâches de l'ensemble des travaux des tiers. Ces travaux des tiers seront également représentés au calendrier d'études et de travaux de l'entreprise.

Les tâches d'intégration du mobilier porteront notamment sur (liste non limitative):

- Dépose moquette

- Ouverture faux-plancher
- Pose et/ou modification chemin de câble et/ou emplacement nourrices
- Tirage de câbles CFO y compris calfeutrements
- Tirage de câbles Cfa autre que GTB y compris calfeutrements, par les tiers
- Fermeture de plancher y compris déplacement des dalles avec balayettes passe-câbles
- Repose moquette
- Dépose faux-plafonds
- Reprise réseaux CVC, CFO et Cfa (GTB et SSI) et terminaux CVC, CFO et Cfa (GTB et SSI) en faux-plafond
- Reprise réseaux et terminaux autre que GTB en faux-plafond, par les tiers
- Pose et/ou modification chemin de câble
- Tirage de câbles CFO y compris calfeutrements
- Tirage de câbles Cfa (GTB et SSI) y compris calfeutrements
- Tirage de câbles Cfa autre que GTB y compris calfeutrements, par les tiers
- Repose des faux-plafonds
- Pose des cloisons amovibles et non amovibles
- Incorporation CFO et Cfa dans les cloisons le cas échéants
- Fermeture cloisons
- Pose des goulottes 2 ou 3 compartiments
- Tirage de câbles CFO
- Tirage de câbles Cfa (GTB et SSI)
- Tirage de câbles Cfa autre que GTB, par les tiers
- Pose des terminaux CFO dans les cloisons
- Pose des terminaux Cfa autre que GTB dans les cloisons, par les tiers
- Pose du mobilier par les tiers
- Raccordement du mobilier par les tiers
- Essais CFO/Cfa à l'avancement par l'entreprise et les tiers selon périmètre travaux

14.1.2. Précisions sur les travaux d'installations de la solution DAS, WIFI, IT, autres réseaux de communications de la DTNUM

L'entreprise tiendra compte qu'il est possible dans certains locaux, qu'il soit nécessaire de procéder aux OPR, avant les interventions complètes des prestataires du MOA. Il sera alors procédé, au cas par cas des locaux, et à la discrétion de la MOE, soit (liste non limitative):

- La repose des faux- planchers (compris moquette) et des faux-plafonds au préalable des OPR
- La repose après OPR et au plus tôt après passage des prestataires du MOA ; aussi bien pendant la période de levé des réserves que celle d'Exploitation-Maintenance.
- La repose, par les prestataires du MOA, des faux- planchers (compris moquette) et des faux-plafonds au préalable des OPR

14.1.3. Précisions sur les travaux de la crèche, le brouillard d'eau et dans le parking et les clôtures périmétriques

A la prise de possession du site par l'entreprise, celle-ci intégrera à sa proposition d'installations de chantier et de calendrier de travaux de :

- La réalisation d'une Crèche à RDC du bâtiment B1B (Ampère), dans son connecteur sud et une partie de son aile. Les interventions concerneront le R-1 (passage de réseaux notamment), le RDC, et les niveaux supérieurs (passage de gaine notamment).
- La mise en œuvre d'un système d'extinction par brouillard d'eau sur l'ensemble du parking. Les interventions concerneront le R-1 et le R-2.
- La mise en place des clôtures définitives, portes et portillons du site. Les interventions concerneront le périmètre extérieur de la parcelle.

14.2. Modalités d'Intervention

Il est entendu que les entreprises mandatées par le Maître d'Ouvrage ou les futurs utilisateurs doivent respecter les règles de fonctionnement du chantier qui seront établies par le Titulaire pendant la période de préparation et soumis à la validation du Maître d'œuvre d'Exécution.

En cas de désaccord sur les modalités d'intervention et d'accès, celles-ci seront définies de droit par le Maître d'œuvre d'exécution sans perturber le bon fonctionnement du chantier.

Le Titulaire s'oblige, à compter de l'intervention des entreprises tierces chargées de ces travaux à :

- assurer l'ordonnancement, le pilotage et la coordination nécessaires pour que ces travaux soient réalisés concomitamment avec la fin du chantier des travaux du Marché ou selon l'état d'achèvement qui sera convenu avec le Maître de l'Ouvrage préalablement à l'intervention des entreprises tierces;
- s'assurer, de concert avec le ou les Coordonnateur SPS, que l'intervention de la ou des entreprises en charge de ces travaux respecte les règles de sécurité ;
- s'assurer, de concert avec le ou les Bureaux de Contrôle, que l'intervention de la ou des entreprises en charge de ces travaux ont bien reçu les VISA et avis conformes notamment pour ce qui concerne les ouvrages qui toucheraient simultanément le Titulaire et les entreprises tierces ;
- s'assurer, de concert avec le ou les CSSI, que l'intervention de la ou des entreprises en charge de ces travaux ont bien respecter les procédures, VISA et avis notamment pour ce qui concerne les ouvrages qui toucheraient simultanément le Titulaire et les entreprises tierces ;
- faire respecter le règlement de chantier ;
- réaliser les consignations des différents réseaux, mises en sécurité et opérations diverses - notamment sur les ouvrages extérieurs aux zones mises à disposition – nécessaires à la bonne exécution des travaux tiers ainsi qu'au maintien en bon fonctionnement des installations du site,
- à permettre aux entreprises réalisant ces travaux de participer au compte prorata et d'utiliser les installations du chantier ;
- à mettre à la disposition de ces entreprises les moyens de levages, de livraison, de stockage, de logistique ou plus généralement d'interventions.

14.3. État des Lieux

Pour les mises à dispositions des locaux dans lesquels le Titulaire et les entreprises tierces interviennent, un état des lieux contradictoire sera réalisé aux frais du Titulaire entre celui-ci, les entreprises tierces, le promoteur de la VEFA (s'il est toujours dans la cause) et le Maître d'œuvre d'Exécution.

Avant début d'exécution des travaux et à la fin des travaux, le Titulaire fait établir à ses frais tous les états des lieux avec constats d'huissiers, photos, relevés ou autres documents utiles à la détermination et/ou la préservation de sa responsabilité vis à vis des Tiers privés et publics et du Pouvoir Adjudicateur.

Après la mise à disposition de ses locaux et pendant la durée des travaux des entreprises tierces, le Titulaire n'est pas responsable des dégradations éventuelles occasionnées auxdits locaux par ces entreprises tierces.

Le Représentant du Pouvoir adjudicateur et toute partie intéressée sont invités par le Titulaire à participer à ces états des lieux. Les constats sont communiqués au Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le périmètre de l'état des lieux intègre notamment l'ensemble des ouvrages propriété du Pouvoir Adjudicateur, implantés sur le site et susceptibles d'être dégradés en cours d'opération.

ARTICLE 15. ECONOMIE CIRCULAIRE

Le Titulaire devra notamment respecter l'article 58 de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECE). Il aura l'obligation de répondre aux exigences du décret n° 2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

ARTICLE 16. PRIX

Par dérogation au CCAG Travaux.

16.1. CARACTÈRE DES PRIX

Conformément aux dispositions du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage, sauf mention contraire expresse dans les documents particuliers du marché public.

Les prix contractuels sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les mentions relatives à la TVA, taux et montant, n'ont qu'une valeur indicative et ne s'imposent aucunement à l'administration en cas de divergence de taux par rapport à la légalité fiscale.

En cas d'erreur sur le taux de la taxe sur la valeur ajoutée commise par le titulaire, les prestations seront payées sur la base du taux de TVA rectifié.

Le présent marché comporte des prestations à prix global et forfaitaire pour la partie réalisation des travaux et des prestations à prix unitaires pour la partie exploitation-maintenance.

- des **prix forfaitaires** qui s'appliquent aux prestations décrites dans le CCTP et identifiées dans le cadre décomposition des prix forfaitaires (DPGF) annexée à l'acte d'engagement (AE) du présent marché. Pour rappel, le prix forfaitaire rémunère le titulaire pour une prestation indépendamment des quantités mises en œuvre pour leur réalisation.

- des **prix unitaires** déterminés à partir des prix indiqués dans le cadre d'un bordereau unitaire de prix (BPU) annexé à l'acte d'engagement (AE). Les prestations à prix unitaires font l'objet d'un bon de commande conformément aux dispositions à l'article 16.2 du présent CCAP.

16.2. Modalités de passation des bons de commande

Les prestations exécutées par de bons de commande sont émis sur demande expresse de l'administration et adressés au titulaire par échanges électroniques.

Chaque bon de commande émis indique notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro et la date d'émission de la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- Les quantités, délais et lieux d'exécution ;
- Le coût total H.T, le taux de T.V.A et le coût T.T.C de la commande ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- Le code du service exécutant.

Les modalités de règlement des travaux réglés à bons de commande sont les suivantes :

Concernant les travaux sur bons de commande réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant au sein du bordereau des prix unitaires (BPU), les paiements sont effectués après exécution des travaux, objet de chaque commande. Chaque commande fait l'objet d'une facturation séparée.

Les travaux sur bon de commande qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent également droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. La périodicité du versement des acomptes est fixée mensuellement et dans les mêmes conditions que pour les prestations liées réglés au forfait.

16.3. CONTENU DES PRIX

16.3.1. Prix relatifs à la phase travaux d'aménagement

Les prix du marché sont donnés hors TVA et comprennent tous les droits et taxes relevant de la propriété industrielle ou commerciale ainsi que les dépenses communes du chantier visées à l'article [•] du présent CCAP.

Ces prix sont établis en prenant en considération :

- les conditions de fondations et de mise en œuvre du génie civil résultant de la nature du sol et du sous-sol,
- l'état de livraison des ouvrages par le promoteur de l'opération,
- les contraintes dues à l'utilisation du domaine public et maintien du fonctionnement des services publics,

- la présence de canalisations et réseaux sur le site dont le Titulaire aura à charge les dévoiements éventuels,
- les conditions d'intempéries et autres phénomènes naturels tels que décrits à l'article [•].

Sont également inclus dans les prix, outre les dépenses visées à l'article [•] « organisation du chantier, sécurité et protection de la santé » :

- l'ensemble des frais de reproduction,
- les frais d'études du projet ainsi que les frais de contrôle général d'exécution des travaux et installations jusqu'à la réception des ouvrages, y compris tous les essais,
- les frais d'études pour les adaptations éventuelles pendant la réalisation des travaux qui ne résulteraient pas de modifications demandées par le Maître d'Ouvrage,
- la cession des droits de propriété intellectuelle (études, BIM...)
- les frais des études géotechniques cas échéant,
- les frais d'établissement des dossiers en vue des procédures administratives rendues nécessaires à la bonne exécution des prestations (non compris les autorisations administratives déposées par le Maître de l'Ouvrage décrites à l'article 1.10 des présentes),
- les frais d'ordonnancement pilotage et coordination des études et des travaux,
- les frais d'ordonnancement pilotage et coordination des travaux des opérateurs tiers et de gestion des zones et locaux mis à leur disposition,
- les frais pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants,
- les frais d'établissement des plans de détails d'exécution, des schémas d'installations, nécessaires à l'exécution des travaux, des plans de synthèse,
- les frais d'établissement des DOE,
- les frais d'information et de formation du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations, limité au maximum à 4 demi-journées par fonction technique (téléphonie, alarme incendie, contrôle d'accès et installation de traitement d'air...),
- les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et de plus précisément, celles résultant des règlements du ministère du travail et les recommandations de l'OPPBTP,
- toutes mesures à prendre pour la sauvegarde, la bonne conservation ou la remise en état des ouvrages et des lieux,
- les frais de mesures de prévention de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs sur le chantier,
- les dépenses liées à la propreté de la zone, ainsi que l'évacuation et, le cas échéant, au traitement des déchets générés ou induits par l'intervention du Titulaire,
- aux frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés,
- aux frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels existants sur l'installation et détériorés par l'entreprise,

- les frais et impôts de toutes natures frappant de quelque façon que ce soit les salariés, le matériel, les ingrédients, etc. ou les ouvrages ou parties d'ouvrages,
- les frais et sujétion découlant :
 - des exigences techniques de l'application de la réglementation en matière de sécurité, appréciation des risques, etc.,
 - de la vérification réglementaire des installations techniques, matériels électriques, etc.,
- les mesures et dispositions nécessitant ou non des travaux demandées pour mise en conformité par la CRAMIF, l'inspection du travail ou la médecine du travail (y compris la prise en compte des dispositions ou réclamations des instances locales) ainsi que celles découlant du PGC et de ses adaptations au fil du projet,
- les frais d'assistance des périodes de garantie (incluant les essais de garanties),
- les frais de levée des réserves et réparation des désordres pendant la période de garantie,
- les frais de cautions bancaires éventuelles,
- les frais de brevet liés à l'emploi des matériaux et matériels prévus par le Titulaire,
- les frais d'assurance et de garanties conformément au CCAP,
- les frais de protection des ouvrages et tous les frais découlant de l'application du CCAG Travaux et du programme des besoins,
- la marge bénéficiaire du Titulaire.

Les prix du marché comprennent tous les travaux et fournitures accessoires qui auraient pu échapper au détail de la description des ouvrages, mais qui sont le complément indispensable pour le complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art, et de la bonne construction.

Par la suite, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération et devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main d'œuvre nécessaire afin d'obtenir les performances garanties et l'achèvement complet des installations.

Le prix du marché ne tient pas compte :

- Des frais de contrôle technique qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage sauf AEF-AQC (ex COPREC) et Consuels à la charge du Titulaire ;
- Des frais de coordination SPS qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage.
- Des montants relatifs à partir de la phase exploitation à la fourniture des ressources (énergie, eau potable, communications) qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

16.3.2. Prix relatifs à la phase exploitation maintenance

Le Prix des Prestations d'Exploitation est réputé comprendre, notamment (liste non limitative) :

- La valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire ;
- Toutes les opérations de gros entretien et renouvellement énumérées dans le Programme et l'offre technique du Titulaire (note/plannings d'exploitation-maintenance) ainsi que celles

qui, en cours d'exécution, s'avèreraient nécessaires à la remise des ouvrages à l'issue du marché dans l'état précisé à l'article [•];

- Toutes les opérations d'exploitation et de maintenance énumérées dans le Programme Technique et dans l'offre technique du Titulaire (note exploitation-maintenance et planning) ;
- Le pilotage de l'exploitation-maintenance de l'immeuble et de la performance sur le périmètre du marché ;
- La mise en œuvre des actions attendues dans le cadre du pilotage et du suivi de la performance et notamment de la mise en œuvre du Plan de Mesures et de Vérifications ;
- Les actions correctives en cas de non-respect de l'Objectif de Performance ;
- Les actions de formation et de sensibilisation réalisées à destination des gestionnaires et des usagers du bâtiment, selon les engagements du Titulaire figurant dans son offre technique.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage.

16.4. Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance est accordée.

Pour toutes les prestations traitées à prix forfaitaire, une avance est accordée dans les conditions définies à l'article R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique, soit « lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 €HT et si le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois ».

Pour toutes les prestations traitées à bons de commande, une avance est également accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. L'avance est versée au titulaire en une seule fois pour chaque bon de commande.

Conformément à l'option A de l'article 10 du CCAG-Travaux, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique en respect des conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 (TRENTÉ) %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique à savoir 5 (CINQ) %.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 (TRENTÉ) jours à compter de la date de notification du marché.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code précité.

Elle s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte et sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde, dès que le montant du lot concerné atteint ou dépasse 65,00 % (pour les prestations réglées à prix global et forfaitaire) ou dès que le montant du bon de commande atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande). Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations

exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

16.5. Règlement des comptes

Par dérogation au CCAG Travaux (intégration des prestations de service intellectuel et de maintenance).

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L 2191- 4 et R 2191 20 à R 2191-22 du code de la commande publique.

La périodicité des acomptes est mensuelle. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

16.5.1. PROJETS DE DÉCOMPTES ET RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des prestations se fait par des acomptes mensuels et un solde, dans les conditions prévues ci-dessous.

Au plus tard le 15 de chaque mois, le Titulaire remet au Représentant du Pouvoir adjudicateur un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent ou antérieur, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du Marché depuis le début de celui-ci.

Ce projet s'appuie sur la décomposition du prix global et forfaitaire figurant en annexe [•] de l'Acte d'Engagement, et est accompagné :

- de la répartition des prestations entre les cotraitants ;
- les sommes à payer aux sous-traitants.

Le défaut de remise du projet de décompte mensuel entraîne l'application des pénalités prévues à l'Article 5 du présent CCAP.

Outre les mentions prévues par la réglementation, les demandes de paiement indiquent le numéro du marché, le montant de la variation des prix et la référence obligatoire à mentionner communiquée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le projet de décompte ainsi établi par le Titulaire est accepté ou rectifié par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas de caractère définitif et ne lient pas les Parties.

Le titulaire émet alors la facture qu'il dépose sur le portail de facturation dans les conditions précisées à l'article 16.5.4 ci-après.

Un double des demandes d'acomptes et les pièces jointes sont transmises simultanément au Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Mandataire ou un représentant qu'il aura dûment désigné sont les seuls habilités à présenter les projets de décomptes.

Constatations des prestations réalisées pendant la Phase n°1 des Travaux d'Aménagements

Le projet de décompte est établi en fonction des valeurs d'avancement de chacune des composantes du coût des Travaux d'Aménagements telles que mentionnées au cadre de

Décomposition du Prix Global et Forfaitaire auquel s'ajoute éventuellement la valeur des bons de commandes exécuté.

Constatations des prestations réalisées pendant la Phase n°2 d'Exploitation-maintenance

Pendant la phase d'Exploitation-Maintenance, le règlement des Prestations d'Exploitation-maintenance se fait, par des acomptes trimestriels (calculés sur la base du quart du forfait annuel d'exploitation technique) auquel s'ajoute éventuellement la valeur des bons de commandes exécutés.

16.5.2. Paiement pour solde et décompte général global du marché :

16.5.2.1. Décompte général partiel définitif

A l'issue de l'achèvement complet de la Phase Travaux d'Aménagement, le Titulaire transmet un projet de décompte général partiel au Représentant du Pouvoir adjudicateur dans les trente (30) jours suivant l'achèvement complet et sans réserve.

Ce projet de décompte général partiel récapitule le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution des prestations de Travaux d'Aménagement (Phase n°1) et constitue la demande de paiement pour solde de ladite phase n°1.

Si le projet de décompte général partiel final pour les Travaux d'Aménagement (Phase n°1) n'est pas remis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans le délai prévu ci-dessus, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut le faire établir, aux frais du Titulaire, après mise en demeure de ce dernier restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours.

Le décompte général partiel adressé au Titulaire est signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Dans un délai de trente (30) jours à partir de la notification du décompte général partiel, le Titulaire renvoie au Représentant du Pouvoir adjudicateur le décompte général partiel revêtu de sa signature, avec ou sans réserve motivée, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général partiel est donnée sans réserve motivée par le Titulaire, ou en cas de silence gardé par le Titulaire dans le délai susmentionné, il devient le décompte général partiel définitif du Marché pour la Phase n°1 Travaux d'Aménagement.

Ce décompte général partiel définitif lie définitivement les Parties et éteint tout recours du Titulaire au titre des prestations du Marché pour la part de la Phase n°1 des Travaux d'Aménagement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

16.5.2.2. Décompte général définitif

Au terme du Marché, le Titulaire transmet son projet de décompte général global au Représentant du Pouvoir adjudicateur dans les trente (30) jours suivant la fin du Marché.

Ce projet de décompte général récapitule le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution des prestations d'exploitation maintenance (Phase n°2), rappelle le montant le décompte général partiel définitif en ce qui concerne les Travaux d'Aménagement (Phase n°1), et constitue la demande de paiement pour solde.

Si le projet de décompte général final pour l'exploitation-maintenance (Phase n°2) n'est pas remis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans le délai prévu ci-dessus, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut le faire établir, aux frais du Titulaire, après mise en demeure de ce dernier restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours.

Le décompte général adressé au Titulaire est signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Dans un délai de trente (30) jours à partir de la notification du décompte général, le Titulaire renvoie au Représentant du Pouvoir adjudicateur le décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserve motivée, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve motivée par le Titulaire, ou en cas de silence gardé par le Titulaire dans le délai susmentionné, il devient le décompte général définitif du Marché et solde le Marché.

Ce décompte général définitif lie définitivement les Parties et éteint tout recours du Titulaire au titre des prestations du Marché.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

16.5.3. VARIATION DANS LES PRIX

16.5.3.1. Modalités de révision des prix

Les prix du marché de réalisation-exploitation-maintenance sont forfaitaires et révisables.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification P(0).

Dans ces formules :

- 0,15 ; 0,20 = termes fixes,
- 0,20 ; 0,80 et 0,85 = coefficients multiplicateur fixe

Pour la phase travaux d'aménagements :

Les prix du marché seront révisés chaque mois avec les coefficients ci-dessous.

Ainsi le prix révisé P(M) des prestations du mois M est alors :

$$P(M) = P(0) \times [0,15 + 0,85 \text{ BT01}_d / \text{BT01}_0]$$

Où :

= **BT01_d** = Indice tout corps d'état définitif connu le dernier jour du mois d'exécution des prestations,
 = **BT01₀** = Indice tout corps d'état définitif du mois zéro correspondant au mois de la notification du Marché,

Nota : La révision ne s'opérera pas pour la période de levée des réserves, les coefficients à prendre en compte seront la part des ouvrages réalisés pendant la levée des réserves sont ceux établis au moment de la réception. Toutefois, en aucun cas l'application des coefficients, ne devra être de nature à prolonger les délais de levées des réserves ou bien augmenter le nombre et la propriété des réserves.

Pour la phase exploitation-maintenance :

Le prix forfaitaire des Prestations d'Exploitation et de Maintenance est révisable annuellement à la date anniversaire du mois de la notification du Marché. La révision est calculée par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [0,20 + 0,80 (0,20 (FSD1n/ FSD1o) + 0,80 (ICHT-IME n/ICHT-IME o)]$$

Où :

- P(n) = Prix révisé ;
- P(0) = Prix initial à la date du mois M₀ correspondant au mois de la notification du Marché;
- FSD1 = « Frais et services divers » modèle de référence n°1 ;
- ICHT-IME = Coût horaire du travail Industries mécaniques et électriques – indice 001565183.

La valeur des indices FSD1n et ICHT-IME_n correspond à la valeur définitive connue le dernier jour du mois n d'exécution des prestations.

avec :

- FSD1 = Indice des produits et services divers
- ICHT-IME = Indice Coût M.O. industries Mécaniques & Électriques La publication de référence est le Journal Officiel.

Le coefficient de révision issu de l'application de ces formules est arrondi au millième supérieur.

Les formules ci-dessus s'appliquent aux prix annoncés dans la DPGF et BPU (pièces n° [•]).

16.5.3.2. Modalités de facturation des révisions

La facturation des révisions de prix sera établie à part de la facturation du principal. La révision mensuelle des prix fera l'objet d'une facturation trimestrielles.

16.5.4. MODALITES DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire. En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, les paiements sont effectués sur chacun des comptes des cotraitants identifiés à l'acte d'engagement.

16.5.4.1. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;

- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxe de la prestation réalisée ;
- le numéro d'engagement juridique.

16.5.4.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du paiement pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Nota : le Titulaire tient compte pour la TVA du mécanisme de l'autoliquidation pour ses sous-traitants « entreprises de travaux »

16.5.4.3. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- du chapitre II du titre IX du livre I^{er} de la deuxième partie du Code de la commande publique (partie législative) ;
- du chapitre II du titre IX du livre I^{er} de la deuxième partie du Code de la commande publique (partie réglementaire) ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La présentation des acomptes et les modalités de transmission seront précisées par le MOA, en dialogue avec le groupement lors de la période de préparation, après notification du marché, parmi les dispositifs suivants :

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI Flex– Échange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- en utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose pour tout type d'entreprises.

ARTICLE 17. TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES ET TRAVAUX MODIFICATIFS

Le respect de son budget est une condition essentielle et déterminante pour le Pouvoir Adjudicateur qui ne peut accepter de Modifications générant une augmentation des coûts du Marché que dans la mesure où une économie corrélative est également mise en œuvre.

Il est en outre formellement convenu que toute modification dans la nature des travaux ou dans leur importance, et notamment tout travail supplémentaire ou surcoût quelconque auquel prétendrait le Titulaire ne peut être effectué et ne sera accepté, ni réglé, sans qu'auparavant un ordre de service conforme aux dispositions de l'article [•] ci-dessus, ou un avenant, n'aient été adressé ou conclu avec le Titulaire. L'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'une quelconque mention sur un compte-rendu de réunion, y compris auquel aura assisté le Pouvoir Adjudicateur ou son Représentant, ne vaut en aucun cas ordre de service.

17.1. Modifications demandées par le Pouvoir Adjudicateur

Dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit durant l'exécution du Marché de demander au Titulaire d'étudier et de réaliser des Modifications des Ouvrages ou de tout équipement qui les compose sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire sa demande de Modification. La modification peut porter sur des travaux modificatifs ou complémentaires (améliorations, extensions dont l'exécution n'aurait pas été décidée lors de la notification du Marché).

Dans un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la réception de cette demande, le Titulaire adresse au Représentant du Pouvoir Adjudicateur, une note comportant les justifications techniques, économiques et financières sur tous les aspects du Marché (Etudes, Travaux, Prestations d'Exploitation) et les incidences sur les délais, ainsi qu'une proposition de délai pour la réalisation de cette Modification. À défaut de réponse dans ce délai maximal, il est fait application de la pénalité prévue à l'article 5 du présent CCAP.

Il est précisé que le Pouvoir Adjudicateur et/ou le Maître d'œuvre pourront demander tous les détails et sous-détails des prix et prestations nécessaires à leur compréhension et prise de décision.

À compter de la date de la transmission de cette note, dans la mesure où elle est considérée complète et recevable par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, ce dernier fait part de sa décision au Titulaire, dans un délai maximal de vingt (20) jours.

Passé ce délai, la proposition sera considérée comme refusée.

Les Modifications sont notifiées au titulaire par ordre de service. Cet ordre de service définit les prestations nouvelles ou modificatives et notifie au titulaire un ou des prix provisoires pour le règlement de ces prestations. Ce ou ces prix constituent des prix nouveaux.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires. Ils sont arrêtés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur après consultation du Titulaire comme indiqué ci-dessus. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de ces prix. Ils sont révisables selon les modalités prévues au présent CCAP.

Les prix nouveaux sont provisoires. Ce sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ni celle du Titulaire. Ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observations à la personne publique en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

17.2. Modifications sollicitées par le Titulaire

Le Titulaire peut proposer au Représentant du Pouvoir Adjudicateur des Modifications. Ces propositions de Modifications doivent comporter les justifications techniques, économiques et financières sur tous les aspects du Marché (Travaux d'Aménagements, Exploitation-Maintenance) et sur les incidences sur les délais ainsi que la confirmation qu'aucune incidence technique ou financière ou performancielle autre que celles décrites ne découlera de la proposition.

Le Titulaire propose un partage de la prise en charge ou de l'économie générée sur le prix des Travaux d'Aménagements et sur celui des Prestations d'Exploitation-maintenance.

La décision prise par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur à la suite de la proposition reçue est notifiée au Titulaire dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception de la demande. Cette décision peut être assortie de réserves.

En cas de désaccord ou de demande de complément d'étude, une nouvelle proposition est transmise suivant la même procédure et les mêmes délais. Si, à la fin du délai global imparti pour l'instruction de cette demande de modification aucune réponse n'est donnée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, la proposition est considérée comme refusée.

Ces délais de réponse ne justifient en aucun cas une prolongation des délais figurant au Calendrier. Le Titulaire doit donc prendre ses dispositions pour présenter les demandes de modification en tenant compte du délai global d'instruction.

Sauf accord des Parties, la Modification n'exonère en aucune sorte le Titulaire de son obligation de respecter les délais fixés dans le Calendrier (Pièces N° [•]).

En l'absence de réalisation de la Modification proposée, les coûts d'études portant sur la proposition de Modification restent à la charge du Titulaire.

En tout état de cause toute modification proposée doit impérativement respecter les conditions imposées par les dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique. L'accord du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sur les Modifications ne décharge pas le Titulaire des responsabilités éventuelles consécutives à ces Modifications.

17.3. Modification des Prestations d'Exploitation

Dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, durant l'exécution du Marché, de demander au Titulaire de modifier les Prestations d'Exploitation-maintenance.

Si la modification des Prestations d'Exploitation-maintenance consiste en des prestations supplémentaires ou en des Modifications impliquant des prestations plus coûteuses pour le Titulaire (interventions nécessitées suite à la faute d'un tiers ; incidents et plan de maintenance), le Titulaire présente en réponse au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de trente (30) jours ou dans le délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur et compatible avec la mise en œuvre de la Modification, un devis des coûts supplémentaires liés à la Modification. A défaut de réponse dans le délai fixé, il est fait application de la pénalité prévue à l'article [•] du présent CCAP.

Les montants correspondants aux coûts supplémentaires proposés par le Titulaire dans ce cadre sont déterminés sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Si la modification des Prestations d'Exploitation-Maintenance consiste en une diminution des Prestations d'Exploitation-maintenance, les montants correspondants sont déterminés sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

A compter de la réception du devis du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître au Titulaire son accord ou son refus du devis. Le défaut de réponse du Pouvoir Adjudicateur de lancer les Modifications dans ce délai équivaut à une renonciation de sa part de la Modification.

En cas de Modification ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer les Prestations d'Exploitation-maintenance, le Prix afférant est ajusté en conséquence, à la baisse ou à la hausse.

17.4. Prestations similaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité de conclure des marchés publics de fournitures ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur l'obligerait à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Conformément aux dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande

publique, lorsqu'un tel marché public est passé, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

17.5. Clause de sauvegarde

Lorsque les conditions de mise en œuvre des Prestations d'Exploitation-maintenance, hors prise en compte de toute prime, pénalité ou réfaction, subissent une variation annuelle de leur coût de revient excédant de plus de [•] % par an le jeu de la clause de révision des prix visée à l'article 17.5.3.1 du présent CCAP, le Maître de l'Ouvrage pourra de manière discrétionnaire faire procéder au réexamen tant du contenu de ces Prestations que de leur prix.

Le Titulaire présente à cet effet au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un mémoire établissant le dépassement en cause accompagné de toutes pièces justificatives ainsi que de ses propositions pour faire évoluer les Prestations et leur coût.

Si le Maître de l'Ouvrage décide d'actionner la clause, les Parties se réuniront dans les deux mois suivant réception de ce mémoire en vue trouver un accord sur les conditions de poursuite du Marché, éventuellement en application de la clause de réexamen afférente décrite à l'article 3 des présentes.

A défaut d'accord le Marché pourra être résilié dans les conditions de l'article 25 du présent CCAP.

ARTICLE 18. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

18.1. Forme juridique du Titulaire

Conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le Représentant du Pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du Marché. En application de cette disposition, il est convenu que le groupement est de nature conjointe avec mandataire solidaire.

18.2. Rôle et mission du mandataire

Le mandataire représente les autres membres du groupement auprès du Pouvoir adjudicateur pendant l'exécution du Marché. Il est l'interlocuteur privilégié du Représentant du Pouvoir adjudicateur.

Il est également responsable vis-vis du Pouvoir Adjudicateur et de son Représentant de la répartition des prestations entre chaque membre du groupement et de toutes les conséquences liées à cette répartition (limites de prestations de chacun et gestion des interfaces techniques), ainsi que de la transmission de toutes les informations et documents produits au titre du Marché. Il veille à la cohérence de l'ensemble des prestations et documents fournis par les membres du groupement.

Il assume, en outre, en tant que mandataire commun, la coordination entre les entreprises membres du groupement. Il s'assure, en particulier, de l'exercice, de la bonne mise en œuvre, par le ou les membres en charge des travaux, d'une direction efficace du chantier et, enfin, d'une collaboration étroite entre les équipes, de réalisation et de maintenance.

Il donne toutes instructions à cet effet aux membres du groupement.

Il est seul habilité à présenter des réserves sur un ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Il présente les projets de décomptes, accepte les décomptes partiels et le décompte général et peut formuler ou transmettre des réclamations.

Il a compétence pour répartir le montant des pénalités imputées au groupement, entre ses membres.

Il est compétent pour signer le procès-verbal de réception des travaux.

Il a capacité d'ester en justice au nom de tous les membres du groupement contre le Pouvoir adjudicateur ou contre les tiers.

Il est solidaire vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur de la défaillance de l'un quelconque de ses cotraitants jusqu'à la fin du Marché.

Il appartient aux membres du groupement de vérifier que cette compétence est traduite dans une convention de groupement qui leur est propre.

18.3. Représentant du Mandataire

Dès la notification du Marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du Marché.

L'identité et les coordonnées de cette personne devront être transmises par le Titulaire au Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du Marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dans les délais requis ou impartis par le Marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

18.4. Défaillance d'un membre du Groupement

18.4.1. Remplacement d'un membre défaillant.

Le mandataire doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Afin de prendre en compte cette défaillance, un avenant au Marché, auquel seront annexés un arrêté des comptes sera conclu entre les entreprises restantes et le Pouvoir adjudicateur.

Le mandataire peut également présenter au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues, dans le respect des conditions de l'article 18. Il est alors fait application des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique : le Représentant du Pouvoir Adjudicateur doit donc agréer les sous-traitants. Le mandataire agit alors en qualité d'entrepreneur principal et demeure responsable de la bonne exécution par le sous-traitant des obligations résultant du Marché

La présente clause est une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code la commande publique.

18.4.2. Remplacement du mandataire défaillant.

Lorsque l'entreprise défaillante est le mandataire du groupement, les cotitulaires du Marché doivent proposer au Représentant du Pouvoir adjudicateur un nouveau mandataire choisi parmi eux. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur devra informer, le cas échéant, le comptable assignataire du changement intervenu pour la gestion du compte unique ouvert au nom du groupement.

Les membres du groupement peuvent également présenter au Représentant du Pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues pour le mandataire dans le respect des conditions de l'article 18. Il est alors fait application des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique : le Représentant du Pouvoir adjudicateur doit donc agréer les sous-traitants et accepter les conditions de paiement.

Il est en outre fait application des dispositions de l'article [•].

18.5. Conséquences de la solidarité.

Le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir adjudicateur. Sa responsabilité peut être engagée pour l'ensemble des membres jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles ou légales.

Pour la mise en œuvre de la responsabilité décennale, si le constructeur est en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, une action directe, contre l'assureur auprès duquel a été souscrite la police garantissant la responsabilité de ce constructeur, est ouverte au Pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article L. 243-7 du code des assurances.

18.6. Régime général en cas de sous-traitance

Le présent article concerne la sous-traitance en application des articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la Commande Publique et du CCAG Travaux.

La sous-traitance ne peut porter sur la totalité du marché.

La sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le Titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution de ces prestations.

Il est ici rappelé que seuls les sous-traitants de rang 1 sont éligibles au paiement direct et qu'en conséquence les demandes de sous-traitance au-delà dudit rang 1 devront être accompagnées d'une caution bancaire.

En cas de sous-traitance de rang 1, le Titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera une demande d'agrément du sous-traitant au pouvoir adjudicateur en recommandé avec AR afin de donner date certaine à cette demande. Une copie de cette demande sera transmise par courrier électronique à la MOE.

Le dossier de demande sera constitué de :

- L'acte spécial (formulaire DC4) incluant l'attestation sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner, signé par le Titulaire et le sous-traitant,
- La liste nominative des salariés de nationalité étrangère,

- Les attestations d'assurance en responsabilité civile couvrant au minimum les garanties définies à l'article 23 du présent CCAP,
- Les attestations récentes de régularité du sous-traitant vis-à-vis des obligations sociales et fiscales,
- Les effectifs, références et qualifications le cas échéant permettant au Maître d'Ouvrage d'apprécier la capacité professionnelle et financière du sous-traitant.

Le cas échéant, le Titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

En cas de sous-traitance de rang 2 et supérieur, lorsque le Titulaire transmettra une demande d'acceptation de sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, la demande devra comporter également, à défaut d'avoir obtenu du Maître de l'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement, la caution personnelle et solidaire obtenue par le sous-traitant de rang 1 et plus garantissant le paiement de toutes les sommes dues par lui au sous-traitant de second rang et plus.

L'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang sera portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage, de la MOE et du CSPS afin de réaliser l'inspection commune et de produire leur PPSPS.

Durant la période de préparation prévue au Calendrier Général des Travaux le Titulaire communique la liste des sous-traitants qu'il souhaite consulter et le calendrier de désignation des sous-traitants qui doit avoir reçu préalablement l'accord du Maître d'Œuvre d'Exécution. Sous trois semaines, le Maître d'Ouvrage retourne cette liste avec éventuellement l'ajout d'entreprises qu'il demande de voir consulter et le retrait de celles qu'il n'accepte pas.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser d'agréer une entreprise sous-traitante d'un ou plusieurs lots significatifs dans l'hypothèse où il considère que le sous-traitant proposé par le Titulaire ne présenterait pas les conditions satisfaisantes en matière de compétence, de qualité ou de solidité financière.

Les dossiers d'acceptation sont présentés au plus tard suivant les échéances indiquées au calendrier détaillé d'exécution ; les sous-traitants doivent être désignés au plus tard 1 mois avant la date prévue pour la réalisation des travaux à sous-traiter.

Les sous-traitants sont considérés désignés dès que l'acceptation du Maître d'Ouvrage est signifié, et opérationnels dès que le PPSPS de l'entreprise a été accepté par le Coordonnateur SPS et l'inspection commune réalisé - toute entrée sur le chantier est formellement interdite aux entreprises et leur personnel qui n'auront pas accompli ces formalités.

Par ailleurs, le Maître de l'Ouvrage disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour accepter ou refuser un sous-traitant, celui-ci devant par ailleurs présenter les mêmes capacités que les membres du groupement.

18.7. Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants de rang 1 d'un Entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe au projet de décompte, signé par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la

somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclut la TVA pour les sous-traitants « entreprises de travaux ». Dans ce cas, le règlement est effectué hors taxe dans le cadre du mécanisme de l'autoliquidation de la TVA.

Si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 19. AMIANTE & PLOMB

Aux fins de la réalisation des ouvrages de la VEFA, le Promoteur de l'opération a préalablement réalisé des travaux de curage et traitement de l'amiante et du plomb – dont les diagnostics en possession du Maître de l'Ouvrage ont été annexés aux documents du Marché. Toutefois, dans la mesure où le maître de l'ouvrage n'a pas eu accès au site pendant la phase de conception - alors en phase de travaux VEFA - la réalisation in situ des diagnostics amiante et plomb nécessaires n'a pu avoir lieu.

De ce fait et au titre du présent marché la Maîtrise d'Œuvre s'est appliquée à concevoir des ouvrages ne nécessitant pas d'intervention particulières au regard du plomb et/ou de l'amiante. Il est donc attendu que le Titulaire participe de cette même réflexion dans ces propositions et lors de la réalisation.

Le Titulaire déclare expressément qu'il a pu prendre connaissance des diagnostics amiante et plomb qui lui ont été fournis, qu'il a pu émettre ces remarques et demandes complémentaires préalablement à la signature du marché, que celui-ci accepte sans réserve le risque inhérent aux existants au regards des ouvrages à réaliser au titre du présent marché.

Ainsi ce dernier ne pourra se prévaloir d'un quelconque dédommagement – notamment en terme, de prix de qualité et de délais - au titre de la découverte fortuite d'amiante, de plomb ou bien dans la mise en œuvre de mesures particulières – quelles qu'elles soient – qui seraient rendues nécessaires dans l'exécution des ouvrages du marché.

Le Titulaire déclare donc faire son affaire au titre des pertes et profits des sujétions liées au plomb et à l'amiante.

Par ailleurs, le Titulaire réalisera l'ensemble des diagnostics et mise en œuvre des procédures concernant l'amiante et le plomb rendues obligatoire au titre de la législation – ils les accomplira et ce avec diligence et autant que de besoin pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire devra également au titre du présent marché la réalisation des diagnostics incombant au Maître d'Ouvrage. Il a également un devoir de conseil, d'assistance et d'accompagnement auprès du Maître d'Ouvrage pour tout ce qui concerne l'amiante et le plomb, et ce, de manière que le Maître d'Ouvrage ne puisse être recherché pour manquement à ces obligations.

Lors de la phase de préparation de chantier le Titulaire réalisera - ou assistera le Maître d'Ouvrage pour les actions qu'ils ne pourraient mener seul au titre de ce dernier au regard de la loi - l'ensemble des actions et procédures à mener au titre de l'amiante et du plomb, et ce en conformité avec la législation en vigueur au moment de les réaliser. Dès la prise de possession du site par le Maître d'Ouvrage (correspondant à livraison du site par le Promoteur) le Titulaire fera réaliser les diagnostics et examens amiante et plomb nécessaires à la réalisation des ouvrages et prestations du Marché. Puis, tout au long du marché - tant pour la phase travaux que pour la phase exploitation-maintenance - le Titulaire transmettra au fur et à mesure et avec diligence la mise à jour des différents diagnostics, documentations ou procédures à mettre en œuvre aussi bien par le Titulaire que par le Maître d'Ouvrage s'il ne peut les mener seul au regard de la législation.

A titre informatif - et sans préjudice de son devoir de conseil, d'accompagnement, ses obligations légales et de bonne gestion, transmissions des documents aux personnes concernées, etc - le Titulaire consignera dans un document spécifique l'ensemble des actions menées, les diagnostics effectués ainsi que toute autres prestations ou ouvrages réalisés au titre de l'amiante et du plomb. Celui-ci récapitulera notamment les actions à mener – et les délais impartis - par le Maître d'Ouvrage dans l'accomplissement de ses obligations légales. Ce document sera transmis de manière hebdomadaire au maître d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'au Coordinateur SPS de l'opération.

ARTICLE 20. POLLUTION DES SOLS

Aux fins de la réalisation des ouvrages de la VEFA, le Promoteur de l'opération a réalisé des travaux portant sur le traitement des terres polluées selon la nécessité du projet – dont les diagnostics en possession du Maître de l'Ouvrage ont été annexés aux documents du Marché. Toutefois, dans la mesure où le maître de l'ouvrage n'a pas eu accès au site pendant la phase de conception - alors en phase de travaux VEFA - la réalisation in situ des éventuels diagnostics complémentaires nécessaires n'a pu avoir lieu.

Le Titulaire déclare expressément qu'il a pu prendre connaissance des diagnostics relatifs à la pollution des sols qui lui ont été fournis, qu'il a pu émettre ces remarques et demandes complémentaires préalablement à la signature du marché, que celui-ci accepte sans réserve le risque inhérent aux existants au regards des ouvrages à réaliser au titre du présent marché.

Ainsi ce dernier ne pourra se prévaloir d'un quelconque dédommagement – notamment en terme, de prix de qualité et de délais - au titre de la découverte fortuite de pollutions des sols ou bien dans la mise en œuvre de mesures particulières – quelles qu'elles soient – qui seraient rendues nécessaires dans l'exécution des ouvrages du marché.

Le Titulaire déclare donc faire son affaire au titre des pertes et profits des sujétions liées à la pollution des sols.

Par ailleurs, le Titulaire réalisera l'ensemble des diagnostics et mise en œuvre des procédures concernant la pollution des sols rendues nécessaire ou obligatoire au titre de la législation – ils les accomplira avec diligence et autant que de besoin pendant toute la durée du marché.

Il a également un devoir de conseil, d'assistance et d'accompagnement auprès du Maître d'Ouvrage pour tout ce qui concerne la pollution des sols, et ce, de manière que le Maître d'Ouvrage ne puisse être recherché pour manquement à ces obligations.

Le Titulaire réalisera - ou assistera le Maître d'Ouvrage pour les actions qu'ils ne pourraient mener seul au regard de la loi - l'ensemble des actions et procédures à mener au titre du traitement ou des interventions concernant les terres polluées, et ce en conformité avec la législation en vigueur au moment de les réaliser. Dans des délais opportuns, le Titulaire réalisera l'ensemble des diagnostics et examens nécessaires à la réalisation des ouvrages et prestations du Marché. Puis, tout au long du marché - tant pour la phase travaux que pour la phase exploitation-maintenance - le Titulaire transmettra au fur et à mesure et avec diligence la mise à jour des différents diagnostics, documentations ou procédures à mettre en œuvre aussi bien par le Titulaire que par le Maître d'Ouvrage.

A titre informatif - et sans préjudice de son devoir de conseil, d'accompagnement, ses obligations légales et de bonne gestion, transmissions des documents aux personnes concernées, etc - le Titulaire consignera dans un document spécifique l'ensemble des actions menées, les diagnostics effectués ainsi que toute autres prestations ou ouvrages réalisés au de la pollution des sols. Celui-ci récapitulera notamment les actions à mener – et les délais impartis - par le Maître d'Ouvrage dans l'accomplissement de ses obligations légales. Ce document sera transmis de manière

hebdomadaire au maître d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'au Coordinateur SPS de l'opération.

ARTICLE 21. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % du seul montant des travaux et pour les seules entreprises de travaux (ou 3% pour les seules PME, art. Article R2191-33 du CCP) est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande. La seule caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le Titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifiée par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement selon le cas que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification aurait été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par l'administration contractante.

ARTICLE 22. GARANTIES

Les dispositions générales en matière de garantie sont définies par le CCAG Travaux.

22.1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement et son éventuelle prolongation, visés au CCAG-Travaux, sont seuls applicables.

22.2. Garantie de bon fonctionnement

Conformément aux dispositions de l'article 1792-3 du code civil, le maître d'ouvrage est garanti contre les désordres qui affectent les éléments d'équipement dissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Cette garantie est d'une durée minimale de deux années.

22.3. Garantie décennale

Conformément aux dispositions de l'article 1792 du code civil, le maître d'ouvrage est garanti contre les désordres constatés qui affectent la solidité de l'ouvrage et le rendent impropre à l'usage auquel il est destiné et contre les malfaçons qui compromettent la solidité des éléments d'équipement

indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert dans l'ouvrage, durant le délai décennal.

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 13, à la date d'effet de cette réception partielle.

ARTICLE 23. ASSURANCES – RESPONSABILITES

Première partie : assurances en phase travaux d'aménagement et deuxième partie assurance en phase exploitation maintenance

23.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

23.2. Assurance de responsabilité civile décennale

Le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

23.3. Attestations d'assurance

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des travaux qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

L'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation pour faute du marché en application du CCAG-Travaux.

23.4. Généralités

D'une manière générale, il est rappelé que la responsabilité du Titulaire à l'égard du Maître d'Ouvrage s'entend aussi bien pour la part des études d'exécutions, études de faisabilité ou études techniques, que constructeur et réalisateur de la totalité des ouvrages.

Les dispositions de l'ensemble de la présente clause ne représentent que la couverture considérée comme minimale par le Maître d'Ouvrage.

En tout état de cause, et malgré la preuve qui lui est demandé de faire quant à l'existence des polices d'assurance et avenants nécessaires, ainsi qu'au paiement régulier des primes afférentes, le Titulaire ne pourra en aucune manière, invoquer une insuffisance de couverture d'assurance, ou encore les franchises ou les exclusions prévues par ces polices et avenants, ou plus généralement une difficulté quelconque qui pourrait lui être opposé par l'assureur à l'occasion d'un sinistre, pour prétendre à quelque atténuation que ce soit de ses responsabilités à raison de son marché.

Le Titulaire s'oblige à vérifier qu'il satisfait bien aux conditions exigées, par ses polices d'assurance et avenants, pour bénéficier d'une garantie d'assurance compatible avec les prestations intellectuelles et les travaux qu'il est engagé à réaliser, tant du point de vue de leur nature que de leur montant.

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des Lois, Règlements et Normes en vigueur.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les Articles 1240 et suivants 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil et des risques mise à leur charge par l'Article 1788 du même Code.

Les fabricants soumis à la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber en vertu de l'Article 1792-4 du Code Civil.

Sur simple demande de la MOE ou de la MOA, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants et fabricants.

Il est précisé que dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, au début de chaque année civile, avant réception et au solde des comptes, le Titulaire en la personne de chaque cotraitant et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des polices d'assurances mentionnées ci-après, hormis la police de responsabilité décennale – et de la CCRD le cas échéant - remise au plus tard au moment de l'attribution du marché.

De même, aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main-levée de caution ne pourra avoir lieu tant que les attestations d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-après n'auront pas été fournies.

L'obligation de souscrire les polices d'assurance décrite à l'article 23 du présent CCAP s'applique à chacun des membres du groupement.

23.5. Assurance de Responsabilité Civile

Le Titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police d'assurances destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés aux clients, aux préposés et aux tiers, y compris le Maître de l'Ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Ce contrat devra couvrir :

→ sa RC délictuelle et quasi-délictuelle, telle qu'elle découle des articles 1240 à 1245 du Code Civil, au titre des dommages de toute nature causés aux tiers, notamment :

- du fait de son activité sur le chantier (par le personnel salarié en activité de travail, par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation), avec extension aux risques incendie et dégâts des eaux,
- du fait des travaux avant réception,
- du fait des travaux qui lui sont confiés, pouvant atteindre les tiers, les existants et les avoisinants,
- résultant d'un événement engageant sa responsabilité après réception.

→ sa RC contractuelle et extracontractuelle, telle qu'elle découle des articles 1217, 1641 et suivants du Code Civil, au titre des dommages de toute nature causés aux préposés et aux clients.

L'attestation à fournir devra préciser, par catégories de dommages, le montant des garanties accordées, et celui des franchises prévues pour chaque garantie.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger du Titulaire une augmentation du plafond des garanties dans le cas où il serait amené à considérer, sur avis de la MOE, que les montants assurés sont insuffisants.

Le Titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au Maître de l'Ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, le Titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles des sous-traitants.

23.6. Assurance de Responsabilité civile décennale RCD et des risques annexes

Le Titulaire déclare être titulaire des garanties couvrant :

- sa responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les Articles 1792, 1792-1 et suivants et 2270 du Code Civil, conformément à l'Article L 241-1 du Code des Assurances,
- les risques d'effondrement avant réception,
- la garantie de bon fonctionnement minimale de DEUX ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du Code Civil,
- les dommages immatériels consécutifs aux risques précédents.

Cette police devra couvrir toutes les prestations (prestations intellectuelles et travaux) exécutés par le Titulaire.

Elle devra comporter une renonciation à la règle proportionnelle de capitaux.

Les fabricants soumis à la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurances couvrant leur responsabilité en vertu de l'Article 1792-4 du Code Civil.

Ces attestations doivent émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle et seront établies en conformité à l'arrêté du 5 janvier 2016.

Elles doivent comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le Titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation au CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le Titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, le Titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée sans délai au Maître de l'Ouvrage.

Le Titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale les extensions de garantie nécessaire, y compris pour l'ensemble des acteurs de l'opération, Maître d'Ouvrage et ses prestataires.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure sous 15 jours restée infructueuse, la résiliation du marché par le Maître d'Ouvrage.

23.7. Assurance des équipements

Le Titulaire devra également être assuré contre :

- les dommages causés par leurs véhicules ou ceux loués qu'ils utilisent pour l'exécution du marché (sur voies publiques ou en propriétés privées), conformément aux dispositions légales en vigueur, et notamment la loi du 5 juillet 1985, ainsi que l'article L 211-1 du code des assurances ;
- les dommages causés par leurs engins de chantier ou ceux loués, fixes ou mobiles, qu'ils utilisent pour la réalisation des travaux.

Par ailleurs, le Titulaire fera sa propre affaire de l'assurance de son matériel d'entreprise, qu'il en soit propriétaire ou locataire. Il s'engage à renoncer à tous recours contre le Maître d'Ouvrage ses conseils et AMO ainsi que la MOE et à obtenir une renonciation à recours identique à l'assureur de ce matériel.

23.8. Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements doivent être couverts par une assurance les garantissant contre tous les risques (entre autres, vol, incendie, dégradations, etc.).

23.9. Assurance de la base de vie

Le Titulaire assurera, à ces frais, les bureaux de chantier, locaux et ouvrages connexes (installation provisoire).

Cette assurance devra garantir :

- les risques habituels : incendie, dégâts des eaux, vols, etc.,
- le risque d'arrêt de chantier qui résulterait de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux,
- la perte d'exploitation qui résulterait de cette destruction pour les différents intervenants, y compris le Maître d'Ouvrage.

23.10. Modalités de transmission des attestations

Le Titulaire s'engage à transmettre et mettre à jour sur <http://www.e-attestations.com> ses attestations d'assurances.

23.11. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Le Maître d'Ouvrage se laisse la possibilité d'exiger une CCRD.

ARTICLE 24. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

24.1. Droits de la personne publique

La personne publique peut exercer librement son droit d'utilisation et de reproduction des documents, objets, matériels ou constructions conformes au prototype, dessins ou des éléments de ces prototypes ou dessins sans consultation préalable du Titulaire. La personne publique dispose du droit de reproduction et d'utilisation pour la totalité et l'ensemble des besoins de l'opération sur l'ensemble du territoire français. Ces droits sont cédés dans le cadre du contrat sans rémunération spécifique. Cela concerne notamment la conception architecturale et technique, ainsi que les éléments du BIM. A cet effet, le titulaire garantit au maître d'ouvrage, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

En cas de reprise de l'opération par la personne publique, ces droits, cédés à titre gracieux, sont transférés à la personne publique. Dans le cas d'une résiliation anticipée du contrat, qu'elle qu'en soit la cause, la personne publique restera propriétaire de toutes les études, plans et dessins, rapports ... etc. et disposera des droits de reproduction et d'utilisation des documents déjà établis.

Le Titulaire reconnaît que la cession des droits précités ne lui permet pas de s'opposer à la destruction partielle ou totale de l'ouvrage.

Le Titulaire, ses ayants droits, curateur ou l'administrateur judiciaire, si la résiliation intervient après liquidation judiciaire de la société titulaire du contrat, ne pourront s'opposer à l'utilisation des documents, études et plans, rapports etc. ... et leurs compléments ou adaptations s'il y a lieu, par un nouveau prestataire dans les limites autorisées, sans dénaturation de l'œuvre.

Pour exercer ce droit de reproduire, la personne publique transmettra au Titulaire, et à sa demande, le nom des exécutants auxquels elle confie la fabrication des éléments du marché. Elle confiera à ces exécutants tous les documents produits par le Titulaire nécessaires à la fabrication de l'ouvrage ou de l'élément d'ouvrage (Dossier d'études, rapports d'essais, plans, dessins, calculs, etc.). Cela concerne notamment l'ensemble des éléments liés à l'aménagement des plateaux de bureaux.

La personne publique s'engage à imposer aux exécutants la confidentialité sur les documents communiqués et à leur rappeler l'interdiction de toute divulgation, à l'exception de celle nécessaire à la fabrication de l'ouvrage ou de l'élément d'ouvrage, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Titulaire.

Cette clause ne s'oppose pas à ce que les éléments fabriqués soient aliénés lorsqu'ils sont hors d'usage ou cessent d'être adaptés aux besoins du marché.

La personne publique peut, après en avoir informé le Titulaire, publier des informations générales sur la nature des résultats obtenus, formulés de façon telle qu'elles ne puissent être utilisés par un tiers sans recours au Titulaire. Cette publication mentionnera le nom du Titulaire.

24.2. Droits du Titulaire

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations objet du marché sans l'accord préalable de la personne publique, comme par exemple l'utilisation de l'opération en tant que référence.

Il ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuits ou onéreux, qu'avec l'accord de la personne publique ou sous ses conditions, comme par exemple les interviews.

Toute publication de résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord du pouvoir adjudicateur. La publication doit mentionner le nom du Maître d'Ouvrage, l'objet de la réalisation, le mode de financement et son montant.

24.3. Inventions, connaissances acquises, méthode, savoir-faire et brevets

Le Titulaire est tenu de communiquer à la personne publique toutes les connaissances acquises dans le cadre de l'exécution du marché que celles-ci aient donné lieu à dépôt de brevet ou pas.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposées à la personne publique pour l'utilisation des résultats des prestations. Il en est de même dans le cas où cela serait nécessaire en vue l'adaptation de l'ouvrage ou de ces éléments au titre de sa maintenance ou de son exploitation.

Le Titulaire est tenu d'effectuer en France le premier dépôt des demandes de brevet concernant les inventions nées de l'exécution du marché. Il devra informer la personne publique de tout dépôt de demande de brevet en lui transmettant copie de la demande et de l'acte écrit prévu par la législation en vigueur. Si des demandes de brevets se rapportant au marché ont été déposées antérieurement à la notification, il devra les déclarer à la personne publique dans le mois qui suit la notification du marché.

Si le Titulaire décide de cesser l'entretien d'un brevet ou retire une demande de brevet, il devra en informer au préalable la personne publique et lui céder gratuitement ses droits.

La personne publique pourra si elle le souhaite déposer en son nom propre une demande de brevet, après en avoir informé le Titulaire, si elle estime que certaines inventions nées au cours de l'exécution du marché le justifient et si le Titulaire refuse d'effectuer cette demande.

24.4. Usage du BIM

Le Titulaire est tenu de communiquer à la personne publique l'ensemble des codes-sources permettant d'accéder aux différentes fonctions du BIM, en particulier en ce qui concerne la supervision des organes techniques de l'ouvrage. Cette communication n'autorise pas le maître d'ouvrage à les utiliser dans le cadre d'un projet autre que celui objet des présentes.

Cette cession de droits est incluse dans le prix forfaitaire du marché

Cette obligation pèse dès la mise en service des équipements concernés jusqu'à l'achèvement du contrat.

Le non-respect de cette obligation entraîne une pénalité telle que décrite à l'article 5 des présentes.

ARTICLE 25. RESILIATION DU MARCHE

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit dans le cas des circonstances particulières extérieures au marché, mentionnées à au CCAG-Travaux.
- soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues au CCAG-Travaux,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues au CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues au CCAG-Travaux.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées au CCAG-Travaux, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le règlement du marché est alors effectué selon les modalités prévues aux articles [•] relatif à la demande de paiement final et [•] relatif au DGD-solde, du CCAG-Travaux, sous réserve des stipulations du CCAG-Travaux relatives aux opérations de liquidation.

Le CCAG-Travaux précise, selon les cas, si le titulaire a droit à être indemnisé du fait de la décision de résiliation.

La phase exploitation-maintenance pourra également faire l'objet d'une résiliation dans les conditions décrites au CCAG FCS.

ARTICLE 26. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne fois par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché selon les modalités prévues au CCAG travaux.

Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées au CCAG-Travaux.

Les recours présentés dans les articles suivants sont possibles :

26.1. Modes alternatifs de règlement des litiges

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Les parties ont la possibilité de saisir soit :

➤ Le médiateur du ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label RFAR « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » depuis le 14 septembre 2022.

Le label RFAR vise à distinguer les services publics et entreprises françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs.

A ce titre, les parties peuvent saisir le médiateur interne « Relation fournisseur » du ministère de l'Intérieur à l'adresse courriel suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception adressé à :

**« Monsieur le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur,
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.**

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Soit :

➤ Le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)

Le recours au CCRA est prévu par les articles L2197-3 et R2197-1 à D2197-22 du code de la commande publique.

Le comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est compétent pour résoudre les difficultés liées à l'exécution des marchés passés par :

- Les services centraux de l'État ;
- Les services et organismes à compétence nationale, lorsque le marché couvre des besoins excédant la circonscription d'un seul comité local.

Adresse postale :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Direction des affaires juridiques
Sous-direction du droit de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public / 1C
Bâtiment Condorcet - Télédoc 353
6 rue Louise Weiss
75703 PARIS Cedex 13

Courriel : ccra.daj@finances.gouv.fr

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine du comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le maître d'ouvrage sur l'avis du comité.

Soit :

➤ **Le médiateur des entreprises**

Le recours au médiateur des entreprises est prévu par les articles L2197-4 et R2197-23 à R2197-4 du code de la commande publique.

Lien vers le site internet :

<https://www.mieist.finances.gouv.fr/>

La saisine est prévue par voir dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

26.2. Procédure contentieuse

En cas de recours contentieux, tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent marché sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Paris :

7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04
Tél : 01.44.59.44.00 - fax : 01.44.59.46.46.
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le maître d'ouvrage en application du CCAG-Travaux, ou de la décision implicite de rejet conformément au CCAG-travaux, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

26.3. Règlement des différends en cas d'entrepreneurs groupés

Par dérogation au CCAG-Travaux, lorsque le marché est passé avec des groupements d'opérateurs économiques, le mandataire représente chacun d'eux, envers le maître d'ouvrage, pour l'application des stipulations du présent article jusqu'à la date de fin de délai de garantie de parfait achèvement, définie au CCAG-Travaux, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque membre du groupement étant ensuite seul habilité à poursuivre les litiges qui le concernent à l'exception des stipulations du CCAG-Travaux.

ARTICLE 27. INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

- **Instance chargée des procédures de recours – Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greff.ta-paris@juradm.fr

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 28. LANGUES ET MONNAIE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Le titulaire est informé que l'administration conclut les marchés dans l'unité monétaire suivante : euro. Les factures seront libellées en euro.

ARTICLE 29. CLAUSES ADMINISTRATIVES ET CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à la dénomination ou à la raison sociale de son entreprise
- à sa nationalité
- à son domicile ou à son siège social
- au montant de son capital social
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent, dès lors que celles-ci détiennent plus de 10% des parts sociales
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ceux-ci intéressent l'exécution du marché

- à toute autre modification importante relative au fonctionnement et à la pérennité de son entreprise susceptible d'affecter la bonne exécution du marché
- à toute mesure administrative prise à son encontre dès lors qu'elle est susceptible d'influer sur sa capacité à exécuter les missions confiées
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

Le Titulaire signale, de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le groupement et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

Chaque modification est à notifier dans les quinze jours à compter de l'événement auquel elle se rapporte.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire : <http://www.e-attestations.com>

Si le Titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

Le titulaire demeure soumis au respect de l'obligation de confidentialité pendant cinq (5) années à compter du terme normal ou anticipé du Contrat selon les termes de l'engagement figurant à l'annexe au Règlement de Dialogue.

ARTICLE 30. HABILITATIONS D'ACCES AU SITE DE L'ADMINISTRATION

L'accès aux sites est subordonné à l'autorisation accordée par le Service de la Protection de la direction de la police nationale (SDLP). Les autorisations seront obtenues auprès du Responsable du suivi de l'exécution du marché (RSEM). Tout personnel non-habilité ne pourra être accepté sur le chantier.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir les photocopies recto-verso et lisibles des pièces d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour accompagné d'un justificatif de domicile) pour l'ensemble de son personnel et des éventuels sous-traitants appelés à intervenir sur le chantier.

La liste du personnel, et les pièces demandées, doivent parvenir au BGSAC par voie électronique exclusivement.

Adresse électronique de contact : bgsac-habilitations@interieur.gouv.fr

Cet envoi doit respecter les contraintes suivantes :

- un dossier par e-mail, avec dans le sujet du message : nom du site + nom de l'entreprise + nom et prénom de la personne ;
- format Excel ou compatible pour la liste du personnel ;
- format JPG, JPEG, TIFF, BMP ou PDF pour les copies de pièces d'identités.

Après fourniture par le titulaire de cette liste nominative, le SDLP établira pour chacun des intervenants permanents, un badge pour accéder au site, ce badge comporte la photo du titulaire, le nom de la société ainsi que la durée du chantier.

L'entrée dans les locaux s'effectuera après l'attribution d'un badge " travaux " pour chacun des intervenants.

Les badges devront être portés de manière visible par les personnels appelés à circuler dans les locaux.

Le délai d'instruction d'une demande d'autorisation est de six (6) semaines maximum.

Toute demande incomplète quant aux pièces justificatives (ou toute transmission de pièces illisibles) entraînera un retard dans l'instruction du dossier, retard qui sera imputable à l'entreprise titulaire ou sous-traitante.

Dans ce cas, la pénalité mentionnée au présent CCAP relative au retard dans la remise des pièces incombant au titulaire ou ses sous-traitants pendant la période de préparation pourra être appliquée par le RPA sur constatation faite par le BGSAC. Dans ce cas précis, le premier jour calendaire de retard sera le jour suivant la relance faite par le BGSAC au titulaire ou à son sous-traitant.

Le titulaire devra prévoir de faire habiller les effectifs suffisants de façon à permettre le remplacement du personnel non autorisé, ou défaillant.

En cas de refus d'accès au personnel du titulaire pour des raisons de sécurité, celui-ci devra présenter des remplaçants sans pouvoir demander d'indemnités.

Le ministère se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des personnels du titulaire ne donnant pas satisfaction et de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire.

Le stationnement des véhicules n'est pas assuré par le ministère, en dehors des livraisons ponctuelles pour les besoins du chantier.

Les emplacements des véhicules et les accès seront précisés conjointement par le responsable de la sécurité et du site.

ARTICLE 31. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le Titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1) Description du traitement de données à caractères personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations du marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est : le suivi des intervenants désignés / la liste des ouvriers

La ou les finalité(s) du traitement sont d'informer lesdites personnes.

Les données à caractère personnel traitées sont la liste des intervenants désignés / la liste des ouvriers

Les catégories de personnes concernées sont les intervenants désignés + la Liste des ouvriers.

données dès la conception et de protection des données par défaut.

2) Obligation du Titulaire vis-à-vis de l'acheteur des activités de traitement (articles 28.3 du RGPD)

Le Titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant au présent marché public. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;

3. Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

3) Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de

traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

4) Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD) (Option B)

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

5) Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques :

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6) Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

7) Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement] Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues au présent article et en rend compte régulièrement à l'acheteur.

8) Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le Titulaire doit :

☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ; Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le Titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

9) Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le Titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il n'a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

10) Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ; o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11) Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le Titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

12)

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et libertés de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire. Pénalités liées à l'exécution des prestations Cf. Annexe 1 au CCAP.

ARTICLE 32. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé

ANNEXE 1 AU CCAP RELATIVE AUX CLAUSES SOCIALES

Le titulaire,

représenté par : Nom du signataire
Prénom
Qualité

- Déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment de l'article N° 1.8 relatif à l'action obligatoire d'insertion.
- S'engage à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 1.8 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- S'engage à prendre l'attache de l'EPEC, facilitateur désigné par le pouvoir adjudicateur, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action prévisionnel devra être élaboré à cet effet et validé par l'EPEC.
- S'engage à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai qui lui sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Fait à

Le

Le Titulaire

(Signature et cachet)